

Louvain School of Management

La croissance remarquable de l'Irlande après la crise économique de 2008-2010 : mythe ou réalité ?

Mémoire recherche réalisé par
Louis Trouveroy

en vue de l'obtention du titre de
Master 120 crédits en ingénieur de gestion, à finalité spécialisée

Promoteur
Marcel Gérard

Année académique 2016-2017

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique www.uclouvain.be/lsm



Ce travail a été suivi et encadré par le Professeur Marcel Gérard que je remercie pour son écoute et ses conseils.

Je remercie également mon père pour son accompagnement, sa patience et son aide très précieuse à la réalisation de ce mémoire.

Je remercie enfin l'ensemble des professeurs de mon cursus universitaire, en Belgique comme à l'étranger au cours de mes échanges académiques, qui ont su éveiller ma curiosité pour les matières économiques à travers la transmission de leurs connaissances. Ils m'ont appris à développer mon esprit critique, une qualité essentielle pour analyser, comprendre et remettre en question les choses du monde qui nous entoure. La réalisation de ce mémoire s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Table des matières

Introduction	1
i. Description du contexte	1
ii. Méthodologie	2
iii. Motivation.....	4
 PARTIE I : Le Tigre Celtique : le miracle irlandais	7
1. De l'adhésion à la Communauté économique européenne au traité de Maastricht	7
2. Le Tigre Celtique	13
2.1 L'influence des activités et des investissements des multinationales dans l'économie irlandaise.....	15
2.1.1 L'impact des multinationales sur les niveaux de production, de productivité du travail et sur les exportations dans l'économie irlandaise des années 1990.	16
2.1.2 Les mécanismes et les incitants politiques, économiques et fiscaux	25
2.2 L'évolution du marché du travail et de l'emploi	29
2.2.1 Négociations et modérations salariales	30
2.2.2 L'offre de travail : croissance démographique, migration et main d'œuvre.....	32
2.2.3 Mesures secondaires	34
2.3 Les aides des fonds structurels européens	35
2.4 Libéralisation et ouverture à la concurrence du marché irlandais	38
 PARTIE II : La reprise économique récente de l'Irlande	43
1. L'importance des multinationales dans l'économie irlandaise des années 2000.....	43
1.1 Production et emploi.....	43
1.2 Exportations et compte courant de la balance des paiements.....	45
1.3 Recherche & développement et innovation.....	51
2. La croissance de l'activité économique de l'Irlande en 2015	53
2.1 Un taux de croissance spectaculaire de 26%	54
2.1.1 Augmentation du stock de capital fixe.....	54
2.1.2 Les exportations nettes.....	60

2.2	Mesures alternatives au PIB / PNB	65
2.2.1	Produit national net	65
2.2.2	La production nette totale et la demande domestique.....	66
2.3	Indicateurs économiques de l'activité domestique irlandaise	67
2.3.1	Emploi.....	68
2.3.2	Salaires horaires moyens.....	71
2.3.3	Revenu disponible des ménages et par habitant.....	72
2.3.4	Dépenses de consommation finale des ménages par habitant.....	73
2.3.5	Déficit public et endettement	74
PARTIE III : Conclusion.....		77
1.	Une croissance spectaculaire ?.....	77
2.	Une reprise économique pour tous ?.....	79
Bibliographie		81
Listes des tableaux		87
Listes des graphiques		88
Annexes		91
Annexe 1.....		91
Annexe 2.....		91
Annexe 3.....		92
Annexe 4.....		93
Annexe 5.....		93
Annexe 6.....		94
Annexe 7.....		94
Annexe 8.....		95
Annexe 9.....		95
Annexe 10.....		96
Annexe 11.....		96
Annexe 12.....		97
Annexe 13.....		98

Introduction

i. Description du contexte

Après avoir atteint un taux de croissance de 8,5% en 2014, le PIB¹ irlandais augmente de plus de 26,3% en 2015. Alors que l'Irlande avait subi, à partir de 2008, la crise financière et économique de plein fouet, le pays semble avoir connu une reprise économique tout à fait impressionnante. La Commission Européenne, dans son rapport de 2016 sur l'Irlande, explique ce succès par la mise en place, dès la fin de l'année 2010, de réformes² visant à redresser la compétitivité des entreprises (en plus des réformes structurelles et des réformes dans le secteur financier). Celles-ci auraient contribué à relancer la croissance remarquable des exportations depuis 2014. Les excellents résultats des mesures de la croissance irlandaise en 2014 et, surtout, en 2015 doivent être néanmoins interprétés avec une grande précaution.

En effet, depuis les années 1990 sont apparues des différences, souvent significatives, entre l'activité économique mesurée par le PIB (et autres indicateurs comme la productivité du travail, les exportations) et d'autres mesure comme le PNB³. Alors que ces différences sont peu ou pas importantes dans la plupart des pays, celles-ci ont été particulièrement notables en Irlande, pays dans lequel les multinationales étrangères (et leurs différentes filiales) ont une présence importante dans un certain nombre de secteurs et y ont développé une activité économique fortement globalisée au cours des dernières décennies, attirées par un faible taux d'imposition sur les sociétés et par des politiques de soutien à l'investissement très favorables. En pratiquant les mécanismes de prix de transfert, un grand nombre de ces multinationales spécialisées dans des industries spécifiques (informatique, pharmaceutique) ont, au cours des années 1990, artificiellement stimulé le niveau de leurs exportations et des profits qu'elles enregistraient en Irlande, gonflant ainsi la croissance du PIB irlandais. Durant cette période, l'évolution du PNB permettait de donner une image plus honnête de la croissance irlandaise puisque cette mesure ne prend pas en compte les nombreux profits générés par les multinationales établies en Irlande qui étaient finalement rapatriés à l'étranger. Ceci a permis

¹ Produit intérieur brut : indicateur qui mesure la production annuelle de richesse générée par les agents économiques à l'intérieur d'un territoire.

² Réformes mises en place par les autorités irlandaises, avec le soutien de l'Union européenne et du Front Monétaire International.

³ Produit national brut : indicateur qui mesure la production annuelle de richesse générée par les résidents d'un pays (principe de nationalité), que ceux-ci soient actifs sur le sol national ou à l'étranger. Indicateur qui prend donc en compte les revenus nets provenant de l'étranger (élément qui peut être positif ou négatif).

de minimiser les effets qui exagéraient les mesures de la croissance irlandaise, certes impressionnante, au cours des années 1990.

Au cours des années 2010, en plus des traditionnels mécanismes de prix de transfert, de nouveaux phénomènes liés, à nouveau, à la présence et aux activités des multinationales sur le sol irlandais ont encore davantage compliqué l'analyse et l'interprétation des mesures de la croissance irlandaise. Par conséquent, l'histoire récente de la reprise de la croissance économique de l'Irlande au cours des dernières années (qui atteint un niveau spectaculaire en 2015 et qui est, à cet égard, peu comparable à celle des autres pays européens qui, comme l'Irlande, ont aussi été frappés par la crise financière et économique qui a débuté en 2008), ne peut donc s'expliquer sans prendre en compte la présence prédominante de nombreuses multinationales sur le sol irlandais et leur influence considérable sur son économie. Ainsi, l'analyse du degré de dépendance de l'économie irlandaise vis-à-vis des activités des multinationales et la manière dont ces dernières l'ont influencée au cours de ces dernières années amène à revoir, et à éventuellement réévaluer, la performance réelle de la croissance économique de l'Irlande à l'aide d'indicateurs mesurant d'autres éléments clés de l'activité domestique de l'économie. Ces derniers permettront de déterminer jusqu'à quel point l'ensemble de la population en Irlande a réellement bénéficié de la reprise économique récente de l'Irlande au cours de ces dernières années.

La question de recherche de ce mémoire est donc la suivante : la croissance remarquable de l'Irlande après la crise économique de 2008-2010 : mythe ou réalité ?

ii. Méthodologie

La première partie de ce mémoire *Le Tigre Celtique*⁴ : *le miracle irlandais* retrace en détail la période de forte croissance et de développement économique qu'a connue l'Irlande au cours des années 1990 et tente de déterminer les facteurs et phénomènes macro-économiques qui sont à l'origine du *Tigre Celtique*. Cette première partie présente différentes thèses et opinions relevées dans la littérature et qui mettent, selon les auteurs, davantage en avant l'une ou l'autre principale explication derrière la croissance impressionnante de l'Irlande au cours de ces années. Cette première partie montre que l'Irlande, avant la forte reprise de la croissance affichée au cours de ces dernières années, avait déjà connu un *miracle* économique et révèle

⁴ Surnom donné à l'Irlande, en lien avec la croissance des tigres asiatiques, et qui caractérise la période de forte croissance économique et de prospérité dont a joui le pays dans les années 1990.

que, déjà, le rôle des activités des multinationales était prépondérant dans son développement économique remarquable. Par conséquent, avant d'analyser la reprise économique récente de l'Irlande, il est nécessaire de comprendre les mécanismes qui expliquent la croissance du Tigre Celtique et qui décrivent les principales caractéristiques de l'économie irlandaise, de cette période jusqu'à nos jours. Cette première partie se base essentiellement sur les recherches et développements scientifiques réalisées par des économistes et professeurs d'économie dont la grande majorité sont irlandais et ont enseigné dans des universités irlandaises. L'analyse et le regard critique que ces auteurs portent sur les bouleversements économiques qu'a connus leur pays donnent un excellent aperçu des changements et des évolutions de l'économie irlandaise de l'époque. D'autres rapports gouvernementaux ainsi que des statistiques (nationales et européennes) sont aussi utilisés afin d'illustrer et confirmer les explications avancées par ces différents auteurs.

La deuxième partie de ce mémoire *La reprise économique récente de l'Irlande* se divise en trois parties. La première section a pour objectif de dresser un bilan de l'influence et de l'impact économique des multinationales dans l'économie irlandaise depuis les années 2000 jusqu'au début des années 2010, période qui précède le début de la reprise économique de l'Irlande après la crise financière et économique qui a débuté en 2008. Elle vise donc, d'une part, à mesurer le rôle et l'impact des multinationales dans le développement économique de l'Irlande depuis les années 2000 jusqu'au début des années 2010 dans les secteurs clés de l'économie et, d'autre part, à introduire la section suivante qui avancera dans le temps et se concentrera alors sur l'analyse de la reprise de la croissance économique de l'Irlande au cours de l'année 2015.

Cette dernière est en effet illustrative du rôle prépondérant qu'ont joué les multinationales présentes en Irlande dans l'évolution de la croissance irlandaise. C'est la raison pour laquelle les résultats économiques de cette année-là ainsi que les facteurs qui sont à l'origine de ces résultats seront analysés en détail. Cette seconde section expliquera précisément les facteurs, pour le moins inédits, qui sont à l'origine de cette performance en 2015 qui, si l'on s'en tient aux mesures officielles du PIB, est tout à fait exceptionnelle. Il sera montré si cette croissance, mesurée par le PIB (et le PNB) a été, ou pas, artificiellement gonflée par la présence d'un nombre important de multinationales en Irlande exerçant des activités fortement globalisées sur le sol irlandais et si cette mesure reste, aujourd'hui, adéquate pour refléter la situation économique réelle du pays. Cette section terminera par l'introduction de critères d'analyse alternatifs qui réévaluent la croissance affichée par l'Irlande en 2015.

La troisième et dernière section a pour objectif d'analyser d'autres indicateurs liés à l'économie domestique afin de mesurer la (réelle) performance économique de l'Irlande de ces dernières années et de pouvoir ainsi déterminer si l'ensemble des citoyens irlandais ont véritablement bénéficié de la forte reprise (apparente) de l'économie irlandaise depuis la crise financière qui avait durement touché le pays en 2008.

Nous nous référons essentiellement à des recherches empiriques et de collectes de données via de nombreuses sources statistiques irlandaises et européennes de même que sur des résumés d'articles scientifiques et rapports récents d'économistes et d'institutions gouvernementales.

En guise de conclusion, la dernière partie de ce mémoire a pour objectif de répondre à la question de recherche introduite dès le début : la forte reprise économique récente de l'Irlande est-elle un mythe ou une réalité ? De plus, dans le cas d'une réelle reprise économique, celle-ci concerne-t-elle et profite-t-elle à toute la population irlandaise et dans les mêmes proportions ?

iii. Motivation

C'est en suivant le cours de fiscalité du Professeur Gérard en 1^{ère} Master à l'Université Catholique de Louvain que nous nous sommes familiarisés pour la première fois avec les matières d'optimisation fiscale pratiquées par certaines multinationales. Dans le cadre d'un travail réalisé conjointement avec d'autres étudiants pour ce cours, nous nous sommes intéressés aux choix géographiques des investissements d'une entreprise. C'est par ce biais que nous avons lu de nombreux articles relatant la performance (vraisemblablement) inédite de l'économie irlandaise au cours de l'année 2014 et 2015, alors que le pays avait été fortement touché par la crise financière de la fin des années 2000. Il nous semblait dès lors intéressant de connaître les raisons d'une telle reprise économique.

Rapidement, nous avons découvert le lien étroit qui existe entre cette reprise spectaculaire de la croissance irlandaise, le rôle des nombreuses multinationales établies en Irlande sur son économie et le régime fiscal très favorable en vigueur dans le pays. Afin de comprendre les raisons qui expliquent la reprise économique remarquable de l'Irlande, il était d'abord nécessaire d'explorer en détail les facteurs qui ont attiré de nombreuses multinationales sur le sol irlandais et les mécanismes qui ont permis à celles-ci de tirer parti du faible taux d'imposition sur les sociétés.

Par la suite, il est apparu que les activités de certaines multinationales avaient en réalité artificiellement gonflé la croissance récente de l'Irlande, ce qui nous permet de nous interroger légitimement sur la réelle performance économique du pays et sur l'amélioration du bien-être de sa population.

PARTIE I : Le Tigre Celtique : le miracle irlandais

1. De l'adhésion à la Communauté économique européenne au traité de Maastricht

Le 1^{er} janvier 1973, l'Irlande rejoint la Communauté économique européenne (CEE), ce qui marque alors une étape majeure dans le processus de son intégration européenne. L'économie irlandaise des années 1970 est une économie de gestion de crise et est caractérisée par une forte inflation. Murphy (2000) et Honohan et Walsh (2002) soulignent l'échec des politiques budgétaires et fiscales menées au cours des années 1970 et 1980 et qui ont mené à la mise en place forcée d'une stricte politique d'austérité à partir de 1986. En 1973, alors que le premier choc pétrolier provoque une crise économique à l'échelle mondiale, le nouveau gouvernement de coalition hérite d'un taux d'inflation de 11,5% qui atteint 18% en 1976⁵. Dans ce contexte de crise, le gouvernement tente de relancer la croissance de l'économie en s'engageant dans une politique budgétaire expansionniste : la forte augmentation de l'emploi dans le secteur public ainsi que celle des programmes de dépenses et des paiements de transferts (retraites et allocations-chômage en grande partie) conduisent le gouvernement à augmenter considérablement le niveau de ses dépenses publiques, qui passent de 6,5% du PNB en 1973 à 10,5% en 1977. La difficulté de financer ces niveaux de dépenses a pour effet d'augmenter le déficit public qui s'élèvera, en 1982, à 12% du PIB (Alfaro et al, 2010, p. 6). Dans un tel contexte, le gouvernement prend l'habitude de recourir à l'emprunt, domestique et étranger. Ce recourt significatif à l'emprunt entraîne une augmentation, année après année, du niveau de la dette et le ratio dette/PIB se met alors à augmenter fortement. Par ailleurs, une partie de plus en plus importante des emprunts provient de l'étranger et est libellée en devise étrangère, donnant au gouvernement peu de marge de manœuvre face au futur choc négatif qui viendra avec la révolution iranienne en 1979 et le resserrement des politiques monétaires, notamment au Royaume-Uni. De plus, en raison de la propension marginale élevée de l'Irlande à importer, la politique budgétaire menée par le gouvernement stimule les importations, ce qui creuse le déficit de la balance des transactions courantes du pays qui s'élève, en 1981, à 14,6% du PNB, une augmentation de 13,1% par rapport à 1975. Au début des années 1980, le taux d'inflation

⁵ Au début des années 1970, l'Irlande importait plus de 70% de son énergie.

atteint des niveaux record⁶(Department of finance Ireland, 2013 ; Honohan et Walsh, 2000, p. 13).

En 1979, l'Irlande prend la décision de faire partie du système monétaire européen⁷, qui est créé la même année. Avant d'être d'ordre économique, les objectifs poursuivis par l'Irlande sont politiques et diplomatiques (Honohan et Walsh, 2002, p.19). D'un point de vue économique, l'entrée dans ce nouveau système monétaire permet à l'Irlande de bénéficier d'un régime monétaire plus stable et de contrôler (et de réduire) l'inflation grâce à la stabilisation des taux de change (Laffan et O'Mahony, 2008, p.45). En liant sa devise nationale à celle des autres pays membres européens, l'Irlande encadre les fluctuations du taux de change de sa monnaie avec celles des autres pays dans une intervalle précise dont les marges de fluctuations sont fixées à 2,25% (le taux de change doit, en théorie, resté fixe mais peut subir des ajustements). L'Irlande réduit ainsi la volatilité de son taux de change avec ses partenaires commerciaux. L'encadrement de ces fluctuations des taux de change se réfère à un cours monétaire, l'ECU, calculé quotidiennement en fonction des cours de change des monnaies des pays participants. Même si aucune monnaie n'est désignée comme la valeur de référence, le mark allemand devient naturellement la référence à l'intérieur de ce système de stabilisation monétaire, en raison de sa solidité et des politiques anti-inflationnistes de la banque centrale allemande (Macroéconomie : monnaie et taux de change, n.d., ULB). La conséquence inévitable de l'entrée de l'Irlande dans le SME est la fin du lien historique *one-for-one parity*⁸ entre la livre irlandaise et la livre sterling, dont le pays, le Royaume-Uni, est le principal partenaire commercial de l'Irlande. En effet, au début de l'année 1979, l'augmentation des prix de pétrole permet à la livre sterling de s'apprécier face aux devises du SME qui s'affaiblissent. Le 30 mars de la même année, la livre sterling dépasse la limite supérieure du taux de change du SME contre le franc belge. En tant que membre du SME, l'Irlande n'a pas d'autre choix que de rompre le lien de parité entre sa monnaie et la livre sterling. Alors que l'Irlande s'attendait à voir sa monnaie s'apprécier face à la livre sterling et ainsi réduire son inflation, la monnaie britannique se renforce entre 1979 et 1981 et la livre irlandaise se déprécie considérablement face à la livre sterling⁹, accélérant des poussées inflationnistes record en Irlande jusqu'en

⁶ Le taux d'inflation en Irlande s'élève à 20,4% en 1981, par rapport à la moyenne européenne de 12%. Les causes de cette forte augmentation de l'inflation durant cette période seront explicitées par la suite.

⁷ Le système monétaire européen (SME) est créé en 1979.

⁸ L'Irlande et le Royaume-Uni appliquait depuis plus de 50 ans un lien de parité de un à un entre leurs deux monnaies respectives.

⁹ En seulement 2 ans (1979-1981), la livre irlandaise connaît une dépréciation nominale bilatérale de plus de 0,25 points face à la livre sterling, ramenant 1a livre irlandaise pour 0,74 livre sterling.

1981¹⁰. Au cours de la même période, le taux d'inflation mesuré sur les salaires et les prix est bien plus élevé que dans les autres pays membres du SME, ce qui apprécie la livre irlandaise face aux autres devises du SME (Kelly, 1993, p.98 ; Barry, 1999, p.89). Malgré la difficulté de poursuivre dans le très court terme les objectifs anti-inflationnistes que l'Irlande s'était fixés, la décision de rentrer dans le système monétaire européen en 1979 constitue une étape importante dans l'orientation de l'économie irlandaise et son intégration européenne (Murphy, 2000, p.12).

De 1982 à 1986, les mesures politiques pour combattre la crise économique qui affecte l'Irlande se font attendre et la croissance du PIB augmente à un taux moyen annuel de 1,58% seulement (Department of finance Ireland, 2013). Au cours de ces mêmes années, les programmes de dépenses publiques deviennent de plus en plus difficiles à financer et le gouvernement augmente les impôts, faisant passer les recettes fiscales de 28% du PNB en 1979 à 38% en 1984 pour contenir les déficits. Alors que le déficit primaire¹¹ commence à se réduire à partir de 1983, les conséquences de la tentative de relance de la croissance par l'augmentation des dépenses publiques et le recours massif à l'emprunt se traduisent par une augmentation dangereuse du niveau d'endettement qui atteint 125% du PNB en 1987 alors que les taux d'intérêts ont fortement augmenté depuis le début de la décennie. En plus de la crise économique que connaît le pays, les conditions sur le marché du travail au Royaume-Uni (dont l'Irlande dépend fortement) se détériorent et la libéralisation des échanges enclenchée dès les années 1960 affaiblit de nombreux secteurs traditionnels jusque-là fortement protégés de la concurrence étrangère. En 1988, le taux de chômage atteint un sommet et s'élève à 16,3% (Murphy, 2000, p. 5 ; Honohan et Walsh, 2002, pp. 13-15).

L'année 1987 est une année cruciale dans l'histoire économique récente de l'Irlande. Face à un niveau d'endettement public devenu insoutenable et à l'urgence du redressement de la situation, un changement de politique économique radical, qui bénéficie d'un consensus général de la part de l'ensemble des politiques, des syndicats et des travailleurs, apparaît indispensable. Powell (2003, p. 8) explique que, parmi les différentes voies possibles pour redresser les finances publiques, la monétisation de la dette n'était pas envisageable car elle augmenterait le taux

¹⁰ Poussées inflationnistes renforcées également par le taux d'inflation presque aussi élevé au Royaume-Uni au même moment.

¹¹ Le déficit primaire correspond à un solde négatif entre les recettes et les dépenses annuelles, hors charges d'intérêts.

d'inflation en raison de la création supplémentaire de monnaie¹². Le nouveau gouvernement¹³ ne voulait pas non plus augmenter les taxes, sachant que cette politique fiscale n'avait pas permis de résoudre la crise au début des années 80'. McAleese (2000, p.47) explique que le gouvernement, afin de réduire la part de la dette par rapport au PIB, met alors en place une politique orthodoxe d'austérité budgétaire qui se traduit par des coupures drastiques dans les dépenses publiques (dans la consommation et l'investissement). Honohan et Walsh (2002, p.18) précisent qu'un gel temporaire du recrutement dans tous les secteurs publics est mis en place (ce qui entraîne une diminution de la facture salariale du secteur public) et la demande de travail reprend progressivement, provoquant une baisse du chômage et des transferts de paiement. En 1990, les dépenses publiques (hors charges d'intérêts) passent de 55% du PNB en 1985 à 41% du PNB (Powell, 2003, p. 8). Selon McAleese, cette politique de coupures drastiques des dépenses publiques sans augmenter les impôts qui a permis d'augmenter à nouveau la confiance des investisseurs et qui s'est traduite par une baisse des taux d'intérêt et une reprise de la croissance peut être qualifiée de contraction fiscale expansionniste, phénomène formulé par Giavazzi et Pagano en 1990¹⁴. Honohan et Walsh (2002, p. 13) remettent en question l'utilisation de ce mécanisme pour justifier les bons résultats économiques de la fin des années 1980 mais reconnaissent que la politique menée à partir de 1987, avec un endettement public sous contrôle, était une précondition indispensable pour la reprise de l'investissement et l'amélioration de la situation économique¹⁵.

Une fois que la situation économique était redressée, le risque que l'Irlande s'engage à nouveau dans une politique excessive de dépenses publiques n'avait pas pour autant disparu. Néanmoins, Powell (2003, p. 9) démontre que la signature du traité de Maastricht en 1992 et l'adhésion de l'Irlande au SME devait rassurer les investisseurs et les partenaires commerciaux. D'une part, le traité de Maastricht contraint l'Irlande à contenir un déficit public sous la barre des 3% du PIB et à viser un ratio dette/PIB égal à 60% à l'horizon 1999. Dans ces conditions, la capacité de l'Irlande à émettre encore plus de dette pour financer davantage de dépenses publiques était

¹² A partir de 1981, l'Irlande, membre du système monétaire européen (SME) depuis 1979, était parvenue à faire baisser son taux d'inflation à 4,6% en 1986.

¹³ Le nouveau gouvernement Fianna Fáil, de centre droit est mené par Charles Haughey.

¹⁴ Giavazzi et Pagano (1990) définissent la contraction fiscale expansionniste comme une politique qui, dans un contexte d'endettement très élevé, réduit drastiquement les dépenses publiques (sur la consommation et l'investissement) et qui réduit ainsi les craintes d'une augmentation brutale des taxes dans le futur, ce qui a pour effet d'améliorer les perspectives de gains de revenus pour les foyers ainsi que l'évaluation des futurs rendements sur les investissements.

¹⁵ D'autres facteurs comme l'augmentation des exportations et le boom économique des Etats-Unis et des autres partenaires commerciaux ont également été des facteurs clés dans la reprise économique amorcée à la fin des années 1980.

limitée. D'autre part, la participation de l'Irlande au SME encadre de manière stricte le taux de change entre la livre irlandaise et la monnaie des autres pays membres. Dès lors, l'Irlande pouvait difficilement entreprendre une politique monétaire expansionniste qui aurait eu pour objectif d'augmenter l'inflation afin de réduire le poids de sa dette publique (et donc favoriser une politique forte de dépenses publiques)¹⁶. Powell ajoute que la dernière option, à savoir une augmentation des impôts, peut se révéler néfaste car il s'agit d'une charge supplémentaire pour le contribuable qui est un électeur potentiel. Ces trois facteurs ont ainsi permis de rassurer les investisseurs quant à la nature de la politique économique que mènerait le gouvernement irlandais après la fin des années 1980.

En 1992, la disparition des derniers vestiges des régulations de contrôle d'échange et l'avènement du marché intérieur européen (ou marché unique) en 1993 permettent à l'Irlande de devenir une économie totalement ouverte. Au cours de l'année 1992, le Royaume-Uni qui avait fini par rejoindre le SME deux ans plus tôt subit des attaques spéculatives pariant sur la forte dévaluation de la livre sterling, dans un contexte de grave récession économique. La banque d'Angleterre ne dispose pas assez de réserves de change pour racheter des livres sterling et ainsi se prémunir contre les attaques de ventes massives de livres et n'a donc pas d'autre choix que de quitter le système monétaire européen en annonçant une dévaluation de sa monnaie d'environ 15%. Cette dévaluation subie par le principal partenaire économique de l'Irlande fait monter la livre irlandaise en flèche alors que les exportations sont durement touchées. Les spéculateurs prédisent alors également une dévaluation de la livre irlandaise et parient contre la monnaie nationale. Afin de protéger le *punt*¹⁷, le gouvernement relève rapidement les taux d'intérêt, ce qui déprime la demande domestique (Ipsen, 1993, The New York Times). Néanmoins, en août 1993, la marge de fluctuation des taux de change au sein du SME est étendue à 15% afin de contrecarrer les pressions spéculatives sur de nombreuses monnaies du SME (dont la livre irlandaise) et ses implications sur les taux d'intérêt. A partir de la seconde moitié de l'année 1993, les taux de change deviennent plus stables et les taux d'intérêts convergent vers ceux de l'Allemagne dans la perspective de l'engagement à l'union économique et monétaire (UEM) en 1999, successeur du SME et qui aboutira à la création de

¹⁶ Pour financer ses dépenses publiques, l'Etat recourt très fréquemment à l'emprunt. Or, en période de forte inflation, le PIB en terme nominaux augmente et donc le poids de la dette en % du PIB diminue. De plus, si les prix augmentent, les recettes fiscales augmentent, ce qui permet de réduire le déficit public, ou en tout cas d'atténuer son augmentation.

¹⁷ Traduction de la livre irlandaise en gaélique irlandais.

la monnaie unique. C'est alors une période de croissance et de développement économique remarquable qui s'ouvre pour l'Irlande (Murphy, 2000, p.9).

2. Le Tigre Celtique

Les années 1990 sont synonyme de prospérité et de développement économique remarquable pour l'Irlande. Au cours de cette période, le pays affiche des résultats économiques atteints nulle part ailleurs en Europe, ce qui lui vaut le surnom de Tigre Celtique. Le pays profite alors d'un contexte économique très favorable : la réalisation du marché intérieur (marché unique) européen en 1993, le boom économique des Etats-Unis, une main d'œuvre de plus en plus abondante et qualifiée et des politiques fiscales et d'investissement tournées vers les exportations et l'attraction de capitaux étrangers. Avant d'analyser les indicateurs économiques qui caractérisent la performance exceptionnelle de l'économie irlandaise, il est utile de distinguer deux périodes distinctes, la première allant de la fin des années 1980 jusqu'en 1993 et la deuxième se poursuivant jusqu'à la fin du siècle. Jusqu'en 1993, malgré une croissance qui décolle et la reprise de la création d'emploi, ceux-ci restent insuffisants pour avoir un impact significatif sur le taux de chômage. Néanmoins, l'inflation continue de diminuer, la productivité du travail augmente et les coûts de production diminuent dans de nombreux secteurs. C'est à partir de 1994 que la croissance économique irlandaise devient exceptionnelle : le PIB a presque doublé entre 1993 et 1999, le taux de chômage diminue graduellement et tombe à un peu plus de 4% en 2000, les exportations sont en pleine expansion et stimulent la balance commerciale, la dette publique (par rapport au PNB) est réduite de moitié par rapport aux niveaux de la fin des années 1980, la balance courante redevient positive à partir de 1993, les investissements étrangers affluent à des taux effrénés et l'immigration nette redevient positive (OCDE, 1999 ; Department of Finance Ireland, 2013 ; Alfaro et al., 2010, p. 7).

Quels sont les facteurs à l'origine de cette croissance spectaculaire ? Quel a été l'ampleur de leur rôle et comment ont-ils agi sur l'économie ? Le Tigre Celtique a-t-il été une période faste dans tous les secteurs et entreprises confondus ? Quel a été le rôle des investissements étrangers, des réformes du marché du travail, des aides européennes ? L'Irlande a-t-elle juste rattrapé son retard sur les autres pays européens ? L'objectif de cette section est de relever, dans la littérature, les différentes thèses et opinions qui expliquent les mécanismes et les facteurs qui sont à l'origine du phénomène du Tigre Celtique et de montrer la manière dont ces facteurs ont impacté la croissance de l'économie irlandaise de cette époque. Alors que les différentes causes qui expliquent l'avènement du Tigre Celtique sont très souvent interconnectées et sont de nature à interagir entre elles, il est intéressant d'analyser quelles sont celles qui, selon chaque auteur,

seront mises davantage en avant que d'autres afin d'expliquer la performance économique de l'Irlande dans les années 1990.

Murphy (2000), professeur au Trinity College à Dublin, défend l'idée selon laquelle le développement fulgurant des multinationales spécialisées dans les secteurs des hautes technologies a été la condition *sine qua non* qui a permis à l'Irlande de connaître une forte croissance à partir des années 1990. L'auteur remet également en question l'appellation même du Tigre Celtique et considère qu'il s'agit plus de l'expansion de multinationales américaines spécialisées dans les hautes technologies qui se sont développées dans un pays – l'Irlande – engagé économiquement et politiquement dans le processus d'intégration européenne et qui a bénéficié d'un régime fiscal très favorable, dans un contexte de fort rapprochement économique entre l'Europe et les Etats-Unis. Même si l'auteur reconnaît que d'autres facteurs économiques, politiques ou sociaux ont joué un rôle dans le succès économique irlandais, il considère que le développement des multinationales a été le principal moteur de la croissance irlandaise au cours des années 1990.

Honohan (LSE, University College Dublin, chef économiste à la Banque mondiale) et Walsh (University College Dublin) (2002) reconnaissent l'ampleur de la contribution des multinationales étrangères dans le secteur manufacturier et l'impact significatif que leur développement a eu sur la production, les exportations et la croissance de l'Irlande au cours des années 1990. Néanmoins, contrairement à Murphy (2000), les auteurs s'accordent pour dire qu'il s'agit uniquement d'un facteur parmi d'autres qui explique les résultats économiques remarquables de l'Irlande. Par ailleurs, ils considèrent que le développement des multinationales et la création de secteurs de pointe de hautes technologies a été l'un des moyens dont l'Irlande a bénéficié pour rattraper son retard économique par rapport à ses voisins en mettant sur un marché du travail en pleine mutation une quantité importante et disponible de main d'œuvre éduquée et qualifiée. Ce phénomène de rattrapage, accéléré par une poussée démographique et qui s'est traduit par une forte reprise de l'emploi dans de nombreux secteurs modernisés constitue, à leurs yeux, le véritable miracle irlandais.

McAleese (2000), professeur au Trinity College de Dublin, va à l'encontre des critiques accusant la croissance économique irlandaise des années 1990 d'être le simple produit des activités générées par les multinationales spécialisées dans les nouvelles technologies et qui pointent du doigt une croissance sans emploi (*jobless growth*). L'auteur met en avant le rôle

essentiel des politiques macroéconomiques menées en Irlande dès la fin des années 1980 (réduction des dépenses publiques, des taxes), la forte reprise de l'emploi dans les services, l'ouverture à la concurrence et l'environnement économique stable des années 1990.

Powell (2003), directeur du Free Market Institut de la Texas Tech University et auteur de nombreux livres, défend l'idée selon laquelle la liberté économique est associée à une augmentation des niveaux des revenus et des initiatives entrepreneuriales, une diminution du taux de chômage et une expansion du progrès du développement humain et montre que la croissance remarquable de l'Irlande au cours des années 1990 en est un parfait exemple et ce, pour différentes raisons présentées dans ultérieurement dans cette section.

Barry (1999), professeur au Trinity College de Dublin, présente (en collaboration avec d'autres auteurs) de manière détaillée les différents facteurs qui permettent de comprendre la croissance économique de l'Irlande dont l'importance des investissements étrangers, l'aide des fonds structurels européens, ou encore le rôle du niveau de l'éducation. Même s'il reconnaît la forte dépendance de l'économie irlandaise par rapport aux investissements et activités des multinationales dans certains secteurs, il relativise les dangers liés à cette dépendance en mettant en évidence les effets positifs directs et indirects de ces entreprises étrangères sur l'emploi et l'investissement dans d'autres secteurs et industries domestiques.

D'autres auteurs sont également étudiés ou cités afin de compléter cette recherche et interpréter les causes à l'origine de la croissance du Tigre Celtique, mais dans une moindre mesure. De nombreuses sources statistiques et rapports d'organisations internationales sont aussi utilisés afin de venir appuyer certaines thèses et confirmer certains chiffres.

2.1 L'influence des activités et des investissements des multinationales dans l'économie irlandaise

Au cours des années 1970 et 1980, l'industrie des nouvelles technologies émerge aux Etats-Unis. C'est l'époque de la Silicon Valley où les entreprises comme Apple, Hewlett Packard ou IBM, qui seront suivies par Google ou Facebook quelques décennies plus tard, commencent à se développer et se tournent vers l'international avec, entre autres, le marché européen en ligne de mire. Ces entreprises de haute technologie, déterminées à étendre leurs exportations sur le Vieux Continent et à s'affirmer en tant que multinationales, ont besoin d'une base européenne à partir de laquelle elles peuvent développer leurs activités vers l'ensemble du marché européen.

La création du marché intérieur européen en 1993 et la ratification du traité de Maastricht qui mènera à la création de l'union monétaire quelques années plus tard ne font qu'augmenter l'appétit de multinationales américaines à venir s'installer en Europe. A la fin des années 1980 et début des années 1990, alors que l'Irlande est déjà engagée dans une politique d'attraction des investissements et des multinationales depuis les années 1960, le pays se trouve, plus que jamais, extrêmement bien positionné pour attirer ces entreprises de haute technologie sur son sol (Murphy (2000, p. 14).

2.1.1 L'impact des multinationales sur les niveaux de production, de productivité du travail et sur les exportations dans l'économie irlandaise des années 1990.

« L'afflux massif d'investissements directs a été le principal choc positif qui a influencé l'économie (irlandaise) dans les années 1990 (...). La part de l'Irlande en termes d'investissements étrangers par rapport à l'ensemble des pays européens est montée en flèche dans les années 1990, atteignant un niveau par rapport au PIB, hors de toute proportion. » Economic Survey (OCDE, 1999, p. 53).

L'objectif de cette section est de montrer l'influence et l'impact des multinationales et, plus particulièrement de celles spécialisées dans les secteurs des hautes technologies sur la performance économique de l'Irlande dans les années 1990 et d'expliquer les mécanismes et les incitants politiques à l'origine de ce phénomène. Elle présente les thèses et les résultats de différents auteurs qui ont analysé ce phénomène tout au long des années 1990.

La production nette, l'emploi et la productivité

Barry et al (1999, pp. 49-53) démontrent l'importance des multinationales en Irlande (dont la plupart sont spécialisées dans les hautes technologies) en caractérisant les afflux des investissements étrangers directs vers l'Irlande. Les auteurs expliquent que les investissements étrangers des multinationales en Irlande ont principalement été réalisés dans des secteurs avec des économies d'échelle importants (au niveau de l'entreprise)¹⁸. Ainsi, selon les auteurs, l'expansion des multinationales en provenance de l'étranger (Etats-Unis principalement mais également Royaume-Uni et Allemagne¹⁹), qui sont spécialisées dans les hautes technologies dans le secteur manufacturier, combinée à des économies d'échelle importantes dans ces

¹⁸ L'Irlande ne semble pas attirer d'investissements étrangers directs dans des secteurs où les économies d'échelle sont réalisées au niveau de l'usine (vraisemblablement en raison de la petite taille du pays).

¹⁹ L'annexe 1 montre la classification des statistiques du secteur manufacturier selon la nationalité des entreprises.

secteurs a engendré des investissements massifs de la part de ces entreprises étrangères. Ces dernières, qui comptent pour seulement 16% du nombre total d'entreprises dans le secteur manufacturier en 1995, produisent 65% de la production brute totale, emploient 47% de la main d'œuvre dans le secteur manufacturier et exportent 89% de la production brute totale dans ce secteur²⁰.

Les auteurs indiquent également que les multinationales opérant en Irlande dans le secteur manufacturier sont plus larges en termes de production totale, d'emploi²¹ et de sites de production que les entreprises domestiques. Elles sont également plus productives et exportent bien davantage que les entreprises domestiques. De plus, l'implantation des multinationales sur le sol irlandais a engendré le développement d'une main d'œuvre avec des compétences spécifiques, a créé des effets d'entraînement dans la diffusion de l'information et de la connaissance et dans la création d'emplois dans d'autres industries et dans les services. A cela s'ajoute une réduction des coûts consacrés à la recherche de nouvelles localisations pour les entreprises également désireuses d'étendre leurs activités en Irlande, créant progressivement une économie d'agglomération dans ce secteur. Plus particulièrement, les auteurs montrent que le nombre d'emplois dans les entreprises manufacturières domestiques liés à la production industrielle des entreprises étrangères est passé de 10 à 13 emplois dans les entreprises domestiques pour 100 emplois dans les entreprises étrangères entre 1983 et 1992. Le ratio d'emplois secondaires dans les services par rapport à l'emploi direct dans le secteur manufacturier est lui passé de 93 à 105 pour 100, durant la même période (Barry et al., 1999, p. 64)²².

Les auteurs concluent que l'économie irlandaise des années 1990 est très dépendante de la performance de ces multinationales sur son sol mais soulignent que les dangers, dénoncés par certains, d'instabilité dus à cette dépendance importante à l'égard des industries dominées par les multinationales, sont exagérés. En effet, les effets indirects des activités des multinationales sur le reste de l'économie, le développement des économies d'agglomérations dans les secteurs dominés par les entreprises étrangères et leur dépenses de plus en plus importantes dans la

²⁰ L'annexe 2 montre la concentration importante de multinationales dans les secteurs caractérisés par des hautes rendements.

²¹ Par ailleurs, les secteurs dominés par les multinationales emploient une part plus importante de travailleurs qualifiés que dans le secteur manufacturier en général. De même, les salaires moyens dans ces secteurs sont 25% plus élevés que dans le reste de l'économie (1995).

²² Le rapport de l'OCDE sur l'économie irlandaise (1999) précise que, malgré une large propension des multinationales à importer, celles-ci consacrent une part relativement importante de leurs dépenses dans l'achat de biens et services domestiques.

recherche et le développement en Irlande démontrent les conséquences positives et durables sur l'ensemble de l'économie des activités de ces entreprises. Ils ajoutent également que le rythme de création et de destruction d'emplois au cours des années 1990 est significativement plus élevé dans les entreprises domestiques que dans les secteurs dominés par les multinationales et indiquent que la durée moyenne d'un emploi dans le secteur manufacturier est plus élevée (13 ans) dans les multinationales que dans les entreprises domestiques (10 ans). Cela suggère que les multinationales, même si elles sont concentrées dans des secteurs assez spécifiques, construisent et développent leurs activités dans une perspective de long terme (Barry et al., 1999, p. 70).

Dans son article intitulé *The 'Celtic Tiger' - An Analysis of Ireland's Economic Growth Performance*, Murphy (2000) examine dans un premier temps la taille et l'influence des multinationales de haute technologie sur la croissance du secteur manufacturier irlandais tout au long des années 1990 avant d'expliquer les mécanismes qui sont à l'origine de ce phénomène. De manière encore plus précise que Barry (1999), l'auteur sélectionne cinq industries dans le secteur manufacturier dont l'analyse permet, selon lui, de capturer les activités des multinationales²³ sur le sol irlandais, sur la période 1993-1996. Les cinq industries sélectionnées sont les suivantes : ordinateurs, logiciels d'ordinateurs, produits chimiques, produits médicaux et pharmaceutiques et concentrés pour boissons de cola.

Le tableau 1 ci-dessous montre la production nette, dans le secteur manufacturier, des entreprises étrangères opérant dans les cinq industries mentionnées ci-dessus mais également la production nette de l'ensemble des entreprises étrangères ainsi que des entreprises irlandaises.

²³ En effet, ces cinq industries (essentiellement spécialisées dans les hautes technologies) sont largement dominées par des entreprises multinationales, dont une grande partie sont américaines. L'auteur cite notamment Boston Scientific, Coca Cola, 3 Com, Dell, Gateway, IBM, Intel, Hewlett Packard, Macintosh, Microsoft, Motorola, Northern Telecom, Pepsi, Pfizer, Schering Plough.

Tableau 1 : Production nette²⁴ totale (en millions de livres irlandaises) de l'activité manufacturière en Irlande entre 1993 et 1996.

Years	1993	1994	1995	1996
Selected High Tech	5,086	6,191	8,491	9,570
All Foreign	8,302	9,817	12,490	13,975
Irish	3,419	3,508	3,747	4,160
Total	11,721	13,325	16,237	18,135

Source : Murphy (2012, p.30)²⁵

Entre 1993 et 1996, la production nette des multinationales dans les cinq secteurs analysés a augmenté de 4,484 milliards de livres, soit une augmentation de 88%. Les autres entreprises étrangères ont augmenté leur production nette de 1,189 milliards de livres (37%) alors que durant la même période, les entreprises irlandaises ont augmenté leur production nette de 741 millions de livres, une augmentation de (seulement) 17,8%. Le tableau suivant²⁶ reprend la même structure d'analyse mais, cette fois, vis-à-vis de l'emploi dans le secteur manufacturier. On peut remarquer que les multinationales dans les cinq secteurs concernés emploient seulement 14% de la force de travail dans le secteur manufacturier en 1996 alors qu'elles contribuent à hauteur d'un peu moins de 53% à la production nette manufacturière totale.

Murphy (2000, p.16) montre également, à l'aide du tableau 2, l'écart entre la production nette par travailleur (ou productivité²⁷) dans les multinationales américaines et celle des entreprises irlandaises dans chacun des cinq secteurs analysés, en 1996. Par exemple, dans les secteurs des produits chimiques, la différence de productivité s'élève à plus de 851 000 livres par travailleur. L'auteur souligne ainsi le danger d'agréger l'ensemble de ces données sans distinction entre les entreprises domestiques et étrangères afin de calculer la productivité des travailleurs irlandais. Il relève ainsi le caractère dual du secteur manufacturier irlandais en soulignant que l'écart

²⁴ La production nette est définie comme la différence entre la production brute et les coûts des moyens de production intermédiaires industriels nécessaires à cette production, c'est-à-dire les matériaux et services industriels qui constituent des coûts de production pour l'entreprise. Il s'agit d'un indicateur qui mesure l'addition nette de richesse créée par l'appareil productif d'une entreprise, d'une industrie, généralement de manière annuelle (OCDE, 2007).

²⁵ Notons que le tableau est formulé en ponctuation anglaise. Par exemple, 5,086 millions de livres se lit 5 068 millions de livres.

²⁶ Voir annexe 3.

²⁷ Il sera montré ultérieurement que cette productivité apparente est en réalité en grande partie gonflée artificiellement par les mécanismes de transferts de prix utilisés par ces multinationales (dont la plupart sont américaines).

important entre la croissance forte de la productivité dans certaines industries et celle dans des industries plus « traditionnelles ».

Tableau 2 : Production nette par travailleur (en livres) entre les multinationales américaines et les entreprises irlandaises dans les cinq industries analysées²⁸ en 1996.

	U.S. Owned Companies (Net Output per Person)	Irish Owned Companies (Net Output per Person)
Chemicals	£926,000	£75,000
Cola Concentrates	£845,000	£37,000
Computer Software	£628,000	£52,000
Pharmaceuticals	£182,000	£40,000
Computers	£116,000	£29,000

Source : Murphy (2000, p. 16)

Murphy soutient donc l'idée que la forte croissance du secteur manufacturier (mesurée en termes de production) dans les années 1990 s'explique par le développement intense d'un petit groupe de multinationales spécialisées dans les secteurs des hautes technologies. L'auteur souligne que l'absence de ces multinationales en Irlande aurait considérablement changé la performance économique du pays dans les années 1990.

Les exportations

A l'instar de la mesure de la production nette, l'évolution et la forte croissance des exportations au cours des années 1990 peuvent s'expliquer en analysant l'évolution des exportations dans les cinq industries déjà sélectionnées précédemment²⁹. Le tableau 3 compare le niveau des exportations parmi ces cinq secteurs avec le reste des exportations dans le secteur manufacturier. Les cinq secteurs en question listés dans ce tableau produisaient 36% des exportations de marchandises en 1988. En 1996, les exportations de ces cinq secteurs, largement dominés par des multinationales, s'élèvent à 15,507 milliards de livres, soit un peu plus de 50% de la totalité des exportations de marchandises.

²⁸ Pour rappel, les cinq secteurs analysés par l'auteur sont : ordinateurs, logiciels d'ordinateurs, produits chimiques, produits médicaux et pharmaceutiques et concentrés pour boissons de cola.

²⁹ La catégorie *ordinateurs* est classifiée sous une plus haute catégorie *office/data processing machinery* et la catégorie *logiciels d'ordinateurs* est classifiée sous une plus haute catégorie *recorded media*.

Tableau 3 : Exportations totales de marchandises (en millions de livres) entre 1988 et 1996.

Export divisions	88	89	90	91	92	93	94	95	96
1. Miscellaneous edible products – cola concentrates (09)	714	786	736	796	894	1251	1445	1744	1757 ^a
2. Organic chemicals (51)	672	903	972	1158	1421	1864	2432	2502	3151
3. Medical & pharm. Equipment (54)	367	491	579	713	899	963	1238	1313	1739
4. Office/data processing machinery (75)	2264	2903	2760	2485	2609	3645	4139	5826	6384
5. Recorded media (898.79)	421	575	534	604	762	890	1393	2157	2476 ^b
Total (1-5)	4438	5658	5581	5756	6585	9063	10647	13515	15507
Remainder	7867	8939	8762	9263	10044	10767	12106	13782	14878
Total/exports	12305	14597	14343	15019	16629	19830	22753	27297	30385

Source : Murphy (2000, p. 29)

A partir de ces chiffres, l’auteur estime également le taux de croissance des exportations parmi les cinq industries concernées. D’environ 4,4 milliards en 1988, leurs exportations s’élèvent à 15,5 milliards de livres en 1996, soit un taux de croissance de 250%. Par comparaison, le reste des exportations dans le secteur manufacturier augmentent, sur la même période, de 89%. L’auteur, qui rappelle que les cinq industries analysées sont largement dominées par des multinationales spécialisées dans les hautes technologies, conclut que ces statistiques révèlent l’expansion fulgurante des exportations provenant de ces entreprises et leur part significative sur le niveau total des exportations dans le secteur manufacturier en Irlande (Murphy, 2000, p.19).

Pour mesurer l’importance et l’influence des multinationales dans l’économie irlandaise des années 1990, Murphy (2000, p.19) analyse également l’évolution des profits réalisés par celles-ci, qui sont soit distribués sous forme de dividendes, soit non distribués (et réinvestis par les multinationales) et qui permet de mesurer l’étendue des rapatriements de profits vers l’étranger³⁰. Le tableau 4 révèle que, entre 1990 et 1998, le montant total des profits rapatriés par les multinationales depuis leur filiale vers l’étranger est passé de 2,6 milliards à 9,2 milliards de livres, soit une augmentation de 260%.

³⁰ Voir également les explications à ce sujet de Honohan et Walsh aux pages 22-23.

Tableau 4³¹ : Evolution du niveau des profits rapatriés par les multinationales étrangères en dehors Irlande (en millions de livres) entre 1990 et 1996.

Year	Dividends	Reinvested Earnings	Total	Growth
1990	2214	396	2610	
1991	1936	602	2538	-2.8%
1992	2247	795	3042	19.9%
1993	2691	664	3355	10.3%
1994	3209	577	3786	12.9%
1995	3945	1248	5193	37.2%
1996	4454	1372	5826	12.2%
1997	6005	1389	7394	26.9%
1998	7506	1790	9296	25.7%

Source : Murphy (2000, p. 30).

* Ces profits, distribués sous forme de dividendes ou non distribués, représentent les revenus qui sont rapatriés vers l'étranger par les multinationales étrangères.

Barry et al. (1999) et Murphy (2012, pp. 20-22) approfondissent leur recherche en montrant les effets directs et indirects de l'établissement des multinationales, spécialisées dans les hautes technologies et américaines pour la plupart, sur le reste de l'économie irlandaise. Premièrement, l'auteur explique que le développement des multinationales a eu des répercussions directes sur l'emploi manufacturier mais a également stimulé l'emploi dans de nombreux autres secteurs en générant une demande grandissante pour une large variété de services³². Ces effets positifs sur le marché du travail ont, à leur tour, stimulé la demande domestique. Ensuite, l'auteur souligne que la forte augmentation des prix de l'immobilier à partir du milieu des années 90 (et en particulier dans la région de Dublin) est, à première vue, la conséquence présumée de l'augmentation de l'activité domestique mais elle a en réalité été provoquée en majeure partie par le succès des multinationales implantées en Irlande. Enfin, alors que le taux d'imposition de 10% a attiré de nombreuses multinationales en Irlande³³, ce même taux d'imposition, pourtant peu élevé, a également engendré des recettes fiscales considérables pour le Trésor public³⁴. En 1997, environ 62% des recettes totales proviennent des entreprises sujettes au taux

³¹ Même si ce tableau ne reprend pas uniquement les profits rapatriés par les multinationales spécialisées dans les hautes technologies mais bien de l'ensemble des entreprises étrangères, l'auteur indique que la majeure partie de ces volumes sortants proviennent des multinationales spécialisées dans les hautes technologies.

³² Entrepreneurs, comptables, restaurateurs, hôteliers, avocats etc.

³³ Les raisons et les facteurs qui ont attiré les multinationales à s'établir en Irlande sont explicitées en détail dans la section suivante.

³⁴ En 1990, les impôts provenant des sociétés s'élevaient à 475 millions de livres. En 1998, ils s'élèvent à 2,1 milliards de livres, soit une augmentation de 335%.

d'imposition de 10% en vigueur à l'époque dans le secteur manufacturier et dans lequel les multinationales spécialisées dans les hautes technologies sont très présentes.

A l'instar de Murphy (2000), Honohan et Walsh (2002, p. 39 - pp. 41-42) indiquent qu'une poignée d'industries qui emploient une faible fraction de la force de travail dans le secteur manufacturier (et encore moins dans tous les secteurs confondus)³⁵ a compté pour une part très large des exportations ainsi que de la production totale et des profits réalisés en Irlande, faisant ainsi augmenter la productivité agrégée du travail de manière disproportionnée au cours des années 1990 en Irlande. Néanmoins, ils ajoutent que, malgré les effets d'entraînement faibles en termes d'emploi (un emploi dans le secteur manufacturier est associé avec un autre emploi dans le reste de l'économie selon eux), les multinationales établies en Irlande ont, année après année, influé un savoir-faire et apporté des compétences qui se sont progressivement propagées dans l'ensemble de l'économie. Ils indiquent également que le régime fiscal favorable en Irlande a largement attiré de nombreuses entreprises basées sur le développement d'actifs incorporels (connaissances, savoir-faire etc.), ce qui a orienté le développement du secteur manufacturier irlandais vers des industries à forte croissance.

Honohan et Walsh (2002, p. 38) indiquent que le très fort degré d'ouverture commerciale, la part significative des multinationales dans le secteur manufacturier et le taux de croissance élevé apparent de la productivité du travail sont trois caractéristiques interdépendantes. Les auteurs relèvent que le ratio des échanges commerciaux (exportations – importations par rapport au PIB) s'élève à 173% en 2000. Ils montrent également le cas extrême d'une industrie – classée sous la catégorie « d'autres produits chimiques organiques de base » – qui réalise, à elle seule, plus de 18% des exportations totales du pays (ce qui équivaut alors à 14% du PIB) alors qu'elle n'emploie que 4 800 travailleurs, soit 0,3% de l'emploi total en 1999³⁶.

Plus précisément, Honohan et Walsh (2000, p. 54) démontrent l'importance significative d'un certain nombre de multinationales dans le secteur manufacturier en analysant quatre industries³⁷ qui représentent les caractéristiques inhabituelles d'une « économie entrepôt ». Les auteurs

³⁵ Les auteurs montrent que, en 2000, alors que les multinationales contribuent à la moitié de l'emploi dans le secteur manufacturier, l'emploi total de ce secteur ne représente que 18% de l'emploi total en Irlande.

³⁶ Les auteurs ajoutent que, même après avoir soustrait les importations du total des exportations dans ce secteur, la valeur ajoutée créée s'élève à 8,5% du PIB.

³⁷ Les quatre industries analysées sont les mêmes que celles prises par Murphy (2000) à la différence que les auteurs regroupent les produits chimiques et pharmaceutiques sous la même catégorie. Ils utilisent les codes de classification NACE.

définissent le concept de « économie entrepôt » comme une économie dans laquelle une quantité très large (par rapport au PIB) de biens est importée pour être ensuite réexportée, après peu, voire pas du tout, de transformations ou traitement de ces biens dans l'économie concernée. Ils montrent que, en 1999, ces quatre industries emploient un quart de la main d'œuvre dans le secteur manufacturier (ou 3% de la main d'œuvre totale) mais que leur contribution à la production nette totale du secteur manufacturier qui s'élève à 69% et au PIB qui s'élève à 39% est très largement disproportionnée par rapport au nombre de personnes qu'elles emploient (NIE³⁸, 2000, Tableau A ; CIP³⁹, 2001, p.12).

Les auteurs montrent qu'il existe un écart significatif entre la production nette totale de ces quatre industries et la production nette totale qui serait obtenue, si elle était calculée en multipliant le nombre de travailleurs en Irlande, pour chacun de ces secteurs, par la moyenne de la productivité nette par travailleur de l'ensemble des pays européens. La valeur de cet écart est considérée comme cette partie de la production nette qui provient de cette « économie entrepôt »⁴⁰. Selon les estimations des auteurs, en utilisant cette productivité nette totale réajustée pour les quatre industries concernées seulement, le niveau agrégé, en 1999, des exportations serait diminué de 27%, la production nette totale du secteur manufacturier de 52% et le PIB serait 15% moins élevé et son taux de croissance descendrait de 2% sur la période 1995-1999 (de 8,6% à 6,2%).

Honohan et Walsh (2002, p. 44) analysent et comparent également l'évolution du PIB et du PNB au cours des années 1990. Entre 1988 et 2003, le PIB a augmenté à un taux annuel moyen de 6,6% alors que le PNB a lui augmenté à un taux annuel moyen de 5,53% (Department of Finance Ireland, 2013, tableau 13). Cet écart non négligeable peut être un indice révélateur de l'importance des multinationales en Irlande au cours de cette période. En effet, entre 1990 et 1999, le revenu net des facteurs du travail et du capital (différence entre les revenus qui quittent l'Irlande et ceux qui y entrent), qui constitue l'écart entre le PIB et le PNB, a été négatif et est passé de -3 258 à - 8 753 millions de livres (NIE, 2000, tableau 4). Les auteurs expliquent que cette différence reflète, en partie, les paiements importants d'intérêt nets aux créanciers étrangers (qui résultent du niveau significatif de la dette publique étrangère, contractée notamment par les politiques budgétaires expansionnistes des années 1980) mais elle traduit surtout la taille des profits réalisés par les filiales des multinationales établies en Irlande qui

³⁸ National Income and Expenditures (Central Statistics Office of Ireland)

³⁹ Census of Industrial Production (Central Statistics Office of Ireland)

⁴⁰ L'annexe 4 montre un exemple de calcul de cette production nette « entrepôt » pour l'un des secteurs concernés.

sont ensuite rapatriés vers l'étranger. Ainsi, le niveau des revenus des facteurs du travail et du capital versés à l'étranger a été bien plus élevé que les revenus générés par les investissements irlandais à l'étranger, impliquant une balance des revenus négative dans le compte courant de la balance des paiements.

2.1.2 Les mécanismes et les incitants politiques, économiques et fiscaux

Cette seconde section a pour objectif d'expliquer les facteurs et les mécanismes qui ont attiré et engendré un afflux massif des multinationales (américaines et spécialisées dans les hautes technologies pour la plupart)⁴¹ en Irlande dans le secteur manufacturier et de démontrer comment ils ont permis aux multinationales d'influencer les niveaux de production, de productivité du travail et des exportations dans l'économie irlandaise des années 1990.

Au-delà de la libéralisation de l'économie irlandaise au cours de la seconde partie du 20^e siècle et la suppression de nombreuses entraves tarifaires qui ont finalement abouti à l'entrée de l'Irlande dans le marché unique européen, certaines politiques et facteurs spécifiques ont contribué à attirer les multinationales en Irlande et sont expliqués en détail dans cette seconde section.

a. La politique fiscale en Irlande et les mécanismes de prix de transfert

Honohan et Walsh (2002, p.40) expliquent que nombre de ces multinationales, spécialisées dans les hautes technologies, sont caractérisées par la mise sur le marché de produits brevetés dont la recherche, l'élaboration et le développement sont réalisés par la maison mère ou d'autres filiales de ces entreprises à l'étranger (aux Etats-Unis dans la grande majorité des cas). Pourtant, une très large part du profit est enregistrée en Irlande en raison du taux d'imposition très peu élevé en vigueur à l'époque pour ces multinationales. En effet, avant 1979, le régime fiscal irlandais exemptait d'impôt les profits des entreprises et des particuliers provenant des exportations. Après 1979, afin de se plier aux exigences et aux critères européens de non-discrimination entre la production pour le marché domestique et celle pour les exportations par rapport aux autres pays européens, cette exemption d'impôt est transformée en un taux d'imposition préférentiel de 10%, applicable pour les entreprises dans le secteur manufacturier

⁴¹ Phénomène qui, par ailleurs, a débuté en Irlande dès les années 1970. L'annexe 5 montre l'évolution (en %) de la part des investissements étrangers directs nets réalisés en Irlande par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE entre 1981 et 1997.

et pour certains services faisant l'objet de transactions internationales⁴² à partir de 1981. Powell (2003, p.11) indique que, sous la pression de la Commission européenne, le taux préférentiel de 10% mais également le taux d'imposition standard sur les entreprises de 24% sont, dès 2003, uniformisés à taux unique de 12,5%. L'auteur explique que cet accord permet à l'Irlande de diminuer de moitié le taux d'imposition standard de 24% et, dans le même temps, d'éliminer le système particulier dans certaines industries. Murphy (2000, p.13) ajoute que, même si l'absence d'un secteur industriel profondément établi et très développé en Irlande a d'abord retardé son développement économique, cette situation a aussi permis à l'Irlande d'appliquer et de maintenir un régime fiscal très favorable, qui n'aurait pas été possible dans une économie fortement industrialisée⁴³.

Dans un pays où le régime fiscal est très favorable, il est dans l'intérêt des multinationales de localiser une très large partie de leurs profits globaux en Irlande et de pouvoir ainsi optimiser leur assiette imposable, en ayant recours au mécanisme des prix de transfert⁴⁴. Le National Economic and Social Council, dans son rapport de décembre 1992 (p. 46), définit le mécanisme des prix de transfert comme une méthode qui a pour objectif d'optimiser la distribution globale des profits au sein d'une multinationale afin de réduire sa facture fiscale de l'impôt sur les sociétés. Concrètement, cela signifie que la multinationale va attribuer la plus large part possible de ses profits globaux dans une entité ou dans une filiale qui est localisée dans une juridiction où le taux d'imposition est faible. Barker et al (2017, p. 9) expliquent que ce transfert peut se réaliser en vendant, au sein de la multinationale, certains types de biens ou de services⁴⁵ à une (des) filiale(s) à un prix moins élevé que le prix du marché⁴⁶ dans une juridiction où le taux d'imposition est faible. Ce transfert peut également se réaliser en facturant à un prix plus faible le paiement des redevances et des droits que la filiale doit reverser à la maison mère. Cela implique, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de la production nette de la filiale et une diminution de la production nette de l'entité qui se trouve dans la juridiction où le taux

⁴² Ces services sont très variés : recherche et développement, santé, conseil, gestion de données, services financiers etc.

⁴³ Des pays comme la France ou l'Allemagne connaîtraient un énorme déficit public si un taux d'imposition si bas (10%) était introduit pour les entreprises industrielles.

⁴⁴ Connu sous l'appellation de *transfer pricing* en anglais.

⁴⁵ Dans le cas d'une multinationale spécialisée dans les hautes technologies, il peut s'agir de transfert de connaissances, procédés, compétences, savoir-faire etc...

⁴⁶ C'est-à-dire le prix qui serait en vigueur s'il s'agissait d'une transaction entre une filiale du groupe et une entité tiers.

d'imposition est plus élevé⁴⁷. Par conséquent, le profit de la filiale est artificiellement gonflé par ce transfert de prix au sein du groupe et sa taxation est optimisée.

Murphy (2000) explique que ce mécanisme a non seulement eu pour effet de gonfler la production nette totale du secteur manufacturier en Irlande mais a aussi fait fortement augmenter les niveaux de productivité du travail toujours dans ce même secteur (la productivité se mesure en effet en termes de productivité nette par travailleur). Honohan et Walsh (2002, p. 40) ajoutent que les profits significatifs qui sont enregistrés dans les filiales irlandaises de ces multinationales n'ont donc pas grand-chose à voir avec les activités menées dans les différents secteurs manufacturiers du pays et qu'il est trompeur d'interpréter les très hauts niveaux agrégés de productivité du travail manufacturier comme le simple reflet de la réalité. Ceci est confirmé par le tableau suivant qui révèle les écarts extrêmement importants, dans le secteur manufacturier, entre le niveau très élevé⁴⁸ de productivité des travailleurs dans les multinationales spécialisées dans les hautes technologies et celui des entreprises irlandaises.

Tableau 5 : Production nette par travailleur (en milliers de livres) de l'activité manufacturière en Irlande entre 1993 et 1996⁴⁹.

Years	1993	1994	1995	1996
Selected High Tech	236	253	289	299
All Foreign	93	103	120	131
Irish	31	32	32	35
Total	47	65	74	80

Source : Murphy (2000, p.30)

Tout comme l'interprétation des statistiques concernant la production du secteur manufacturier, l'interprétation de l'évolution des exportations doit également se faire avec prudence. Murphy (2000, p. 19) prend l'exemple d'un logiciel d'ordinateur, imaginé et conçu aux Etats-Unis et commercialisé en Europe depuis la filiale irlandaise de la multinationale. Ce logiciel sera exporté depuis l'Irlande vers le marché européen et l'action pourra d'ailleurs se répéter un

⁴⁷ En effet, le prix de transfert constitue, pour la filiale, un coût (de fabrication, de production...) qui, en se soustrayant à la production totale, vient réduire la production nette. Si ce coût diminue, alors la production nette augmente, toutes choses égales par ailleurs.

⁴⁸ Niveau apparent puisqu'il s'agit d'une productivité « sur papier », gonflée artificiellement.

⁴⁹ *Selected high-tech* : ordinateurs, logiciels d'ordinateurs, produits chimiques, produits médicaux et pharmaceutiques et concentrés pour boissons de cola.

nombre infini de fois⁵⁰. L'auteur montre que la commercialisation de ce logiciel, dont les revenus viennent effectivement s'inscrire sous les exportations en Irlande, n'impliquent pas pour autant la mobilisation de travailleurs, de chercheurs, d'infrastructures et d'un savoir-faire sur le sol irlandais.

b. L'Autorité du Développement Industriel⁵¹

Créée en 1949, l'ADI est une agence gouvernementale qui a pour objectif de promouvoir l'investissement vers l'Irlande. Au cours des années 1960 et 1970, l'IDA est au centre d'une politique ouvertement axée sur le développement d'une stratégie industrielle orientée sur l'exportation et attirant des investissements étrangers venant du monde entier (Alfaro et al., 2010, p. 3). Murphy (2000, p. 13) indique qu'au cours des années 1980 l'agence développe des politiques favorisant directement les investissements de multinationales spécialisées dans le secteur des hautes technologies. En 1990, l'arrivée du géant informatique Intel est un succès économique pour l'Irlande et est le résultat d'une stratégie mise en place depuis de nombreuses années par l'ADI. Dès la fin des années 70, l'agence gouvernementale entre en relation avec les dirigeants d'Intel et négocie, durant plus de 10 ans, les conditions idéales pour la réalisation d'investissements de la part du géant américain sur le sol irlandais. En plus de l'offre d'une subvention de plus de 157 millions de dollars, l'ADI fournit à Intel une liste d'ingénieurs irlandais travaillant aux Etats-Unis et prêts à revenir en Irlande. Cette stratégie est un succès et Intel annonce, en 1989, son choix d'établir en Irlande ses filiales spécialisées dans les systèmes informatiques et dans l'industrie des semi-conducteurs, après un projet initial de s'établir en Ecosse (Alfaro et al., 2010, p. 7). Il s'agit ici d'un exemple parmi d'autres qui illustre la politique menée par l'ADI qui fut par ailleurs, comme le souligne Barry et al. (1999, p. 62), pionnière et unique en son genre, donnant à l'Irlande un avantage de précurseur dans la stratégie de ciblage et de développement des multinationales par rapport aux autres pays.

c. Autres facteurs

D'autres facteurs ont également joué un rôle important dans l'attraction de nombreuses multinationales sur le sol irlandais dont certains seront développés en détail ci-après : offre de

⁵⁰ Les exportations de logiciels d'ordinateurs sont considérées, sur la période analysée, comme des exportations de biens de production industrielle. Néanmoins, il est intéressant de noter la légère baisse des exportations des biens produits dans ces cinq industries de haute technologie en 1996, ce qui s'explique par la reclassification de certains biens, comme les logiciels d'ordinateurs, en service. Même si l'auteur rajoute l'exportation de cette catégorie en tant que biens, il semble que les transactions de logiciels d'ordinateurs seront dorénavant enregistrées en Irlande sous la rubrique « invisibles » (puisque'il s'agit désormais d'un service) dans la balance des services.

⁵¹ Industrial Development Authority (IDA) en anglais.

travail qualifiée et abondante⁵², une main d'œuvre anglophone, politiques de crédit des banques favorables et des liens économiques et culturels entre l'Irlande et les Etats-Unis (Economic Surveys, OCDE, 1999, p. 53).

2.2 L'évolution du marché du travail et de l'emploi

Le marché du travail irlandais est caractérisé par une élasticité très élevée due aux mouvements migratoires de sa population et par un taux de chômage très lié à celui du Royaume-Uni. Les conditions sur le marché du travail du Royaume-Uni sont un élément déterminant dans les fluctuations à moyen terme du taux de chômage en Irlande. En raison de la liberté totale de mouvement entre les deux pays et une tradition de mobilité du travail, les auteurs montrent que lorsque la création d'emploi est faible en Irlande, l'émigration nette irlandaise vient combler l'écart entre le taux de chômage irlandais et celui du Royaume-Uni. Ainsi, les indicateurs économiques du marché du travail au Royaume-Uni sont également une bonne indication de la situation sur le marché du travail irlandais⁵³.

A partir de la fin des années 1980, le taux de croissance de l'emploi augmente très rapidement et les créations d'emploi non seulement éradiquent une large part du chômage, mais absorbe également un taux naturel élevé de croissance de la force de travail en Irlande, une forte augmentation de la participation des femmes sur le marché du travail et un retour de l'immigration nette, après des décennies d'émigration. Entre 1985 et 2000, les services, en pleine expansion, génèrent les créations d'emplois les plus remarquables dans de nombreux secteurs : services financiers (banques, assurances, services légaux et comptables pour les hôtels, restaurants, bars etc.), tourisme, services dans l'éducation et le système de santé publique. L'emploi dans le secteur manufacturier augmente également (mais dans une bien moindre mesure) et plus particulièrement, dans les industries de hautes technologies, stimulées par leurs exportations⁵⁴. Néanmoins, en 2000, l'emploi dans l'ensemble du secteur manufacturier (dont les entreprises étrangères y contribuent alors pour moitié) ne compte que pour 18% de l'emploi total. Le tableau 6 montre les taux de croissance de l'emploi par secteur

⁵² Facteur expliqué en détail dans la section suivante.

⁵³ L'annexe 6 montre le lien entre le taux de chômage de l'Irlande et celui du Royaume-Uni sur la période 1961 - 2000.

⁵⁴ L'emploi dans les secteurs manufacturiers traditionnels, dominés largement par des entreprises domestiques, reste plus ou moins stable durant cette période.

entre 1985 et 2000 ainsi que la part de chaque secteur en termes d'emploi par rapport à l'emploi total en 1985 puis en 2000. (Honohan et Walsh 2002, pp. 25 - pp. 36-37).

Tableau 6 : Croissance de l'emploi par secteur (en %) entre 1985 et 2000.

<i>Sector</i>	<i>Share of 1985 employment</i>	<i>Average annual growth rate of employment</i>	<i>Share of total increase in employment</i>	<i>Share of 2000 employment</i>
Agriculture	15.1	-1.8	-7.3	7.9
Building and construction	6.6	5.4	16.4	10.2
Manufacturing	19.8	2.4	15.9	18.0
Traditional	12.5	0.2	0.6	9.0
High technology ^a	7.3	4.6	13.1	9.0
Market services	36.9	3.8	54.1	42.4
Nonmarket services ^b	21.4	2.9	22.4	21.5
Total	100.0	2.7	100.0	100.0

Source : Honohan et Walsh (2002, p. 37).

- a. Essentiellement l'industrie chimique et pharmaceutique
- b. Inclut des secteurs comme les services de santé, l'éducation et les administrations publiques.

Honohan et Walsh (2002) soutiennent l'idée selon laquelle la brusque reprise de l'emploi dans de nombreux secteurs en Irlande depuis la fin des années 1980, qui s'explique par une série de facteurs politiques, macroéconomiques et sociaux, fut un élément déterminant (si pas le plus important selon les auteurs) dans la reprise économique remarquable de l'Irlande au cours des années 1990.

2.2.1 Négociations et modérations salariales

Honohan et Walsh démontrent que la création d'emplois durant les années 1990 est en grande partie due aux effets des négociations salariales centralisées qui ont permis de restreindre l'augmentation des salaires. Les auteurs attribuent le succès de ces mesures à différentes raisons : le taux de chômage extrêmement élevé atteint en Irlande à la fin des années 1980, la restriction du rôle des syndicats dans les négociations des salaires (et dans l'économie en général), dans un contexte où l'Etat réalise de nombreuses réductions dans les impôts sur les revenus.

La situation désastreuse du marché du travail dans les années 1980 a durement frappé les mouvements syndicaux irlandais qui, après une augmentation continue de leur importance depuis les années 1960, perdent de leur influence de manière considérable dans les années 1980. Le phénomène est accentué par la création, durant ces années-là, d'emplois dans des secteurs non syndiqués. En 1987, après de nombreuses tentatives soldées par des échecs et après cinq années de négociations salariales décentralisées, un nouvel accord général est négocié entre le gouvernement et les partenaires sociaux, dans un contexte où les syndicats sont très affaiblis et où chacun a conscience des efforts à consentir face à la crise économique qui secoue le pays. D'autres accords interviendront après celui de 1987, jusqu'au début des années 2000. En lançant une telle politique, le gouvernement espère maintenir la paix sociale et restaurer la compétitivité de l'économie. A partir de 1987, les grèves chutent radicalement et deviennent presque inexistantes au cours des années 1990⁵⁵ (Honohan et Wash, 2002, pp. 28-32).

Le Social Partnership

L'un des principes sur lequel reposent ces accords est la baisse des impôts sur les revenus, qui constitue un allègement fiscal pour les travailleurs, en échange d'une modération salariale. Cet accord a ainsi permis de modérer le taux d'inflation des salaires, a rendu le travail plus compétitif et a créé un environnement idéal pour les investissements domestiques et étrangers (Honohan et Wash, 2002, p. 33). O' Grada (2002, p. 7) précise que cette politique de modération salariale permet de faire passer la part des salaires par rapport au PIB de 57,5% en 1987 à 46,3% en 1999.

Blanchard (2002, p. 64) approfondit le raisonnement de Honohan et Walsh (2002) en montrant que les compromis réalisés par les syndicats dans les accords généraux de négociations salariales s'expliquent en réalité par les contraintes imposées par la forte mobilité du travail. En effet, cette importante mobilité du travail entre l'Irlande et le Royaume-Uni, donnant aux travailleurs irlandais le choix de revenir en Irlande ou de rester au Royaume-Uni, a contraint les salaires irlandais à croître approximativement à un même taux que ceux au Royaume-Uni. Néanmoins, étant donné que le taux de progrès technologique en Irlande a été bien plus élevé que celui au Royaume-Uni, cette égalisation des taux de croissance des salaires a mené à une forte diminution des salaires réels par rapport au progrès technologique en Irlande et donc une diminution des salaires réels ajustés. Même si l'auteur reconnaît qu'il s'agit d'une explication

⁵⁵ L'annexe 7 montre le nombre de jours perdus en raison des conflits de travail en Irlande entre 1970 et 2000 et le compare à celui du Royaume-Uni, sur la même période.

relativement technique, il souligne qu'elle explique malgré tout une cause importante des modérations salariales en Irlande. Powell (2003, p. 10) note toutefois que, du point de vue des syndicats, il ne s'agissait pas tellement d'un sacrifice de la part des travailleurs étant donné que les syndicats réclamaient en retour une promesse de réduction des impôts sur le revenu, de sorte que le salaire réel des travailleurs continuait à augmenter.

2.2.2 L'offre de travail : croissance démographique, migration et main d'œuvre

a. Démographie

Durant la seconde moitié du 20^{ième} siècle, l'Irlande connaît des changements démographiques considérables. Du début des années 1960 jusqu'à la fin du siècle, la population croît d'environ 35% et la force de travail de 42,6%. Le pays connaît un baby-boom tardif dans les années 1970 qui atteint un pic dans les années 1980. Tandis que le taux de natalité chute de 22 pour mille dans les années 1960 à 14 pour mille à la fin des années 1990, la participation des femmes sur le marché du travail augmente significativement. Le ratio de dépendance, qui indique la proportion d'individus qui n'est pas en âge de travailler par rapport à la population active (individus en âge de travailler) avait atteint des niveaux extrêmement élevés dans les années 1980 avant de chuter dans les années 1990, convergeant vers la moyenne des autres pays européens (Baker, 1999, p. 4 ; OCDE, 1999).

Baker souligne que cette augmentation de la force de travail a été un facteur décisif qui a permis de stimuler et soutenir les créations d'emplois en Irlande au cours des années 1990, élément qui a caractérisé la reprise et la croissance économique de l'Irlande durant cette période. En d'autres mots, l'augmentation de la main d'œuvre a été un facteur qui a facilité la transformation de l'économie irlandaise mais n'en est pas une cause directe.

b. Immigration

Le rapport Economic Surveys de l'OCDE publié en 1999 révèle que dans un pays traditionnellement marqué par des vagues d'émigration, les années 1990 voient le retour en Irlande d'une nette immigration. Cette reprise contribue à une augmentation annuelle d'environ un quart de point (en %) de la population totale dans les années 1990. Alors que les années 1970 avaient également connu une tendance migratoire de cette ampleur, l'immigration nette dans les années 1990 est caractérisée par le fait qu'elle contribue plus à l'augmentation de la population totale que l'augmentation naturelle de celle-ci. Une grande part des travailleurs qui migrent en Irlande est recrutée dans des secteurs où les compétences linguistiques sont

importantes. Ces travailleurs sont aussi plus qualifiés que lors d'immigrations précédentes. Etant donné qu'une main d'œuvre qualifiée est complémentaire au capital (physique)⁵⁶, notamment dans le secteur manufacturier, l'afflux de travailleurs immigrés a stimulé la croissance dans ce secteur et, de manière indirecte, a augmenté la demande pour les services. Le tableau dans l'annexe 8 montre l'évolution des migrations en Irlande en fonction des pays d'origine et des destinations sur la période 1992-1998. L'immigration nette, bien qu'elle soit négative entre 1993 et 1995, atteint plus de 22 800 individus en 1998 (OCDE, 1999, pp. 34-38).

Le rapport de l'OCDE avance trois raisons, parmi d'autres, qui ont joué un rôle significatif dans cette reprise de l'immigration au cours des années 1990 : la réserve importante d'émigrants, qui n'ont pas été en dehors du pays durant une longue période et qui sont hautement qualifiés, a favorisé les chances de retour de ceux-ci, le forte reprise de la demande de travail sur le marché irlandais et l'amélioration des transports et des communications, réduisant les coûts liés à l'immigration des individus et la rendant davantage réversible.

c. Education

Afin de mesurer l'impact du rôle de l'éducation sur l'augmentation du niveau d'emploi, Durkan et al. (1999, pp. 127 - 131) introduisent le concept du niveau d'emploi ajusté pour l'éducation. Les auteurs relèvent, dans un premier temps, les niveaux d'éducation atteints, par groupe d'âge, en % sur la période 1981 – 1991 et révèlent que les groupes d'individus les plus jeunes ont une plus grande proportion d'individus qui ont atteint un haut niveau d'éducation que parmi les groupes d'individus plus âgés⁵⁷. Le point de départ de leur raisonnement est que l'éducation mène, de manière générale, à des différences dans le niveau de production par tête et que le niveau des revenus est une mesure adéquate de ces différences. Selon l'âge et le niveau d'éducation de l'individu, son niveau de revenu varie considérablement⁵⁸. Ainsi, la force de travail active totale est pondérée par ces différences de revenus par individu afin de générer une nouvelle mesure du niveau emploi qui prend en compte les différences de production par individu, c'est-à-dire un niveau d'emploi ajusté pour l'éducation. Les auteurs montrent que, tandis que l'emploi a augmenté de seulement 1% entre 1981 et 1991, l'emploi ajusté pour

⁵⁶ L'hypothèse « capital-skill complementary » formulée par Zvi Griliches en 1969.

⁵⁷ Voir annexe 9 pour les niveaux d'éducation par catégories d'âges de la population active employée.

⁵⁸ Les auteurs mentionnent une étude réalisée en 1987 qui montre que si les revenus de personnes âgées entre 15 et 19 ans avec une niveau d'éducation primaire sont de 100, alors les revenus des individus entre 25 et 44 ans avec un niveau d'éducation supérieur sont de 226,5 (les individus entre 15 et 19 ans concernés ont cessé leur parcours académique et travaillent, tout comme les autres groupes).

l'augmentation du niveau d'éducation a augmenté de 14,4% sur cette même période. De plus, sur la période 1986-1996, l'emploi ajusté pour l'éducation a augmenté de 2,7% par an alors que l'emploi a lui augmenté de 1,7% par an⁵⁹.

Durkan et al. (1999, p. 121) expliquent que le système d'éducation irlandais a changé significativement à partir des années 1960. A la fin des années 1960, un examen imposé à la fin de l'enseignement primaire et destiné aux élèves se dirigeant vers l'enseignement secondaire est abandonné, supprimant ainsi les frais que ce test imposait à de nombreuses familles. En 1972, l'école devient obligatoire jusqu'à 15 ans (14 ans auparavant). De plus, l'introduction d'un système de bourse allouée à l'enseignement supérieur ouvre l'accès à l'université à de nombreux étudiants qui, sans ce soutien, auraient arrêté leur parcours académique avant l'université. Dans le même temps, les institutions⁶⁰ dans l'enseignement supérieur deviennent de plus en plus nombreuses et offrent de nouvelles formations dans l'ingénierie, les sciences et l'économie.

McAleese (2000, p. 48) explique que même si le nombre d'individus disposant d'un niveau d'éducation supérieur a augmenté au cours des années 1990, l'Irlande disposait déjà d'une main d'œuvre qualifiée avant la période de forte croissance des années 1990 et que ce sont les transformations du marché du travail irlandais (accords salariaux, ouverture du marché) qui ont engendré de nombreuses opportunités de travail. A l'instar de Baker (1999), l'auteur indique que l'augmentation de l'offre de travail a été un facteur qui a permis de soutenir la croissance mais qu'elle en est pas l'une des causes directes.

2.2.3 Mesures secondaires

Honohan et Walsh (2002, p. 34) soulignent la mise en place de certaines dépenses en matière de politiques actives du marché du travail⁶¹ mais montrent qu'elles n'ont joué qu'un rôle secondaire dans l'amélioration du marché du travail irlandais au cours des années 1990. Entre 1985 et 1997, les niveaux de dépenses visant à encourager la recherche d'emploi et la participation dans des programmes d'éducation et de formation ont augmenté de manière

⁵⁹ Voir annexe 10

⁶⁰ Les *Colleges*

⁶¹ Politiques mises en place par les pouvoirs publics et qui ont pour objectif d'aider les chômeurs à retrouver un emploi sur le marché du travail (Martin, 1998, p. 27).

significative. Martin (1998, p.29) ajoute que même si ces politiques peuvent avoir un impact non négligeable sur le taux d'emploi, elles ne peuvent pas résoudre, à elles seules, le problème du chômage. Comme ces mesures ont pour objectif de remettre un maximum d'individus sur le marché du travail, il faut dès lors qu'il y ait suffisamment d'offres d'emplois vacants pour que ces politiques soient efficaces.

Alors que les taux élevés de remplacement (définis, dans ce contexte, comme la proportion du revenu salarial net qui est remplacée par l'allocation de chômage ou autre prestation sociale), ont été mis en avant, entre autres, pour justifier les taux de chômage élevés des années 1970 jusqu'au début des années 1990, Layte et Callan (2001, p. 125) indiquent que les effets de ces programmes sociaux, qui peuvent dissuader les individus à rechercher un emploi, sont faibles⁶² sur le marché du travail irlandais par rapport à d'autres pays. De plus, les effets les plus larges ont été observés parmi les groupes de chômeurs les moins désavantagés⁶³ et non parmi les chômeurs de plus longue durée (qui constituent le groupe plus important). Les auteurs montrent même que ces programmes sociaux ont eu des effets positifs sur le marché du travail car ils permettaient aux demandeurs d'emploi de mettre ces aides à profit pour rechercher un nouvel emploi.

2.3 Les aides des fonds structurels européens

Dès son entrée dans l'espace économique européen en 1973, l'Irlande commence à bénéficier des aides financières des fonds structurels d'assistance européens (Fond européen de développement régional et Fond social européen). En 1988, les programmes de fonds structurels sont réformés, réorganisés et étendus, ce qui entraîne la création du Cadre communautaire d'appui. Ces nouveaux programmes, négociés entre la Commission européenne et les Etats membres, ont pour objectif de développer les infrastructures physiques des pays, aider le secteur privé en matière d'investissement, de marketing et d'innovation, de contribuer au développement des ressources humaines via l'offre de formations techniques et professionnelles et de promouvoir la cohésion économique et sociale à travers l'Union Européenne. Le premier CCA (connu sous le nom Delors I) s'étale de 1989 à 1993 et les fonds s'élèvent à plus de 3 500 millions de livres pour l'Irlande. Le deuxième CCA (Delors II), s'étend de 1994 à 1999 et s'élève à plus de 4 600 millions de livres. De nombreux secteurs bénéficient

⁶² La corrélation entre la durée de chômage et la proportion des allocations ou prestations sociales est extrêmement faible.

⁶³ Individus qui ont des périodes sans emploi plus courtes et beaucoup plus enclins à retrouver un emploi.

de ces fonds structurels dont, pour la majeure partie, les infrastructures (transports routiers et aériens, énergies, télécommunications) et les programmes d'éducation et de formation pour l'emploi (Barry et al., 1999, pp. 107-110).

Barry et al. (1999, p. 115) indiquent que les fonds européens ont élevé le PNB irlandais de 3 à 4 points (en %) par rapport à ce qu'il aurait été, sans ceux-ci, à la fin des années 1990. Plus précisément, alors que les auteurs soulignent que les fonds européens alloués à l'Irlande ont contribué d'environ 0,5% par an à la croissance du PNB au cours des années 1990, ils reconnaissent qu'il s'agit d'une contribution à la croissance nationale relativement faible. Néanmoins, ils relèvent que l'approche choisie pour calculer ces estimations est assez pessimiste⁶⁴ et que les effets provenant des aides européennes sur l'économie irlandaise peuvent en réalité être sous-estimés.

Effets sur la demande de travail court terme et l'offre de travail long terme

L'impact économique de ces fonds structurels est catégorisé en termes de demande de travail de court terme, d'une part, et d'offre de travail de long terme, d'autre part. Dans un premier temps, les programmes de dépenses ont stimulé la demande de travail dans les projets de construction et de rénovation des infrastructures et dans les projets d'investissement dans le secteur privé ou encore dans les nombreuses formations et cours proposés aux stagiaires et apprentis. Néanmoins, l'objectif qui est visé dans une perspective de plus long terme concerne les effets sur l'offre de travail. En effet, selon Barry et al. (1999), les conséquences de l'amélioration de la productivité des travailleurs et de la rentabilité des entreprises continueront à agir, sur le long terme, positivement sur l'économie.

Afin de mesurer les externalités positives de ces politiques d'aide (dont les bénéfices ont principalement été visibles dans les secteurs de la construction et des services non marchands), Barry et al. (1999, p. 110) attribuent à ces différents types de dépenses (infrastructures publiques, éducation) des retours sur investissements spécifiques pour les investissements publics. En ce qui concerne le secteur privé, l'étude menée par les auteurs consiste à développer, d'une part, un scénario dans lequel l'économie se développerait sans l'intervention des aides financières européennes et, d'autre part, un second scénario dans lequel l'économie évoluerait en bénéficiant des aides financières européennes. Les deux scénarios sont ensuite comparés.

⁶⁴ L'annexe 11 explique pourquoi les auteurs considèrent que les estimations obtenues pour mesurer les effets des aides européens sur l'économie irlandaise sont plutôt pessimistes.

Le tableau 7 montre les effets des deux programmes Delors I et Delors II sur le PIB irlandais de 1995 à 2010⁶⁵. Le scénario « aucune externalité » prend uniquement en compte les effets sur la demande de travail à court terme. Ainsi, lorsque les aides financières du second programme prennent fin en 1999, les effets sur la demande disparaissent également. Le scénario « externalités élevées » combine les effets sur la demande et sur l'offre de travail à plus long terme. En 1999, les effets sur l'augmentation du PIB sont presque doublés par rapport au scénario précédent. Après cette date, les effets directs sur la demande de travail disparaissent à nouveau tandis que ceux sur l'offre persistent, étant donné que l'économie bénéficie d'un stock d'infrastructures physiques et ressources humaines durables et plus élevées. Ainsi, en 2000, les auteurs estiment que le PIB serait 1,4% plus élevé qu'il aurait été en l'absence des effets sur l'offre de travail sur long terme.

Tableau 7 : Effets des programmes Delors I et Delors II sur le PIB irlandais entre 1995 et 2010 mesurés en % d'augmentation du PIB.

	<i>1995</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2010</i>
High externalities	2.7	3.5	1.4	0.9
Low externalities	2.2	2.7	n.a.	n.a.
No externalities	1.7	1.9	0	0

Source : Barry et al. (1999, p. 112).

Powell (2003, pp. 18-20) défend l'idée selon laquelle les subsides européens alloués à l'Irlande n'ont pas été une cause déterminante de la croissance économique de l'Irlande dans les années 1990 et utilise une justification théorique pour démontrer ses propos. Il souligne les difficultés de calculer les résultats de ces aides en termes économiques et met en avant le problème de choix public.

L'auteur explique que le gouvernement doit disposer de méthodes spécifiques afin de déterminer quels sont les projets d'investissement à haut potentiel et déterminer comment les subsides qui sont alloués vont être utilisés pour créer le plus de croissance possible. Lorsqu'un chef d'entreprise doit faire face à de tels défis, l'auteur souligne que celui-ci calcule les profits escomptés puis utilise les bénéfices et pertes comptables pour évaluer ses décisions, ex-post, et réaliser les corrections nécessaires. Le gouvernement et les administrations publiques, dont les objectifs ne consistent pas à acheter et à vendre sur le marché, ne dispose de telles méthodes de calcul, toujours selon Powell (2003). En d'autres mots, le gouvernement ne dispose d'aucun

⁶⁵ 2010 : Estimations des externalités positives à très long terme.

moyen pour déterminer si les divers investissements réalisés peuvent être directement liés à l'utilisation maximale, de la part des agents économiques, des subsides européens.

De plus, certaines ressources financières peuvent être monopolisées par l'Etat et allouées à des investissements publics alors qu'elles auraient pu être utilisées de manière plus efficace par des agents privés. Powell prend l'exemple des subsides européens investis dans l'agriculture en Irlande. Même si ceux-ci amplifient les revenus dans le secteur rural, ils ont un faible impact sur l'investissement et peuvent même retarder l'ajustement économique du pays en maintenant une population et des activités rurales à un taux artificiellement élevé.

Enfin, Powell avance l'argument du choix public et explique que le gouvernement peut allouer certaines dépenses publiques, subventionnées par les aides européennes, à des investissements qui ont pour objectif de satisfaire son l'électorat ou groupes d'influence, à défaut d'investir ces dépenses dans des investissements bien plus générateurs de croissance. Par conséquent, cela impose un coût d'opportunité au reste de la société alors que seule une petite part isolée d'individus bénéficie réellement des soutiens financiers.

2.4 Libéralisation et ouverture à la concurrence du marché irlandais

Depuis les années 1950, la succession de différentes politiques ont progressivement libéralisé l'économie irlandaise. Les années 1950 sont d'abord caractérisées par des politiques de protectionnisme alors que la croissance annuelle moyenne plafonne à 2%. A la fin des années 1950, les profits à l'exportation deviennent totalement exemptés de taxes⁶⁶. Au cours des années 1960, de nombreuses politiques commerciales sont libéralisées et les exportations du secteur manufacturier dépassent celles du secteur agricole à la fin de la décennie. L'économie irlandaise passe alors d'une industrialisation par substitution aux importations à une industrialisation orientée vers l'exportation. Alors que la première économie se basait sur des firmes domestiques de petite et moyenne taille, avec des cycles de production courts et des coûts élevés, la deuxième économie se développe avec des capitaux étrangers, s'ouvre sur le marché global (essentiellement européen dans le cas de l'Irlande) et s'appuient sur des entreprises avec des économies d'échelle importantes et caractérisées par des effets d'économie d'agglomération. En 1973, l'Irlande rentre dans la communauté européenne et a désormais accès au marché européen continental. Néanmoins, le pays met en place un politique budgétaire

⁶⁶ Introduction du *Export Profits Tax Relief* en 1956.

expansionniste et la croissance stagne. Jusqu'en 1986, l'inflation, l'instabilité fiscale et les dépenses publiques sont élevés et limitent la liberté économique des individus. Le taux de croissance annuel moyen ne dépasse pas les 2%. Après 1986, le gouvernement réduit drastiquement ses dépenses publiques ainsi que les impôts et l'économie bénéficie de plus de liberté. Le traité de Maastricht en 1992 ouvre la voie à la libre circulation des biens et des personnes pour l'Irlande sur le marché européen (Powell, 2003, pp. 12-15 ; Ireland's Corporation Tax Strategy, Department of Finance, 2013 ; O'Grada, 2002, p. 8).

Comme déjà explicité dans l'introduction de cette section, Powell explique que la croissance rapide du Tigre Celtique s'est manifestée lorsque tous les facteurs et aspects qui ont favorisé la liberté économique (repris ci-dessus) ont été finalement appliqués et respectés en même temps. C'est donc, selon Powell, l'accumulation et la synergie de ces différents facteurs qui ont permis la formidable progression de la croissance économique de l'Irlande au cours de la seconde moitié des années 1990.

Afin d'illustrer ses propos, Powell utilise l'index de liberté économique de l'institut Fraser, visible dans le tableau 8. Cet index mesure le degré de liberté économique d'un pays en analysant cinq domaines spécifiques : taille du gouvernement, système juridique et de sécurité des droits de propriété, création d'une monnaie saine et solide, liberté dans les transactions internationales et réglementations. Powell relève que l'index (qui est mesuré sur 10) est passé de 5,96 en 1975 à 8,20 en 2000. Or, sur cette même période, le taux de croissance réel du PIB/habitant⁶⁷ a également significativement augmenté, comme l'indique le graphique 1. L'auteur en conclut que le degré de liberté économique influence significativement la croissance du pays.

Tableau 8 : Index de liberté économique de Fraser en 1975 et 2000.

OVERALL RANK ↕	COUNTRY NAME ↕	YEAR ▼	OVERALL SCORE ↕	SIZE OF GOVERNMENT ↕	LEGAL SYSTEM & PROPERTY RIGHTS ↕	SOUND MONEY ↕	FREEDOM TO TRADE INTERNATIONALLY ↕	REGULATION ↕
24	Ireland	1975	5.96	3.66	6.38	5.70	7.49	6.55

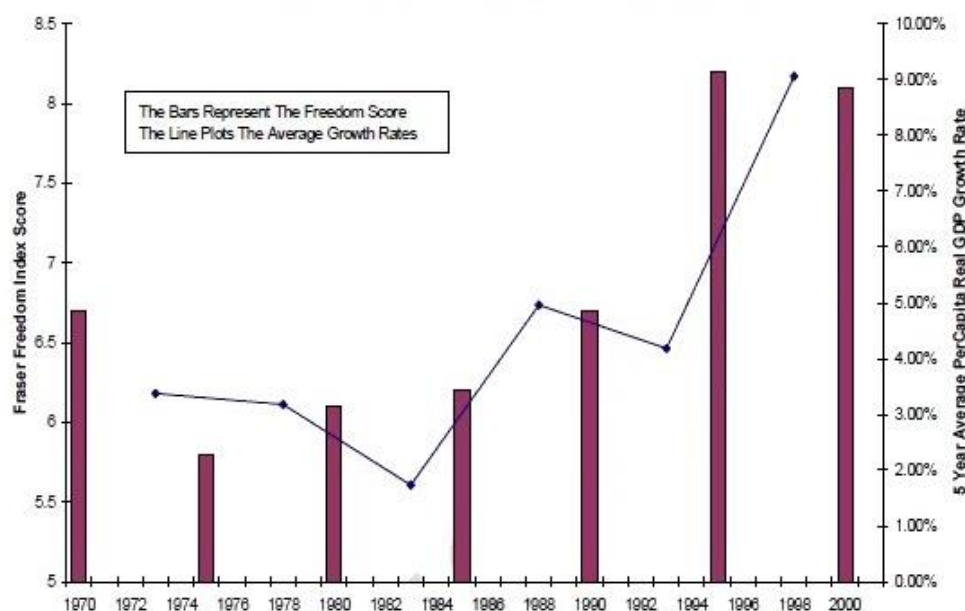
OVERALL RANK ↕	COUNTRY NAME ↕	YEAR ▼	OVERALL SCORE ↕	SIZE OF GOVERNMENT ↕	LEGAL SYSTEM & PROPERTY RIGHTS ↕	SOUND MONEY ↕	FREEDOM TO TRADE INTERNATIONALLY ↕	REGULATION ↕
9	Ireland	2000	8.20	6.13	8.97	9.43	9.18	7.30

Source : Fraser Institut

⁶⁷ L'auteur admet qu'il s'agit d'une mesure imparfaite pour mesurer le niveau de vie des individus d'un pays.

* Il est utile de noter que la valeur du paramètre « taille du gouvernement » augmente lorsque l'influence du gouvernement sur l'économie diminue.

Graphique 1 : Relation entre l'évolution de l'index de liberté économique et le taux de croissance moyen (sur 5 ans, en %) du PIB par habitant en Irlande.



Source : Powell (2003, p. 16)

*le taux de croissance calculé en 1973 est la moyenne des taux de croissance observé sur la période 1971-1975, celui de 1978 sur la période 1976 et 1980, et ainsi de suite.

McAleese (2000, p. 49) ajoute que les politiques successives qui, à partir de la fin des années 1980, ont favorisé la concurrence en libéralisant de nombreux secteurs, en particulier les télécommunications et les transports, ont joué un rôle significatif dans la reprise de la croissance économie irlandaise. Encouragée par le processus d'intégration européenne, la libéralisation des services et des transports publics a engendré une chute des tarifs et des coûts et a amélioré la compétitivité de l'Irlande dans nombreux secteurs. En 1986, la compagnie aérienne à bas coût Ryanair obtient la permission d'effectuer des vols sur la route stratégique entre Dublin et Londres, marquant le début de la dérégulation du secteur du transport aérien. Le tourisme international commence alors à se développer et affiche des taux de croissance de plus de 8% chaque année, à partir de la fin des années 1980 (Honohan et Walsh, 2002, p. 51). Dans la seconde moitié des années 1990, le secteur des télécommunications est également libéralisé et le marché irlandais s'ouvre à la concurrence. En 1997, l'entreprise de téléphonie mobile Esat Digifone fait son entrée sur marché irlandais. En 1999, l'entreprise publique Eirann Telecom

est privatisée et est rebaptisée Eircom⁶⁸, mettant fin au monopole de l'Etat dans ce secteur. Cette ouverture à la compétition réduit de manière significative les coûts de production et des transactions et permet une meilleure allocation des ressources, rendant le secteur plus compétitif à l'international, un atout indispensable dans un pays de petite taille et caractérisé par une économie très ouverte (OCDE, 2001, pp. 72-73).

⁶⁸ L'annexe 12 reprend les événements marquants dans la libéralisation du secteur des télécommunications en Irlande.

PARTIE II : La reprise économique récente de l'Irlande

1. L'importance des multinationales dans l'économie irlandaise des années 2000

Le Department of Finance, dans un rapport publié en 2014, analyse l'impact économique des activités des multinationales en Irlande et donne un bon aperçu de leur contribution dans l'économie irlandaise des années 2000 jusqu'au début des années 2010. Le rapport délimite son analyse sur la *business economy*, qui exclue le secteur agricole, la plupart des professions indépendantes, le secteur public et certains services financiers.

1.1 Production et emploi

En 2011, un petit nombre de secteurs, dominés par les multinationales, représente plus de 25% de la valeur ajoutée brute⁶⁹ produite par l'ensemble de l'économie. Ces multinationales sont spécialisées dans les secteurs pharmaceutiques et chimiques, dans la communication ou encore dans les équipements électroniques, informatiques et médicaux. Alors qu'elles ne représentent que 2% de l'ensemble des entreprises opérant sur le sol irlandais, elles produisent malgré tout plus de 57,4% de la valeur ajoutée brute totale.

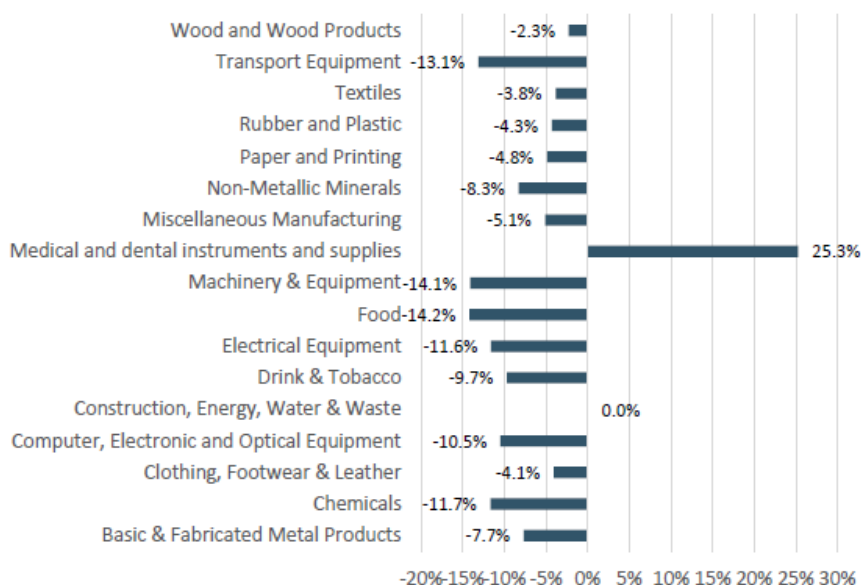
Les filiales de groupes étrangers sont généralement plus larges en taille que les entreprises domestiques et représentent, en 2011, plus de 22% de l'emploi total. Dans le secteur manufacturier, presque la moitié de la main d'œuvre totale est employée par les multinationales. Néanmoins, ce secteur est aussi celui qui a connu le plus de pertes d'emploi au cours des années 2000 (baisse de l'emploi d'environ 15% entre 2004 et 2013). A titre de comparaison, le nombre de personnes employées par des multinationales étrangères à l'échelle européenne (les 28 Etats membres) par rapport à l'ensemble de la population active est d'environ 14,5% en 2012, un chiffre bien moins élevé que le niveau irlandais (Eurostat, 2014).

Les deux graphiques ci-dessous montrent la contribution des multinationales à l'emploi dans le secteur manufacturier et dans celui des services sur la période 2013-2014. Etant donné la part importante de la main d'œuvre employée par les multinationales dans le secteur manufacturier,

⁶⁹ La valeur ajoutée brute correspond à la production brute de l'entreprise de laquelle on déduit les moyens de production intermédiaires, les taxes, subsides et dépréciations. La valeur ajoutée brute peut être divisée entre les employés (sous la forme de salaires qui leur sont payés) et les profits de l'entreprise (excédent brut d'exploitation).

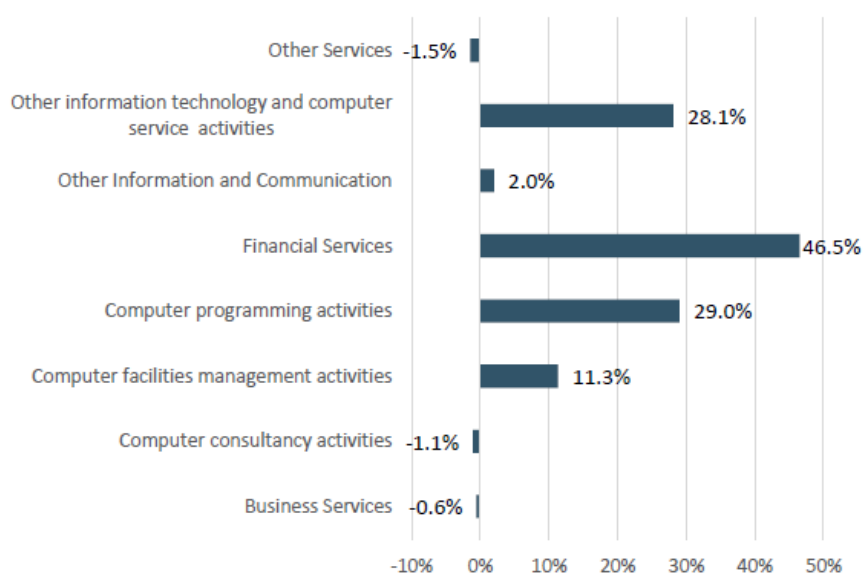
ces deux tableaux montrent que l'économie irlandaise est passée progressivement d'une économie axée sur l'industrie vers une économie orientée vers les services (Department of Finance Ireland, 2014, pp. 6-12).

Graphique 2 : Contribution (en %) en termes d'emploi des multinationales dans le secteur manufacturier entre 2004 et 2013 en Irlande.



Source : Department of Finance Ireland (2014, p. 11).

Graphique 3: Contribution (en %) en termes d'emploi des multinationales dans le secteur des services entre 2004 et 2013 en Irlande.

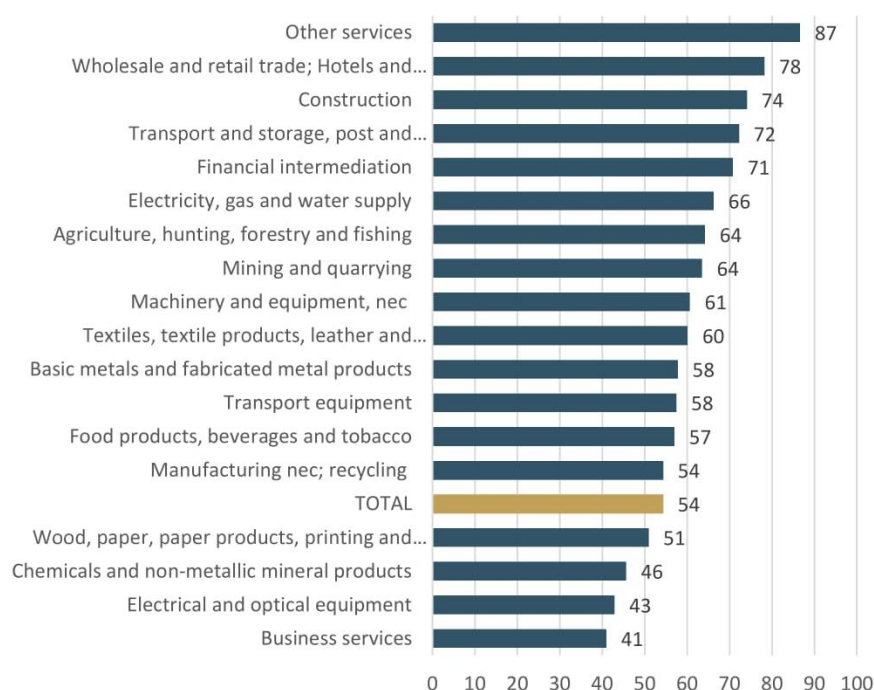


Source : Department of Finance Ireland (2014, p. 12).

1.2 Exportations et compte courant de la balance des paiements

Les activités des multinationales en Irlande ont joué un rôle prépondérant dans l'augmentation du niveau des exportations et dans l'expansion des échanges commerciaux internationaux⁷⁰. Par ailleurs, la grande majorité des biens et services exportés par ces multinationales sont le résultat d'une part importante de l'utilisation de biens importés, ce qui est le résultat du processus fortement globalisé de leur production. Le graphique 4 ci-dessous montre la part de la valeur ajoutée brute (domestique) générée par les exportations en Irlande en 2008 selon les secteurs. Il révèle qu'il existe des variations importantes entre les différents secteurs : les secteurs pharmaceutiques, chimiques et de nombreux secteurs de services ont une contribution plus faible, ce qui traduit la part importante de leurs importations dans la production des biens et services qu'ils exportent. Ces secteurs sont, logiquement, largement dominés par les multinationales (Department of Finance Ireland, 2014, p. 13).

Graphique 4 : Part de la valeur ajoutée brute (domestique) en % générée par les exportations, par secteur en 2008.



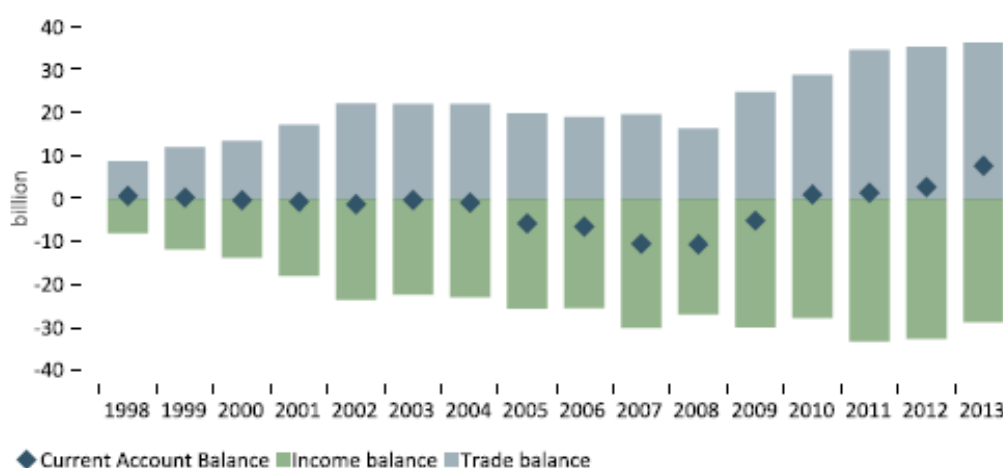
Source : Department of Finance (2014, p. 13).

⁷⁰ Voir partie I *Le Tigre Celtique : le miracle irlandais*

Malgré la forte propension des multinationales en Irlande à importer des biens et des services pour la production de leurs exportations, ces multinationales sont très rentables, exportant des produits qui sont à un stade de production précoce et qui dégagent des marges importantes. Cela a fortement contribué à un niveau des exportations des biens et services plus élevé que celui des importations en Irlande, qui a donc affiché durablement une balance commerciale positive. La balance des revenus (impactée principalement par les revenus nets de facteurs du travail et du capital) est restée négative de manière constante depuis de nombreuses années. Les revenus nets ont, en effet, été constamment négatifs : les profits générés par les multinationales établies en Irlande et qui étaient ensuite rapatriés à l'étranger ont été bien plus élevés que les revenus d'investissements irlandais en provenance de l'étranger. Cet écart qui mesure la différence, significative en Irlande, entre le PIB et le PNB, est un indicateur qui permet d'évaluer l'importance des activités des multinationales en Irlande⁷¹ (Department of Finance Ireland (2014, p. 15).

Le graphique 5 ci-dessous montre l'évolution de la balance courante (et celle de ses deux principales composantes, la balance commerciale et la balance des revenus). Entre 2004 et 2007, elle se détériore, reflétant entre autres choses une demande domestique très élevée pour les importations. A partir de 2008, elle opère un revirement brutal, dû à une contraction de la demande domestique et l'importance grandissante des *redomiliced plcs*⁷².

Graphique 5 : Evolution de la balance courante entre 1997 et 2013 (en milliard d'euros) en Irlande.



Source : Department of Finance (2014, p. 16).

⁷¹ Voir également partie I *Le Tigre Celtique : le miracle irlandais*.

⁷² Expliqué ci-dessous.

Les redomiciled plcs : le PNB, une mesure toujours fiable ?

Au sortir de la crise de 2008, de nombreuses multinationales (ayant, pour certaines d'entre elles, déjà une filiale basée en Irlande) décident de relocaliser leur maison mère, et donc leur domiciliation légale, dans le pays⁷³. Nombre de ces entreprises proviennent des Etats-Unis, ce qui explique la raison pour laquelle celles-ci ont transféré leur maison mère à l'étranger, dont l'Irlande. En effet, les multinationales, dont la maison mère se situe aux Etats-Unis et qui ont des filiales dans le reste du monde se voient fiscalement imposer l'ensemble de leurs revenus domestiques et étrangers⁷⁴. En relocalisant leur maison mère en Irlande, ces multinationales ne doivent plus payer de taxes sur l'ensemble de leurs revenus aux autorités américaines mais uniquement sur leurs revenus générés aux Etats-Unis. De plus, en enregistrant la plupart de leurs profits en Irlande, les multinationales peuvent profiter du taux d'imposition sur les sociétés irlandaises très favorable et ne doivent plus rapatrier ces profits aux Etats-Unis qui seraient alors à nouveau taxés.

Ce changement de localisation de la maison mère n'implique souvent pas un transfert réel des activités et bureaux de la société en Irlande (ou dans d'autres juridictions attractives). Ce phénomène concerne donc des entreprises qui détiennent des investissements et effectuent la grande majorité (voir l'ensemble) de leurs activités de production à l'étranger mais qui se sont domiciliées en Irlande, sans pour autant avoir ou générer une activité économique sur le marché domestique en termes de production et d'emploi. Leur unique contribution à l'économie irlandaise est donc le versement d'impôts à l'Etat irlandais. Ces entreprises réalisent donc leur production à l'étranger mais les revenus générés par ces activités sont dorénavant enregistrés en Irlande, là où se trouvent leur maison mère. Sur l'ensemble des profits que ces entreprises étrangères perçoivent via leur nouvelle maison mère irlandaise, seule une petite partie est redistribuée aux investisseurs et actionnaires étrangers sous forme de dividendes. Le reste des bénéfices est non distribué (et réinvestis). Le traitement des profits de ces entreprises – *redomiciled plcs* – est différent de ceux réalisés par les multinationales dont les filiales irlandaises sont traditionnellement établies en Irlande mais dont le siège de la société mère se situe à l'étranger. Ce nouveau phénomène a impacté le niveau de croissance du PNB qui, jusqu'alors, était une mesure plus adéquate pour refléter l'évolution de la croissance en Irlande.

⁷³ Soit en redomiciliant la maison mère de l'entreprise dans l'entité irlandaise soit en fusionnant avec une autre entreprise établie en Irlande (qui devient alors la maison mère du groupe).

⁷⁴ *US worldwide system taxation.*

En effet, dans le cas des multinationales qui ont une filiale irlandaise, celles-ci génèrent des profits significatifs en Irlande (traditionnellement gonflés de manière artificielle via les mécanismes des prix de transfert). Néanmoins, ces profits, qu'ils soient distribués sous forme de dividendes ou non distribués, sont tous considérés comme des revenus⁷⁵ qui seront rapatriés en dehors de l'Irlande. Par conséquent, même s'ils viennent grossir le PIB, ils sont déduits du calcul du PNB, cette mesure donnant ainsi une image plus honnête de performance économique du pays. En d'autres mots, les bénéfices des activités de ces multinationales en Irlande – à la fois employeurs et contribuables - dont profite l'économie irlandaise sont comptabilisés en Irlande mais les profits qui reviennent aux actionnaires étrangers sont déduits de la mesure du PNB et du compte courant de la balance des paiements. Dans le cas des *redomiciled plcs*, lorsque leurs profits sont non distribués, ceux-ci ne sont pas déduits du calcul du PNB et du compte courant de la balance des paiements⁷⁶, précisément car ces entreprises sont domiciliées en Irlande. Par conséquent, le PNB et le compte courant de la balance des paiements sont artificiellement gonflés par ces profits qui n'ont pourtant pas été générés (pour la plupart en tout cas) par des activités économiques sur le sol irlandais. Le tableau 9 ci-dessous reprend les profits réalisés par lesdites *redomiciled plcs* qui n'ont pas été distribués (et qui ont donc été inclus dans le PNB) en proportion du PIB et du PNB entre 2009 et 2014. Après avoir fortement augmenté jusqu'en 2012 où ils atteignent un sommet, ces profits semblent se stabiliser à partir de 2013. Néanmoins, ces derniers ont eu un impact significatif sur la croissance du PNB et sur le niveau du compte courant de la balance des paiements dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008 (CSO Ireland, 2016, pp. 1-3 ; Fitzgerald, pp. 9 -12, 2015, Hanson et al., 2015, pp. 1-2).

⁷⁵ Revenus des facteurs du travail et du capital.

⁷⁶ Si le compte courant de la balance des paiements excluait les *redomiciled plcs*, cela signifierait qu'au lieu d'afficher un excédent du compte courant de 6% du PIB en 2014, ce dernier s'élèverait en réalité de 2%.

Tableau 9 : Profits (en millions d'euros) réalisés par les dites *redomiciled plcs* qui n'ont pas été distribués (et qui ont donc été inclus dans le PNB) en proportion du PIB et du PNB entre 2009 et 2014.

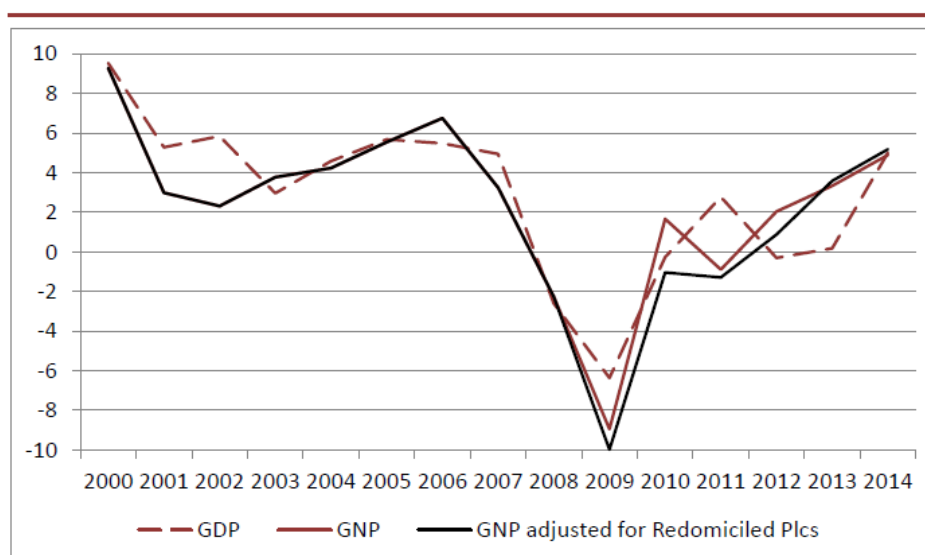
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Undistributed Profits	1,563	5,177	5,715	7,400	6,800	6,900
As % of GDP	0.9	3.1	3.3	4.3	3.9	3.7
As % of GNP	1.1	3.7	4.1	5.2	4.6	4.4

Source : Fitzgerald (2015, p. 12)

En 2015, les profits (non distribués) des *redomiciled plcs* connaissant une baisse 4,76 milliards d'euros, contribuant malgré tout encore à 2,5% du PNB. Cette diminution est due à des pertes réalisées par ces entreprises en 2015 et qui sont donc enregistrées en Irlande.

Il est également intéressant d'analyser l'évolution du PIB, du PNB et du PNB ajusté pour les *redomiciled plcs* (c'est-à-dire le PNB duquel ont été déduits les profits réalisés par les *redomiciled plcs*).

Graphique 6 : Evolution du PIB, du PNB et du PNB ajusté pour les *redomiciled plcs* entre 2009 et 2014.

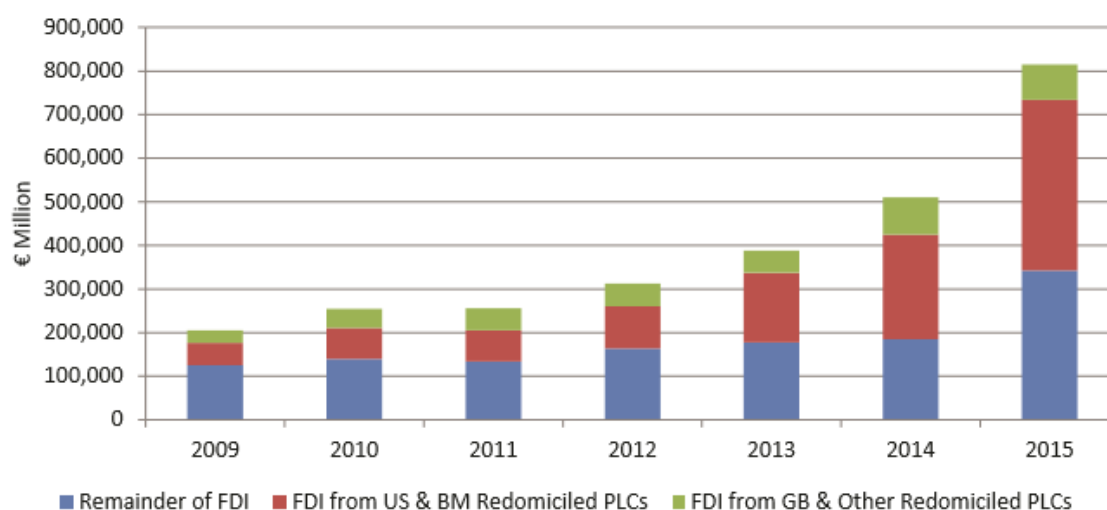


Source : Fitzgerald (2015, p. 11).

Ce graphique montre que le PNB a été gonflé par la comptabilisation en Irlande des profits générés par les *redomiciled plcs* à partir de 2009.

Ces entreprises établies (d'un point de vue légal en tout cas) en Irlande ont également impacté le stock d'investissements directs détenus par les entreprises irlandaises à l'étranger. En effet, les actifs étrangers détenus par les redomiciled plcs établies en Irlande sont classifiés en tant qu'investissements directs détenus à l'étranger. Le graphique 7 ci-dessous montre l'évolution de la part des investissements étrangers détenus par entreprises irlandaises. Il révèle l'importance des investissements étrangers détenus par les entreprises qui se sont relocalisées en Irlande depuis les Etats-Unis et des Bermudes, suivis de loin par ceux détenus par les autres redomiciled plcs (dont le Royaume-Uni). Le reste des investissements étrangers directs est représenté en bleu (CSO Ireland, 2016, p. 2).

Graphique 7 : Evolution, entre 2009 et 2015, de la part des investissements étrangers (en millions d'euros) détenus par les entreprises irlandaises (dont les *redomiciled plcs* basées en Irlande, selon leur provenance antérieure).



Source : CSO Ireland (2016, p. 2)

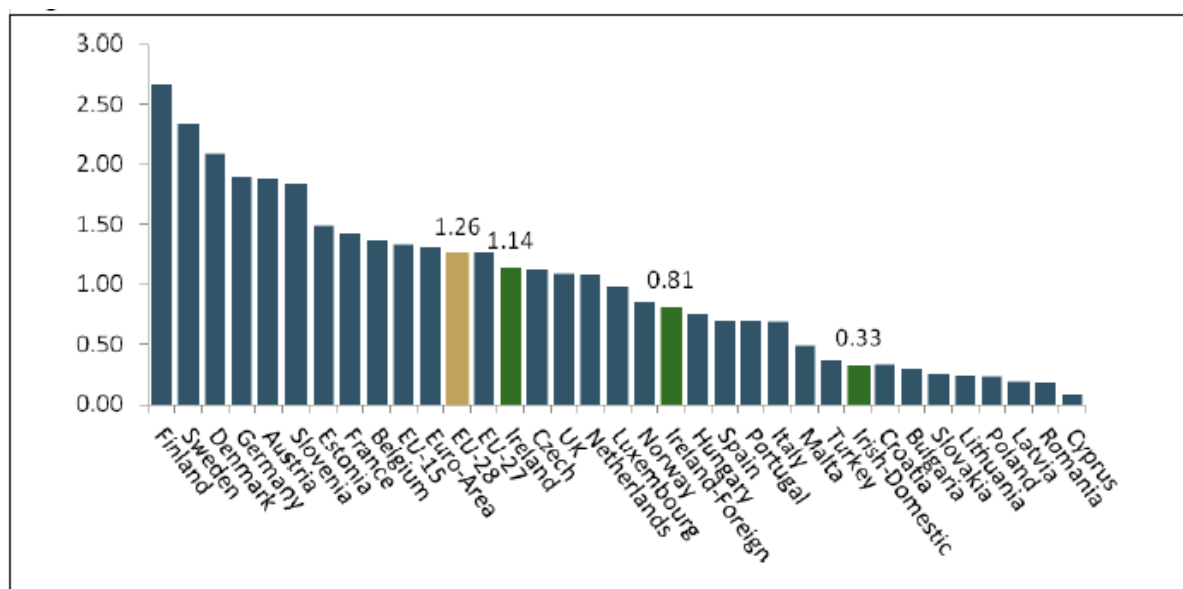
Enfin, le développement des *redomiciled plcs* en Irlande a également eu pour effet d'augmenter davantage le niveau du revenu national brut (RNB) à partir de 2009. Le niveau relatif du RNB d'un pays membre de l'Union européenne par rapport à ceux des autres est le principal déterminant pour calculer la part que doit verser ce pays au budget européen. Dans le cas de l'Irlande, l'impact estimé sur sa contribution au budget européen en 2012 est de 60 millions d'euros (Department of Finance Ireland, 2014, p. 16).

1.3 Recherche & développement et innovation

Les activités des multinationales en Irlande contribuent aussi de manière significative aux dépenses de recherche et développement des entreprises. Entre 2003 et 2012, les dépenses des entreprises pour la recherche et le développement sont passées de 0,8% du PIB à 1,2% du PIB, réduisant l'écart avec la moyenne européenne au cours de cette période. En 2012, un peu plus de 70% des dépenses des entreprises en recherche et développement en Irlande étaient effectuées par les multinationales et s'élevaient à plus de 85% du PIB.

L'impact significatif des multinationales sur les dépenses en recherche et développement est encore mieux illustré dans le graphique 8 ci-dessous. Celui-ci sépare les dépenses en recherche et développement (exprimées en % du PIB) réalisées par les multinationales de celles des entreprises domestiques en Irlande et les compare au niveau de celles des autres pays européens. Le niveau des dépenses en recherche et développement des multinationales en Irlande par rapport au PIB (environ 85%, en 2012) est proche de celui de la Norvège ou de la Hongrie (pays pour lesquels les dépenses en R&D de toutes les entreprises sont prises en compte).

Graphique 8 : Dépenses en recherche et développement, exprimées en % du PIB, des pays européens en 2012.



Source : Department of Finance Ireland (2014, p. 26).

La même méthode d'analyse est utilisée pour déterminer l'impact des multinationales sur le niveau total des dépenses en innovation. En 2010, les dépenses en innovation des

multinationales s'élèvent à 1,1% du PIB, en comparaison par rapport aux entreprises domestiques qui contribuent à hauteur de 0,5% du PIB (Department of Finance, 2014, p. 24-28).

Cette section a montré l'impact significatif des multinationales sur l'économie irlandaise des années 2000 à travers différents domaines. La section suivante a pour objectif de montrer, à nouveau, leur influence sur la croissance irlandaise à travers l'analyse de la reprise économique au cours de l'année 2015.

2. La croissance de l'activité économique de l'Irlande en 2015

« Il est devenu de plus en plus difficile de représenter la complexité de l'activité économique en Irlande par un simple indicateur économique comme le PIB. Le PIB irlandais et d'autres mesures qui y sont associées peuvent être affectés par des activités réalisées ailleurs dans le monde. Quiconque utilise ces statistiques a besoin de connaissances et d'information précises avant de tirer des conclusions quant à l'évolution de l'activité domestique irlandaise. »

Economic Statistics Review Group (2016, p. 1).

Après avoir été durement frappée par la crise financière et économique, l'Irlande a progressivement retrouvé le chemin de la croissance et est devenu l'un des pays de l'Union européenne avec la plus forte croissance en 2014 et en 2015. Après une croissance du PIB réel de 8,5% en 2014, l'estimation du taux de croissance en 2015 publié en mars de la même année indique que l'économie connaîtra une croissance de 7,8%. Néanmoins, en juillet 2015, ce taux de croissance est révisé et est dorénavant estimé à 26,3%. Un taux de croissance exceptionnel pour un pays qui, il y a encore quelques années, était secouru par les programmes d'assistance de l'Union européenne et du FMI afin d'éviter une faillite générale de l'Etat (Department of Finance Ireland, 2016, p. 2 ; NIE Ireland, CSO Ireland, 2016, p.1).

En raison de ce taux de croissance exceptionnel du PIB en 2015, le ratio de la dette publique par rapport au PIB chute de 105% en 2014 à 79% en 2015. Le déficit public passe de 3,7% à 1,9% la même année. D'autres chiffres connaissent une augmentation impressionnante entre 2014 et 2015 : les recettes fiscales augmentent de 7,2%, les exportations augmentent de 34,4%, les importations de 21,7%, l'investissement de 32,7% (Economic Dialogue with Ireland, 2016, p. 3).

Sans surprise, le parti (actuellement au pouvoir) du *Fine Gael* (centre droit) a logiquement utilisé cette situation de forte reprise de la croissance à son avantage. Le parti, pour les élections en 2016, a utilisé le slogan « Let's keep the recovery going »⁷⁷. Par cette phrase, le Fine Gael voulait signifier que la poursuite de la reprise économique en Irlande se réaliserait si ses dirigeants étaient réélus afin qu'ils puissent continuer le travail accompli jusqu'à présent (Fleming, 2016).

⁷⁷ « Laisser la reprise économique se poursuivre »

2.1 Un taux de croissance spectaculaire de 26%

Cette section tente de déterminer avec précision les différents facteurs qui se cachent derrière cette évolution spectaculaire du PIB ainsi que l'ampleur de leur contribution respective. L'analyse de certains indices et facteurs macroéconomiques révèle l'influence et le rôle qu'ont joué les multinationales dans l'augmentation du PIB irlandais en 2015.

En effet, d'une part, l'augmentation du stock de capital fixe suite à la reclassification et au rapatriement massifs d'immobilisations en Irlande a eu un certain impact sur la forte augmentation du PIB en Irlande. De plus, l'un des phénomènes les plus marquants de cette année 2015 est l'augmentation inédite du volume des exportations qui, malgré une augmentation dans le même temps des importations, engendrent un excédent commercial significatif. L'Irlande, une petite économie très ouverte, est connue pour le rôle crucial que jouent les multinationales, dominant largement un certain nombre de secteurs, sur la croissance de ses exportations et donc sur la croissance de son économie depuis de nombreuses années. Dès lors, la croissance spectaculaire qu'affiche l'Irlande en 2015 semble, plus que jamais, étroitement liée aux activités des multinationales établies sur son sol.

2.1.1 Augmentation du stock de capital fixe

Au cours de l'année 2015, le stock de capital brut d'immobilisations en Irlande augmente de 331,425 milliards d'euros, soit une augmentation d'un peu moins de 44% par rapport à 2014. Alors que ce stock de capital brut avait augmenté légèrement de manière constante depuis les années 1980, sa forte augmentation en 2015 lui permet d'atteindre un niveau qui s'élève à plus de 1,088 trillions d'euros⁷⁸ à la fin de cette même année. Cette augmentation tout à fait exceptionnelle s'explique, d'une part, par le fait qu'un petit nombre de multinationales ont rapatrié un niveau important d'immobilisation incorporelles⁷⁹ vers leurs filiales irlandaises au cours de l'année 2015. D'autre part, suite à la mise en application, en 2015, du système européen des comptes nationaux et régionaux 2010⁸⁰ (nouvelles réglementations statistiques régissant le commerce international des biens), un nombre significatif d'immobilisations corporelles détenus par de sociétés de leasing d'avions sont dorénavant comptabilisées dans les

⁷⁸ Exprimé à prix courants.

⁷⁹ Les immobilisations incorporelles (*intangible fixed assets* en anglais) incluent la recherche et le développement (dominés par des actifs de propriété intellectuelle dans ce cas), logiciels informatiques etc.

⁸⁰ SEC (NEC en anglais).

comptes nationaux en Irlande (Estimates of the Capital Stock of Fixed Assets, CSO Ireland, 2016, pp. 1-2).

a. Rapatriement d'immobilisations incorporelles vers l'Irlande par un petit nombre de multinationales

En 2015, un petit nombre de multinationales (spécialisées principalement dans les secteurs informatique et pharmaceutique) transfèrent depuis l'étranger une part importante de leurs immobilisations incorporelles vers leur(s) entité(s) irlandaises. Ce rapatriement significatif est, en partie, une réponse aux mesures et aux efforts pris de manière multilatérale par de nombreux pays pour combattre l'évasion fiscale, dont le plan d'action BEPS lancé par l'OCDE en 2015. Les nouvelles mesures de déclaration par pays (*country-by-country reporting*) du BEPS contraignent les multinationales à fournir désormais, dans le pays où elles sont légalement résidentes, une déclaration comprenant une série d'information (profits, nombre d'employés etc.) pour l'ensemble des juridictions dans lesquelles les multinationales ont des activités. Cela a pu encourager un certain nombre de multinationales à rapatrier en Irlande, où le taux d'imposition sur les sociétés est avantageux, une partie de leurs actifs intangibles (et donc de transférer une partie de leur futur profit⁸¹).

Ces immobilisations incorporelles étaient dominées par des actifs de propriété intellectuelle (catégorisés en tant que recherche et développement) vers des entités irlandaises et ceux-ci venaient donc s'ajouter au stock brut de capital fixe en Irlande. Par exemple, l'entreprise Apple aurait rapatrié en Irlande certains de ses actifs de propriété individuelle, essentiellement sous la forme brevets sur le design et la technologie liés aux produits vendus en dehors du marché américain (FMI, 2016, p. 8 ; FMI, 2017, p. 43 ; Honohan, 2016, p. 2).

b. Reclassification d'immobilisations corporelles détenus par des sociétés de leasing d'avions en l'Irlande.

De nombreuses entreprises de leasing d'avions, opérant à l'échelle internationale, ont établi (depuis la fin des années 2000) leur maison mère en Irlande afin de bénéficier du régime fiscal irlandais très favorable où le taux d'imposition des sociétés est de 12,5%⁸². L'Irlande est un pays qui concentrait plus de 4 000 avions commerciaux via des sociétés de leasing en 2015. Par exemple, AerCap, qui s'est domiciliée en Irlande lors du rachat de la filiale de leasing aéronautique d'Americican International Group en 2014 est la plus large entreprise de leasing

⁸¹ Mécanisme expliqué au point 1.2.2.

⁸² Voir la partie sur les *redomiciled plcs*.

d'avions en 2015. L'entreprise détient plus de 1 600 avions, un capital fixe évalué à plus de 32 milliards de dollars. Par ailleurs, l'entreprise n'emploie que 164 personnes en Irlande (262 millions de dollars d'actifs/par employé). Les entreprises de leasing d'avions établies sur le sol irlandais possèdent, en 2015, plus de 10% de la flotte aérienne mondiale même si, en réalité, la plupart des avions qu'elles détiennent ne sont pas exploités en Irlande.

Avant 2015, l'enregistrement des transactions commerciales (achats et ventes) d'avions acquis par des sociétés de leasing établies en Irlande concernait uniquement celles qui avaient lieu à l'intérieur des frontières irlandaises (acquisitions et ventes d'avions réalisées donc principalement par les compagnies aériennes Ryanair et Air Lingus). De plus, les exportations et importations d'avions étaient enregistrées dans les statistiques commerciales en Irlande lorsqu'un avion était effectivement ajouté (importation) ou enlevé (exportation) du registre irlandais des avions civils. Elles étaient enregistrées de manière similaire dans les comptes nationaux *exportations et importations de biens et services* et dans la balance des paiements. L'augmentation de formation de capital fixe se basait également uniquement sur l'addition nette du nombre d'avions qui venaient s'enregistrer en Irlande. Par conséquent, l'ensemble des transactions, au niveau international, réalisées par les sociétés de leasing d'avion, basées en Irlande (dont une grande partie de la flotte se situe à l'étranger), n'étaient pas prises en compte en tant que mouvements d'actifs physiques en Irlande, excepté pour le petit nombre d'avions effectivement ajouté (achat) ou enlevé (vente) du registre irlandais des avions civils. En revanche, la totalité des achats et ventes d'avions étaient enregistrés dans le compte financier de la balance des paiements sous la rubrique *autres investissements*⁸³ tandis que les revenus de leasing perçus par ces sociétés pour la location d'avions étaient enregistrés en Irlande comme service d'exportation dans le compte courant de la balance des paiements.

A partir de 2015 a lieu un changement de comptabilisation qui fait suite à la mise en application de nouvelles règles statistiques européennes pour les comptes nationaux et régionaux et qui modifient la législation Eurostat régissant le commerce international des biens (SEC 2010). L'objectif de ces nouvelles règles était d'améliorer la comptabilité nationale des pays dans une économie fortement globalisée. Ainsi, au lieu de baser la comptabilisation des transactions commerciales sur le mouvement physique des biens importés et exportés, SEC 2010 adopte une approche basée sur la propriété des biens produits. Désormais, l'Irlande doit enregistrer dans ses comptes nationaux toutes les transactions réalisées par les entreprises étrangères de leasing

⁸³ Investissements détenus à l'étranger.

d'avions⁸⁴ (établies sur le sol irlandais) et ce, quel que soit le pays où les avions sont effectivement exploités.

Dans la balance des paiements, tous les achats et ventes d'avions sont donc enregistrés comme importations et exportations, au lieu d'être incorporés comme actifs financiers comme c'était le cas précédemment pour les transactions réalisées en dehors des frontières irlandaises. Par ailleurs, le traitement du revenu de leasing perçu par les sociétés de leasing pour la location d'avion n'est pas impacté par la nouvelle réglementation. Le CSO Ireland explique que l'application de cette nouvelle réglementation a pour effet d'augmenter le niveau, à la fois, des exportations et des importations. Néanmoins, la nouvelle législation a un effet plus important sur le niveau des importations avec l'inclusion des achats d'avions (incluant ceux qui sont aussi exploités à l'étranger) par les sociétés de leasing établies en Irlande⁸⁵. En raison de la taille considérable de ce secteur, ce changement de comptabilisation a eu un effet significatif sur les statistiques du commerce international de marchandises, qui ont été révisées en reprenant les données concernées depuis le début des années 2000, ainsi que sur le compte courant de la balance des paiements. Cet effet est néanmoins compensé par l'augmentation, dans le même temps, de la formation de capital (investissement). Par conséquent, ces deux effets se neutralisent sur l'augmentation/diminution du PIB.

Néanmoins, suite à la mise en place de la nouvelle législation SEC, l'ensemble de la flotte aérienne détenue par ces sociétés de leasing est maintenant enregistrée en Irlande, contribuant ainsi fortement à l'augmentation du stock de capital fixe en Irlande. (ESRG, 2016, pp. 37-39 ; Honohan, 2016, pp. 2-3 ; Fitzgerald, 2015, pp. 16-18).

c. Lien entre l'augmentation du stock de capital fixe en Irlande et la croissance du PIB.

Comme expliqué précédemment, la reclassification des immobilisations corporelles (flotte aérienne) détenus par des sociétés de leasing d'avions en l'Irlande et le rapatriement d'immobilisations incorporelles par un petit nombre de multinationales vers leurs entités irlandaises ont fortement contribué à l'augmentation du stock de capital fixe en 2015 (et, également du stock net de capital fixe⁸⁶). Néanmoins, il n'est pas possible de connaître la contribution respective de chacune de ces deux catégories dans cette augmentation du stock

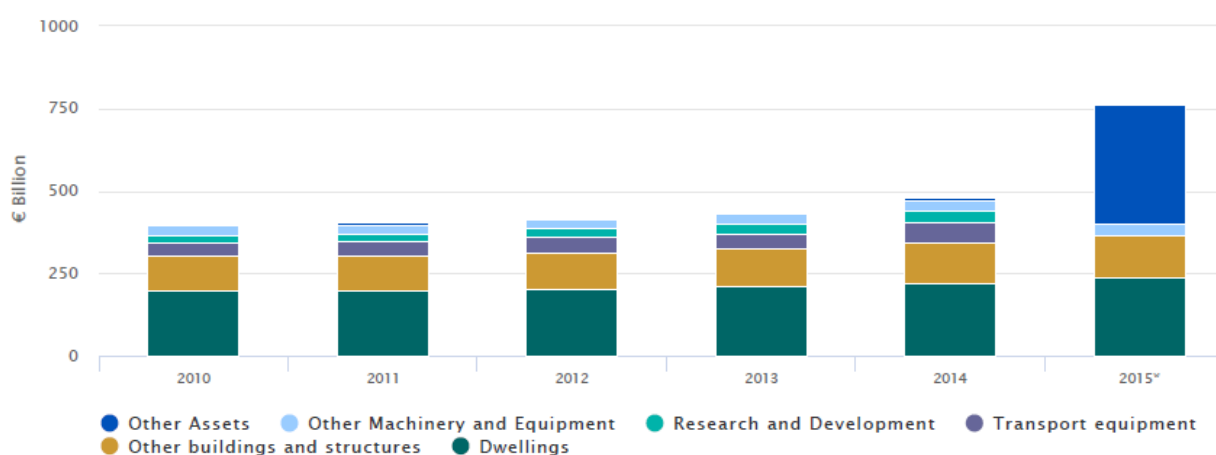
⁸⁴ Ces entreprises étrangères qui, par ailleurs, emploient une fraction faible de travailleurs en Irlande, achètent une série limitée de services dans le pays pour leur développement et la majorité de leur flotte aérienne se situe en dehors des frontières irlandaises.

⁸⁵ En 2015, les importations d'avions en Irlande représentent 17% des importations totales (5% pour les exportations).

⁸⁶ Le stock net de capital fixe déduit des dépréciations et les obsolescences des actifs productifs.

(net) de capital fixe. En effet, pour des raisons de confidentialité (et afin d'éviter d'associer la responsabilité de l'augmentation significative du stock de capital fixe à quelques entreprises spécifiques seulement), les catégories recherche et développement ainsi que équipements de transports⁸⁷ ont été, dans les statistiques de 2015, supprimées et regroupées sous une même catégories *autres immobilisations*. Le graphique 9 montre qu'à elles seules, les immobilisations de cette catégorie s'élevaient à 356 milliards d'euros en stock net de capital fixe à la fin de l'année 2015, soit 47% du stock net de capital fixe total (21% en 2014) (Estimates of the Capital Stock of Fixed Assets, CSO Ireland, 2016, pp. 1-2).

Graphique 9 : Stock net de capital fixe (à prix courants) par catégorie d'immobilisations de 2010 à 2015 (en milliards d'euros) *



Source : Estimates of the Capital Stock of Fixed Assets, CSO Ireland (2016, p. 2).

* En 2015, la catégorie Other assets comprend la recherche et développement et l'équipement de transport. Le CSO Ireland agrège ces deux catégories sous une seule afin d'éviter d'associer la responsabilité de l'augmentation significative du stock de capital fixe à quelques entreprises spécifiques dans ces secteurs.

Cette forte augmentation du stock de capital fixe en Irlande implique également une augmentation de la consommation de capital fixe (ou dépréciation) qui, en 2015, dépasse le niveau de formation de capital fixe brut, et qui a plus que doublé entre 2014 et 2015, passant de 31 milliards d'euros en 2014 à un peu moins de 62 milliards d'euros en 2015. Représentant un peu moins de 16% du PIB en 2014, les dépréciations s'élèvent à plus de 24% du PIB nominal en 2015. La consommation de capital fixe de la catégorie autres immobilisations (regroupant donc les immobilisations de recherche et développement ainsi que les équipements de

⁸⁷ De manière logique, ces deux catégories correspondent aux immobilisations qui ont été rapatriées et/ou reclassifiées en masse en Irlande.

transports) s'élève à 48 milliards d'euros, soit 77% de la consommation de capital fixe totale en 2015. Cela révèle donc l'impact qu'on eu les dépréciations de ces nouvelles immobilisations rapatriées ou reclassifiées en Irlande sur l'augmentation du PIB irlandais en 2015⁸⁸. A nouveau, il n'est pas possible de connaître la part de la contribution de chacune des deux catégories (recherche et développement ainsi que les équipements de transports) dans le total des 48 milliards d'euros (constituant 77% de la consommation de capital fixe totale en 2015). Le tableau 10 ci-dessous montre l'évolution de la part du volume des consommations de capital fixe (ou dépréciation) du stock de capital fixe dans le PIB (nominal) de l'Irlande entre 2014 et 2015 (National Accounts and Balance of Payments FAQ, CSO, 2017).

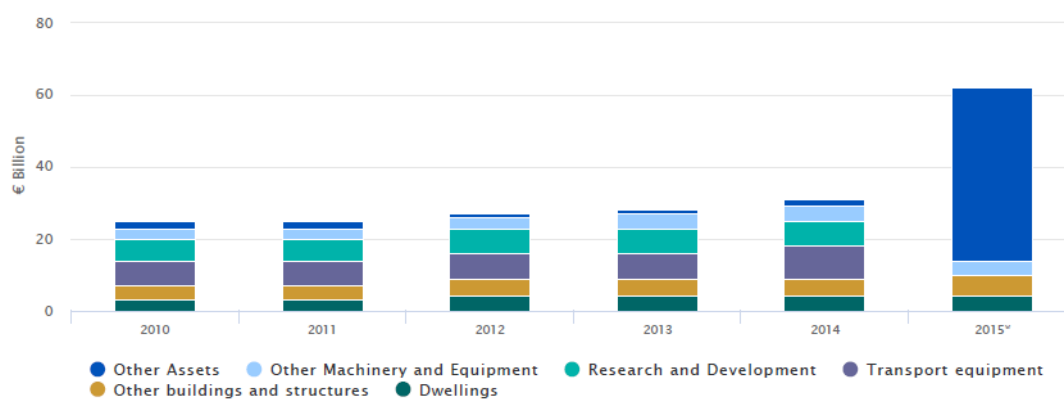
Tableau 10 : Evolution de la part du volume (exprimé en millions d'euros) des dépréciations du capital fixe dans le PIB (nominal) de l'Irlande entre 2014 et 2015.

Year	GDP	of which Depreciation
2014	193,160	30,891
2015	255,815	61,558
Difference	62,655	30,667
Change	32.4%	

Source : National Accounts and Balance of Payments FAQ, CSO (2017, p. 2).

De plus, le graphique 10 suivant montre la part significative des dépréciations liées aux deux catégories d'immobilisations (recherche et développement et équipements de transport) dans le total des dépréciations en 2015 ainsi que leur évolution depuis 2010.

Graphique 10 : Consommation de capital fixe par catégorie (en milliards d'euros, à prix courants) entre 2010 et 2015.



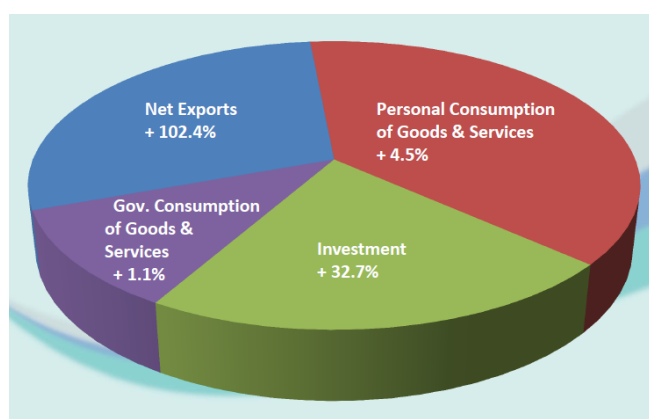
Source : Estimates of the Capital Stock of Fixed Assets, CSO Ireland (2016, p. 2).

⁸⁸ Les chiffres utilisés sont exprimés à prix courant.

2.1.2 Les exportations nettes

La section suivante tente de déterminer les causes à l'origine de l'augmentation inédite du niveau des exportations et montre par ailleurs qu'il existe un lien, sur long terme, entre l'augmentation du stock de capital fixe d'immobilisations incorporelles en Irlande en 2015 et l'augmentation des exportations nettes. Le graphique 11 ci-dessous révèle la croissance spectaculaire des exportations nettes en Irlande (+102,4%) au cours de l'année 2015.

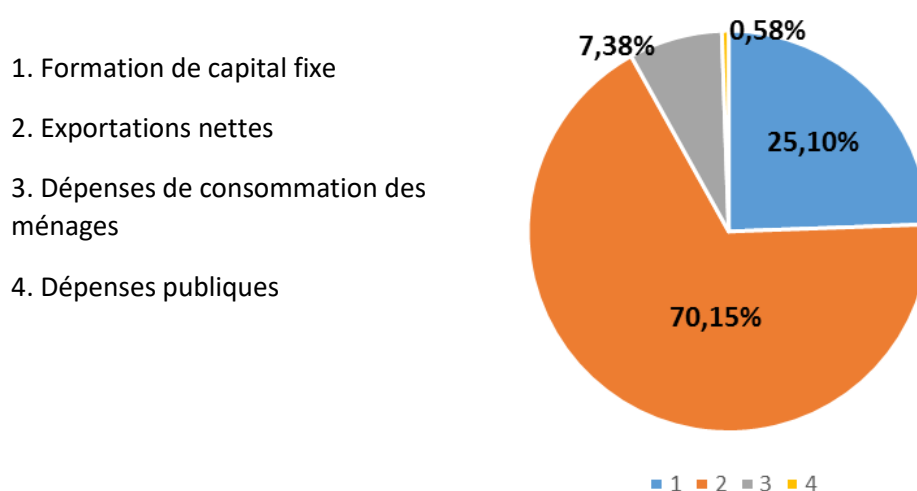
Graphique 11 : Niveau des composantes du PIB exprimées en proportion de celui-ci ainsi que leur taux de croissance (en %) en 2015.



Source : National Income and Expenditures, CSO Ireland, (2016, p. 12).

Plus intéressant encore, le disque ci-dessous montre la part de l'augmentation de chaque composante dans l'augmentation totale du PIB en 2015.

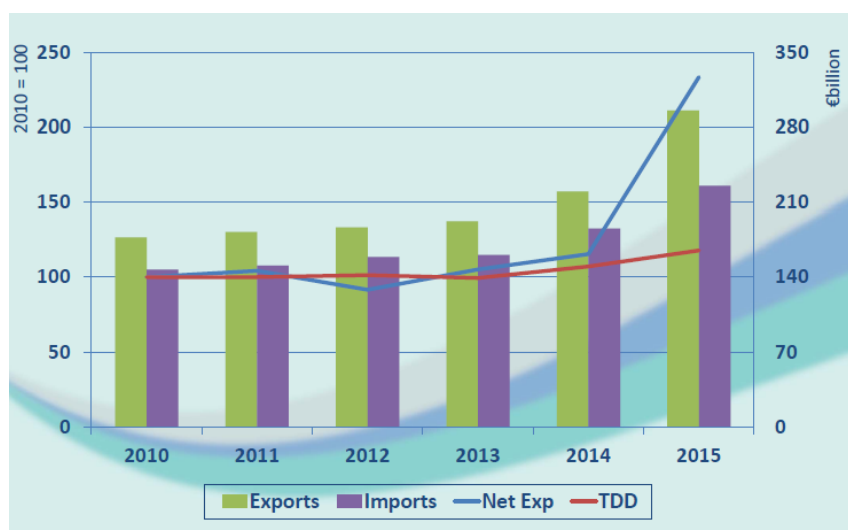
Graphique 12 : Part de l'augmentation de chaque composante dans l'augmentation totale du PIB en 2015 (en %).



Source : Quarterly National Accounts, CSO Ireland, (2016, p. 4), calculs de l'auteur.

En 2015, le volume des exportations⁸⁹ s'élève à 295,2 milliards d'euros, soit une augmentation de 34,5% par rapport à 2014. Le volume des importations s'élève à 225,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 21,7% par rapport à 2014. Dès lors, le volume des exportations nettes s'élève en 2015 à 70,1 milliards, soit une augmentation de 102,8% par rapport à l'année précédente. En 2015, les exportations nettes représentent 28,8% du PIB (17,9% en 2014) et ont augmenté, en volume, de 35,5 milliards d'euros. Lorsque l'on sait que le PIB a augmenté de 50,7 milliards d'euros en 2015, il apparaît évident que l'augmentation des exportations a joué un rôle clé dans cette augmentation. Plus précisément, ces sont les exportations de biens qui ont été les plus significatives, contribuant à plus de 84% de l'augmentation totale des exportations en 2015. Les produits chimiques, pharmaceutiques et produits dérivés sont les produits exportés qui ont le plus augmenté entre 2014 et 2015. Quarterly National Accounts, CSO Ireland, 2016, p. 4). Le graphique 13 ci-dessous l'évolution du niveau des exportations nettes en Irlande et révèle également que les exportations ont significativement plus augmenté que les importations en 2015.

Graphique 13 : Evolution des exportations nettes par rapport au niveau des exportations et des importations en Irlande entre 2010 et 2015 (en milliards d'euros).



Source : National Income and Expenditures, CSO Ireland, (2016, p. 15).

* 2010 = 100

* TDD : demande domestique totale

⁸⁹ Le volume des exportations est calculé à prix constants (corrigés de l'augmentation des prix).

a. Contract manufacturing

Une grande part des exportations de biens enregistrées en Irlande ont été réalisées sous le principe du *contract manufacturing*, pratique très courante utilisée par de nombreuses multinationales ayant une filiale (et qui se sont, pour certaines d'entre elles, domiciliées récemment) en Irlande et dont l'impact sur le volume des exportations et sur les chiffres de la croissance irlandaise en 2015 a été significatif.

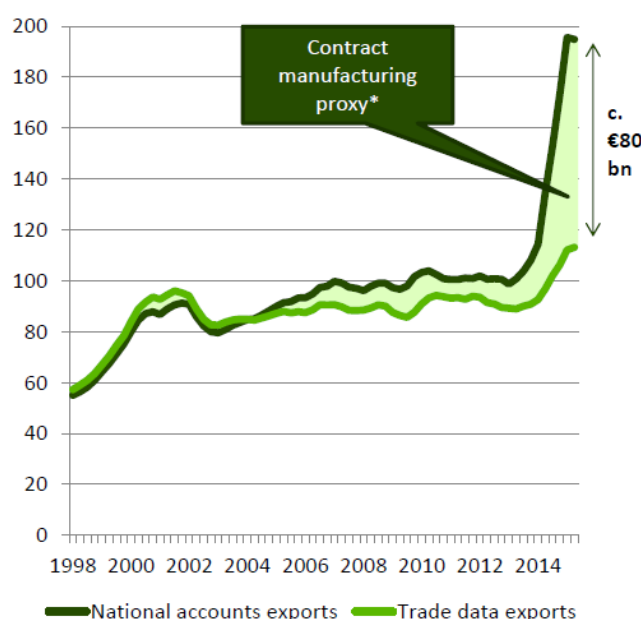
En effet, le *contract manufacturing* est pratiqué lorsqu'une entreprise basée en Irlande (dans ce cas-ci) commande à une autre entreprise située à l'étranger la production de biens en son nom. Les produits peuvent être nouveaux ou déjà produits auparavant par l'entité irlandaise. Les moyens de production utilisés pour la fabrication du produit sont détenus par l'entité irlandaise. L'entreprise étrangère fournit donc un service de production à l'entité irlandaise et ne deviendra jamais propriétaire de ce produit. Une fois que la fabrication du produit est finie, il est ensuite vendu à l'étranger de sorte que le produit ne rentre (et donc ne sortira) jamais en (de) Irlande et n'implique donc aucune production physique en Irlande.

Comme pour les entreprises de leasing d'avions, selon les nouvelles réglementations NEC 2010, les biens produits dans un pays étranger mais détenus par une multinationale basée en Irlande et qui sont ensuite directement revendus dans un autre pays étranger doivent être enregistrés dans les comptes nationaux en Irlande, alors même que ces biens n'ont pas été produits ni transité en Irlande (l'unique condition étant que la multinationale basée en Irlande doit être détentrice des biens produits). Concrètement, cela signifie que la vente du produit dans un pays étranger est dorénavant enregistrée en Irlande en tant qu'exportation. Sous cette nouvelle réglementation, l'activité de *contract manufacturing* a gonflé artificiellement le niveau des exportations dans les comptes nationaux en Irlande. En effet, cette augmentation du niveau des exportations de biens produits par des entreprises étrangères pour le compte d'une entité irlandaise se traduit par une différence notable, en 2015, entre les statistiques d'échanges commerciaux pour les exportations (qui mesurent uniquement les sorties physiques de biens) et les chiffres d'exportation enregistrés dans les comptes nationaux (*Contract Manufacturing*, CSO, 2015, pp. 1-2 ; Fitzgerald, 2015, pp. 12-16).

Le graphique 14 ci-dessous montre la différence, en 2015, entre le niveau d'exportation de biens enregistré dans les statistiques commerciales et celui enregistré dans les comptes nationaux (sous exportations de biens et services). L'écart, qui s'élève à plus de 80 milliards d'euros selon les estimations du National Treasury Management Agency Ireland (2016), représente la

production de biens exportés sous le *contract manufacturing*. Plus précisément, les statistiques du CSO Ireland indiquent que le niveau des exportations de biens (dans les comptes nationaux) s'élève à 195,5 milliards d'euros tandis que les statistiques d'échanges commerciaux affichent un niveau de 111,1 milliards d'euros, soit une différence de 84,5 milliards d'euros (différence, en 2014, de « seulement » 21,7 milliards d'euros)⁹⁰.

Graphique 14 : Différence, en 2015, entre le niveau d'exportations enregistré dans les statistiques commerciales et celui enregistré dans les comptes nationaux (sous exportations de biens et services) en milliards d'euros.



Source : National Treasury Management Agency Ireland (2016, p. 13).

Alors que le niveau des exportations est gonflé par la pratique du *contract manufacturing* sous la nouvelle législation NEC 2010, les services de production⁹¹, les matériels et transports utilisés pour la production des biens (autrement dit, ce que l'entité irlandaise paie à l'entreprise étrangère pour la production des biens) sont dorénavant également enregistrés en tant qu'importation dans les comptes nationaux irlandais. De plus, le paiement des redevances d'entités irlandaises vers leur maison mère a aussi fortement augmenté et contribué aux importations de services. Il est cependant difficile de séparer la contribution respective des entités irlandaises de multinationales pratiquant le *contract manufacturing* de celles effectuant réellement leurs activités en Irlande et payant aussi des redevances à leur maison mère. Dans

⁹⁰ Exprimés en prix courants.

⁹¹ Le paiement effectué par l'entité irlandaise à l'entreprise étrangère qui produit le bien.

tous les cas, cette forte augmentation des exportations des biens, couplée à une augmentation des importations de services a engendré une croissance de la balance commerciale des biens alors que la balance commerciale des services est négative en 2015. Ce sont donc ces deux composantes du PIB - exportations de biens et importations – qui ont fortement augmenté dans les comptes nationaux suite à cette nouvelle comptabilisation (et également suite à une augmentation générale de ces activités de *contract manufacturing* en 2015⁹²). Néanmoins, le résultat économique net qui correspond à la différence entre les exportations (qui ont beaucoup plus augmenté en valeur) et les importations est positif⁹³ et a fortement contribué à l'augmentation du PIB (Joebges, 2017, p. 5).

- b. Rapatriement d'immobilisations incorporelles vers l'Irlande par un petit nombre de multinationales : un effet sur le long terme.

Comme déjà expliqué précédemment, un petit nombre de multinationales (spécialisées principalement dans les secteurs informatique et pharmaceutique) transfèrent, en 2015, depuis l'étranger une part importante de leurs immobilisations incorporelles vers leur(s) entité(s) irlandaise. En 2015, le rapatriement d'immobilisations incorporelles vers l'Irlande a gonflé les volumes de l'investissement mais cette augmentation a été compensée par une augmentation des importations d'actifs incorporels dans le même temps, ce double effet étant donc neutre sur l'augmentation du PIB.

Cependant, sur le long terme, le lien entre l'augmentation du niveau de stock de capital fixe d'immobilisation incorporelles en 2015 et celle des exportations nettes dans les années futures peut s'expliquer par le fait que les exportations de biens sont largement dominées par les entités irlandaises de ces multinationales vers lesquels de nombreux actifs incorporels ont été relocalisés en 2015 (et qui s'est donc traduit par cette forte augmentation du stock de capital en Irlande au cours de cette même année). Cela signifie que les entités irlandaises nouvellement détentrices des brevets et qui exportent des produits brevetés ne doivent plus reverser de redevances à une autre entité du groupe pour la production de ces produits, réduisant ainsi leurs importations de services et augmentant donc les exportations nettes totales. De plus, les entités qui détiennent désormais la propriété intellectuelle de l'entreprise peuvent facturer les autres filiales étrangères pour la fabrication de produits brevetés sous la forme d'exportations de

⁹² L'augmentation des activités sous *contract manufacturing* peut être associée, en partie, à la redomiciliation de certaines multinationales en Irlande qui utilisent couramment cette pratique.

⁹³ Le prix de vente du bien exporté (enregistré comme exportation) est généralement plus élevé que les coûts de production (enregistrés comme importation).

services, ce qui fait également augmenter les exportations nettes en Irlande (toutes choses égales par ailleurs) (FMI, 2017, p. 43).

L'augmentation du volume de ces actifs intangibles a fait augmenter, en 2015, les mesures des ratios liés à la demande domestique (notamment augmentation de la demande en importation) et au niveau d'investissement, modifiant ainsi leur relation avec la production et l'emploi créés sur le marché domestique (ESRG, 2016, p. 11).

2.2 Mesures alternatives au PIB / PNB

La section précédente a montré que la forte croissance du PIB en 2015, fortement liée à l'augmentation des exportations a été artificiellement gonflée par les activités des multinationales qui ont rapatrié dans leurs entités irlandaises une partie de leurs immobilisations (in)corporelles et ont produit leurs biens sous le principe du *contract manufacturing*, alors que sont mises en place les nouvelles règles de comptabilisation des transactions commerciales qui adoptent une approche basée sur la propriété des biens produits. Cette analyse des facteurs à l'origine de la croissance économique en Irlande montre la nécessité d'interpréter les chiffres de croissance avec précaution et de les distinguer de la performance économique réelle de l'Irlande. Cette seconde partie a pour objectif de présenter et d'expliquer certaines mesures alternatives qui tentent de déterminer la croissance *réelle* de l'Irlande au cours de l'année 2015.

2.2.1 Produit national net

Le PIB ainsi que le PNB mesurent l'activité économique en prenant en compte la part des dépréciations des capitaux fixes, dont le niveau a fortement augmenté en 2015. Néanmoins, de nombreuses entreprises, détentrices de ces capitaux qui ont été rapatriés et enregistrés dans les comptes nationaux irlandais, exercent peu d'activités en Irlande en termes d'emploi alors que leurs profits sont rapatriés à l'étranger (ex : sociétés de leasing d'avions). De plus, le rapatriement massif d'immobilisations incorporelles comme les brevets et licences vers les entités irlandaises de multinationales en 2015 n'a pas impliqué des créations d'emplois et une augmentation de leurs activités domestiques dans les mêmes proportions. Ainsi, le Central Statistics Office (Irlande), dans un rapport publié en mars 2017, utilise le produit national net (PNN) qui correspond au PNB duquel ont été déduits les dépréciations des capitaux fixes enregistrés en Irlande. Par conséquent, le PNN permet de mesurer l'activité économique en

prenant en compte le montant des dépréciations des capitaux fixes (c'est-à-dire en les déduisant du niveau total) et en retirant le montant des profits réalisés par des entreprises en Irlande et qui finalement sont rapatriés à l'étranger. En d'autres mots, le PNN permet de capturer la performance de l'activité économique du pays en écartant les nombreux effets de la globalisation sur l'économie irlandaise (National Accounts and Balance of Payments FAQ, CSO, 2017).

Le tableau 11 suivant montre que le taux de croissance du PNN (en terme nominal) entre 2014 et 2015 est de 6,4%, soit 26% de moins que la croissance du PIB nominal entre 2014 et 2015. L'utilisation alternative de cet indicateur économique laisse supposer une croissance de l'activité économique en 2015 nettement moins spectaculaire, même si toutefois bien réelle.

Tableau 11 : Taux de croissance du PNN (NNP en anglais) en comparaison à ceux du PIB et PNB entre 2014 et 2015 (en millions d'euros).

Year	GDP	of which Depreciation	Net Factor Flows	GNP	NNP
2014	193,160	30,891	-29,715	163,445	132,554
2015	255,815	61,558	-53,173	202,642	141,084
Difference	62,655	30,667	-23,458	39,197	8,530
Change	32.4%			24.0%	6.4%

Source : National Accounts and Balance of Payments FAQ, CSO (2017, p. 2).

2.2.2 La production nette totale et la demande domestique

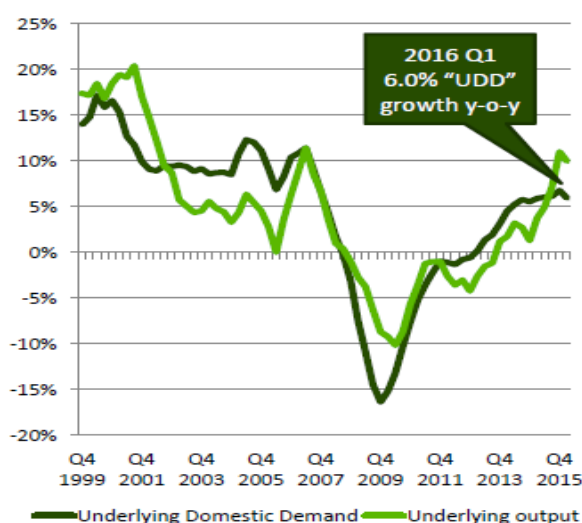
Le National Treasury Management Agency Ireland développe également, dans un rapport de juillet 2016, deux mesures alternatives construites de manière à éliminer les effets de distorsion qu'engendrent les activités des multinationales sur la mesure de la croissance. Ainsi, la demande domestique révisée (à prix courants) comprend la consommation privée, la consommation publique ainsi que l'ensemble des investissements desquels ont été déduits les immobilisations incorporelles et les transports d'équipement⁹⁴. Celle-ci aurait alors augmenté d'environ 6% en 2015 mais montre que l'économie irlandaise croît, de manière indéniable.

De plus, la production nette totale révisée inclut une mesure alternative du niveau des exportations nettes. Celles-ci éliminent dans leur calcul la part des exportations de biens

⁹⁴ Catégories qui avaient été les principales sources d'augmentation du stock de capital fixe en Irlande en 2015 et qui avaient engendré une part importante de la forte augmentation du volume des dépréciations.

produits sous le *contract manufacturing* en 2015⁹⁵ ainsi que les revenus de leasing⁹⁶, paiements de redevances, services de recherche et développement et transactions de services informatiques. Toutes ces transactions ont en effet gonflé (artificiellement) le niveau des exportations et des importations et ont été réalisées très largement par des multinationales. Cette nouvelle croissance révisée (du niveau d'exportation et d'importation) s'élève ainsi à 11% à la fin de l'année 2015 (en termes nominaux), comme l'indique le graphique 15.

Graphique 15 : Taux de croissance de la demande domestique et de la production nette totale révisées entre 1999 et 2015 (en %).



Source : National Treasury Management Agency Ireland (2016, p. 14)

2.3 Indicateurs économiques de l'activité domestique irlandaise

Cette troisième partie analyse et compare l'évolution de mesures liées à l'activité domestique irlandaise entre la situation économique en 2015 et celle d'avant la crise financière de 2008 et tente ainsi de mesurer la réelle performance économique de l'Irlande de ces dernières années. Elle compare également les mesures de ces différents indicateurs économiques avec les tendances générales dans l'Union Européenne au même moment. Cette troisième partie a pour objectif d'établir un bilan de l'évolution de l'activité économique domestique en Irlande au cours de ces dernières années afin de déterminer, par la suite, jusqu'à quel point l'ensemble de la population irlandaise a bénéficié de la reprise économique de l'Irlande depuis la crise

⁹⁵ Voir Tableau 24: *contract manufacturing proxy*.

⁹⁶ Revenus perçus par les sociétés de leasing d'avions établies en Irlande en tant que services d'exportation pour les transactions réalisées à l'étranger par ces sociétés.

financière de 2008 en se concentrant sur les mesures des niveaux des revenus et de consommation ainsi que sur l'évolution du marché du travail et de ses composantes en Irlande.

2.3.1 Emploi

Le niveau d'emplois domestiques fait partie de l'un des indicateurs économiques qui permet de déterminer l'ampleur de la reprise économique réelle de l'Irlande. L'augmentation de l'emploi, en période de reprise économique, est l'un des meilleurs moyens pour redistribuer l'ensemble des bénéfices de cette reprise à l'ensemble de la population active, exploiter les talents et les compétences des travailleurs et réduire efficacement l'inégalité des revenus. Entre 2007 et 2012, l'Irlande subit la crise financière et économique de plein fouet et l'emploi total en Irlande⁹⁷ diminue de plus de 14,7% entre 2007 et 2012. Les secteurs industriels et agricoles sont les plus touchés. Entre 2012 et 2015, l'emploi reprend significativement et augmente de 6% (entre 2014 et 2015, il augmente de 2,6%). Depuis 2012, le taux de chômage est passé de 15,2% à 8,9%⁹⁸. L'Irlande se situe donc en 2016 dans la moyenne européenne. En effet, le taux de chômage au sein des 28 Etats membres passent sous la barre des 9% à la fin de l'année 2015 avec, malgré tout, de fortes disparités entre les pays (Eurostat, 2017).

Cependant, malgré cette reprise certaine de l'emploi depuis 2012, le nombre de personnes, en 2015, qui ont un emploi est encore en-dessous du niveau d'avant la crise financière de 2008 et les bénéfices du retour de la croissance en Irlande au niveau de l'emploi ont fortement varié selon les régions. En effet, les disparités entre les régions et les secteurs sont importants, révélant ainsi le caractère quelque peu asymétrique (et encore fragile) de la reprise économique de ces dernières années.

a. Régions

Dublin a connu la plus forte croissance d'emplois (plus de 70 000 emplois de plus sur un total de 200 000 au niveau national) et affiche en 2016 un taux de chômage de 7,5%. La capitale irlandaise atteint, en 2016, les niveaux d'emploi les plus proches de ceux qu'elle affichait avant la crise (écart de 19000 emplois). En revanche, les régions frontalières du nord et de l'ouest sont encore très éloignées de leurs pics antérieurs. En 2016, la région frontalière (nord-est de l'Irlande) est celle qui enregistre encore la moins forte progression d'emploi par rapport à l'année 2007 et affiche un taux de chômage de 10%. Le tableau 12 ci-dessous montre

⁹⁷ Emploi total de la population résidente âgée entre 15 et 64 ans.

⁹⁸ Voir annexe 13 pour l'évolution du taux de chômage entre 1998 et 2016 à Dublin et dans le reste du pays.

l'évolution de niveau d'emploi entre 2007 et 2012. Dublin est la région dont la diminution de l'emploi a été la moins forte. D'autres régions comme le sud-ouest connaissent également une reprise significative de l'emploi entre 2015 et 2016. Ce tableau souligne la forte disparité entre les différents niveaux d'emploi selon les régions et révèle que certaines régions connaissent une reprise économique plus significative (ou subissent les effets de la crise de manière moins forte).

Tableau 12 : Evolution du niveau d'emploi entre 2007 et 2012 (en milliers d'individus âgés de plus de 15 ans et en %) selon les régions en Irlande.

	2007 Q3 (000)	2012 Q3 (000)	2016 Q3 (000)	Employment growth 2007 -2012 (%)	Employment growth 2007 -2016 (%)	Employment growth 2015Q3-2016 Q3 (%)
State	2169.6	1841.3	2040.5	-15.1	-6.0	2.9
Dublin	640.5	548.4	621.5	-14.4	-3.0	2.6
South-East	225.9	183.8	215.1	-18.6	-4.8	3.7
South-West	317.4	274.9	299.1	-13.4	-5.8	4.4
Midland	127.7	105.3	120.1	-17.5	-6.0	0.8
Mid-East	255.6	223.5	239.5	-12.6	-6.3	3.6
Mid-West	173.4	150.9	162.4	-13.0	-6.3	3.2
West	207.2	181.9	186.4	-12.2	-10.0	3.4
Border	221.9	172.4	196.3	-22.3	-11.5	0.5

Source : NERI Research inBrief Ireland (2016, p. 2)

b. Secteurs

Le secteur industriel, principal contributeur à la croissance de la productivité et second plus large secteur pourvoyeur d'emplois subit encore, à la fin de l'année 2015, une reprise difficile, surtout dans la région frontalière du nord, où il y a toujours plus de 25% d'emplois en moins en 2016, en comparaison au niveau de 2007. Ayant diminué de plus de 23,2% entre 2007 et 2012, l'emploi dans le secteur industriel augmente de 10% entre 2012 et 2016⁹⁹. Le niveau d'emploi en 2016 reste encore en deçà du celui de 2007 de plus de 18%. Le secteur des hébergements et de services de restauration connaît une augmentation de 2,1% de l'emploi entre 2012 et 2016, principalement stimulée par les régions de Dublin, de l'ouest et du sud-est. Son niveau reste malgré tout également en deçà de celui de 2007. Le secteur de la construction, qui avait connu une chute considérable du niveau d'emploi de plus de 63,6% entre 2007 et 2012, connaît également une augmentation de l'emploi, dans l'ensemble des régions, d'environ 37%. Le

⁹⁹ Données en avril de chacune de ces années.

secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques a connu une augmentation significative de l'emploi dans les régions du centre-est et du sud-est (20% et 50% respectivement) mais la croissance de l'emploi est restée faible ailleurs (augmentation totale de 6,4% entre 2012 et 2016).

C'est dans le secteur des TIC¹⁰⁰ que l'augmentation de l'emploi est la plus remarquable dans le sens où celui-ci augmente de façon continue, entre 2007 et 2016, de 26%. C'est à Dublin que la croissance a été la plus forte avec plus de 10 000 emplois créés sur un total 19 000 entre 2007 et 2016. De manière générale, la proportion d'emplois créés à Dublin dans les secteurs des TIC, scientifique, financier et de l'immobilier (secteurs où les salaires et les qualifications sont plus élevés) est bien plus forte que dans le reste du pays. Cette évolution du niveau d'emploi dans ce secteur est révélatrice du rôle important des activités des multinationales en Irlande : nombre d'entre elles sont en effet spécialisées dans les secteurs de services et programmes informatiques et de communication et sont, pour la plupart, établies à Dublin. Les filiales de multinationales étrangères représentent, en 2015, un peu plus de 25% de l'emploi total¹⁰¹. Cela montre à la fois la force de la reprise de l'économie irlandaise (pouvoir d'attraction d'entreprises étrangères qui créent des emplois en Irlande) mais également ses faiblesses (un changement de politique fiscale ou de contexte économique pourrait décourager ces entreprises étrangères, dont l'économie irlandaise est très dépendante, de continuer à investir dans le pays).

Par ailleurs, alors que Dublin connaît un retour important de vagues d'immigration (augmentation de sa population de plus de 5,7% depuis 2011 avec une immigration nette d'environ 8 000 individus), certaines régions rurales dans l'ouest subissent des émigrations encore significatives. Une telle situation dans la capitale irlandaise contraste avec celle dans d'autres régions comme le Donegal où la population a diminué de 1,5% par rapport à une moyenne nationale positive de 3,7%, toujours sur la période 2011 - 2016. D'autres provinces comme le Mayo et le Sligo ont connu une augmentation naturelle de leur population mais un déclin démographique général dû aux vagues successives d'émigration après la crise de 2008 (NERI Research inBrief Ireland, 2016, pp. 1-4 ; Employment Statistics, CSO Ireland, 2017 ; Foreign Direct Investment in Ireland, CSO Ireland, 2015 ; Eurostat, 2017).

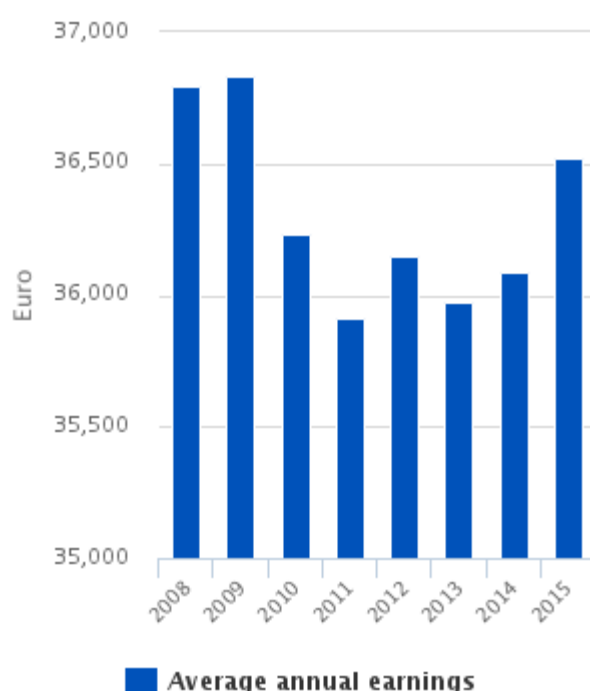
¹⁰⁰ *Technology, information and communication.*

¹⁰¹ Moyenne d'environ 15% à l'échelle européenne (UE 28).

2.3.2 Salaires horaires moyens

Comme expliqué précédemment, le niveau de l'emploi a connu une reprise depuis 2012 (associée donc à une baisse du niveau du chômage). Par conséquent, cela a permis une (légère) reprise de la croissance des salaires depuis 2013. Le graphique 16 suivant montre que le salaire annuel moyen s'élève à 36 519 euros en 2015¹⁰², une augmentation de 1,2% par rapport à 2014 (en comparaison avec une augmentation annuelle de 0,3% entre 2013 et 2014) (OCDE, 2015, p. 11 ; CSO Ireland, 2016, p.12).

Graphique 16 : Evolution du niveau du salaire annuel moyen (en euros) en Irlande.



Source : Earnings and Labour Costs Annual, CSO Ireland (2016, p.12)

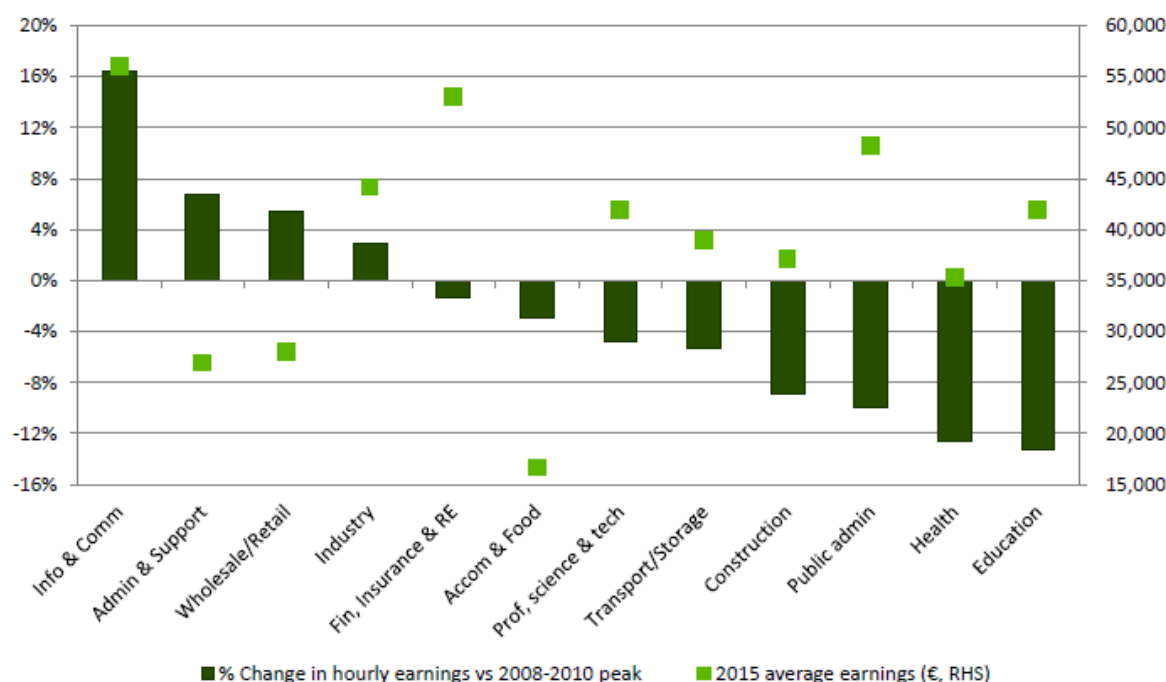
L'Irlande est proche de la moyenne européenne : entre 2014 et 2015 le niveau du salaire annuel moyen augmente de 1,36% dans l'Union Européenne (après une baisse, la plus forte de cette période, de 0,44% entre 2011 et 2010)¹⁰³ (OCDE, 2017). Néanmoins, malgré cette augmentation notable, le niveau du salaire annuel moyen en Irlande reste en dessous du niveau de 2008. De plus, il existe encore d'importantes disparités selon les secteurs de l'économie irlandaise. Le graphique 17 ci-dessous montre les différences, selon les secteurs,

¹⁰² Emplois à plein temps et à temps partiel confondus.

¹⁰³ Salaire annuel moyen (UE) exprimé en dollars en prix courants de 2016. Les paramètres de mesure pour la moyenne européenne (OCDE) sont légèrement différents de ceux utilisés par le Central Statistics Office Ireland. Cette moyenne (qui cache également des disparités très importantes) a donc pour objectif de donner une idée générale de comparaison par rapport à la progression des pays voisins de l'Irlande.

dans l'évolution du niveau du salaire horaire entre 2008 et 2015. Alors que le secteur des TIC a connu une augmentation de plus de 16% du niveau du salaire horaire depuis la fin des années 2000, le secteur de l'éducation a subi une baisse d'environ 13%. Par ailleurs, le salaire moyen annuel en 2015 varie fortement selon les secteurs.

Graphique 17 : Evolution du niveau du salaire horaire entre 2008 et 2015 (en %) et salaire annuel moyen (en euro) en 2015, selon les secteurs.



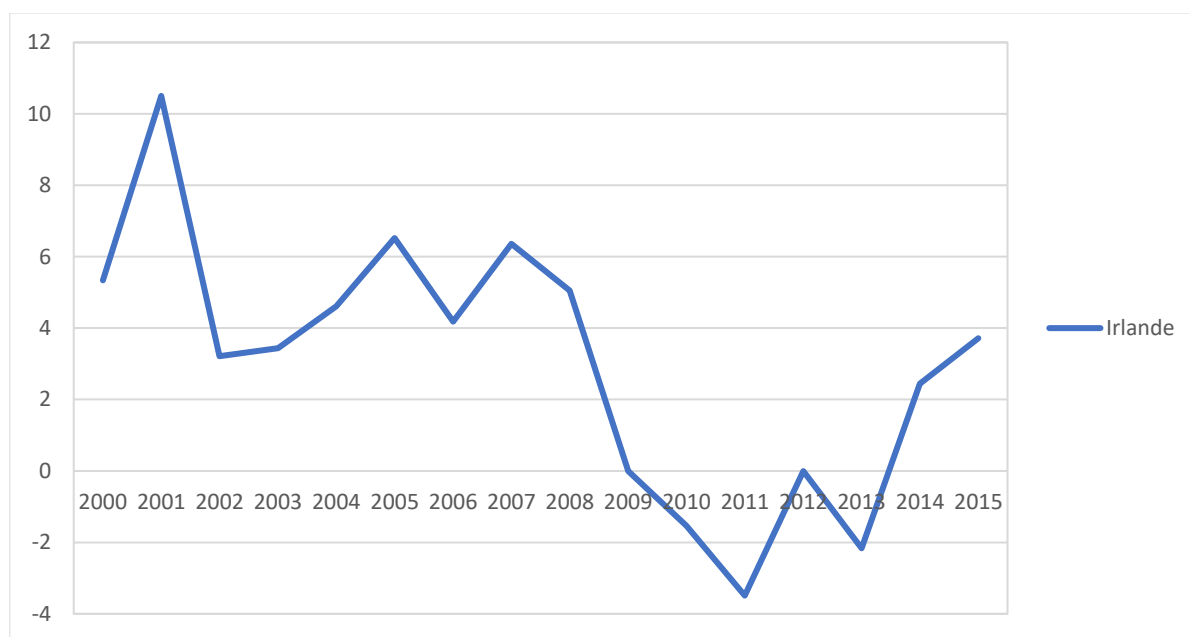
Source : National Treasury Management Agency Ireland, (2016, p. 21)

2.3.3 Revenu disponible des ménages et par habitant.

L'augmentation générale du niveau des salaires (liée à l'augmentation de l'emploi depuis 2012), couplée à une inflation faible, a mené à une augmentation du revenu disponible des ménages à partir de 2014, après plus de cinq années de baisse, comme l'indique le tableau 30 (OCDE, 2017). Néanmoins, le niveau du revenu disponible par habitant qui s'élève en 2014¹⁰⁴ à 19 178 euros reste en dessous du niveau du pic de 2007 (21 107 euros), soit 10% de moins. Cela s'explique, en partie, par la charge fiscale importante qui pèse toujours sur les foyers (FMI, 2016, p. 10).

¹⁰⁴ Année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles.

Graphique 18 : Evolution du taux de croissance (en %) du revenu disponible des ménages.



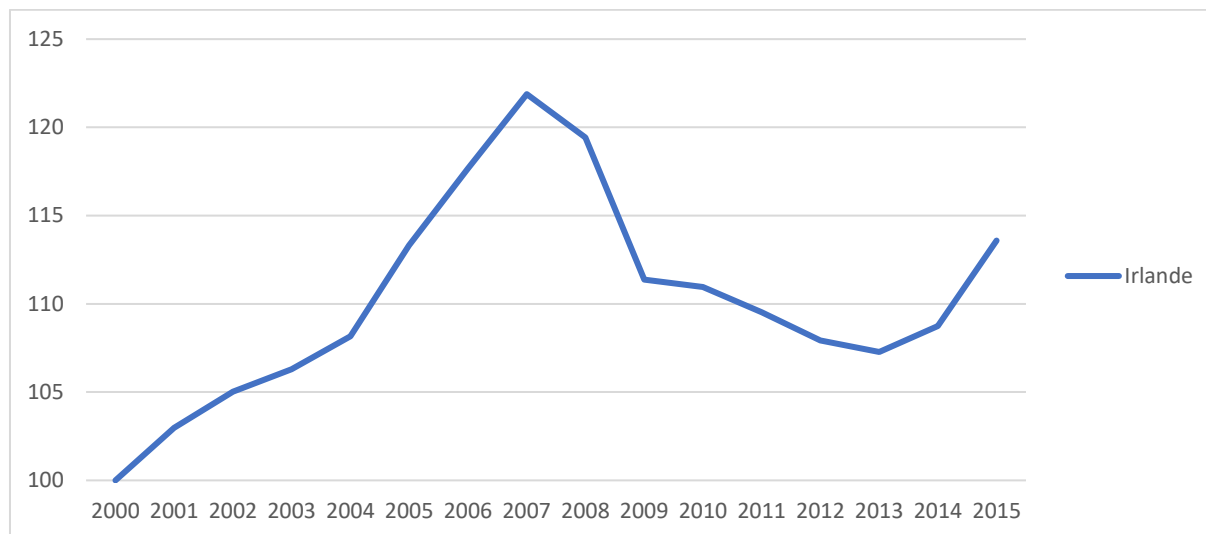
Source : *Household disposable income*, OCDE (2017).

Au l'échelle de l'Union Européenne, après avoir diminué de 1,3% entre 2009 et 2012, le niveau de revenu disponible des ménages repart à la hausse : +3,1% entre 2012 et 2015. Sur cette même période, alors que l'Irlande connaît encore une baisse de 2,1% entre 2012 et 2013, le revenu disponible des ménages repart également fortement à la hausse entre 2013 et 2015 (+6,1%) et dépasse donc la croissance moyenne européenne au bout de ces trois années (OCDE, 2017).

2.3.4 Dépenses de consommation finale des ménages par habitant

Le niveau de dépenses de consommation finale des ménages par habitant est l'un des meilleurs indicateurs pour mesurer le niveau de vie des habitants. Le graphique 19 ci-dessous montre un début d'amélioration de cet indicateur à partir de 2013. Entre 2013 et 2015, les dépenses de consommation finale des ménages par habitant augmentent de 5,9% après une chute vertigineuse, depuis 2007, de plus de 12%. En comparaison, au niveau de l'Union Européenne, les dépenses de consommation finale des ménages par habitant augmentent de 4,6% entre 2013 et 2015 (mais après une baisse beaucoup moins significative de 2,2% depuis 2008) (Banque Mondiale, 2017). Le niveau de ces dépenses en Irlande reste malgré tout à nouveau en deçà de celui atteint en 2007. Cela montre que, même si la reprise économique en Irlande est réelle en 2015, il semble qu'il ne s'agit pas pour autant d'un boom économique spectaculaire.

Graphique 19 : Evolution des dépenses de consommation finale des ménages par habitant (en dollars US constants de 2010) entre 2000 et 2015*.



Source : *Household final consumption expenditure per capita*, Banque mondiale (2017).

* 2000 = 100

Les ventes au détail, indicateur également essentiel dans l'analyse des dépenses des consommateurs, a augmenté, en volume et corrigées des variations saisonnières, de 9,5% en 2015 (augmentation de 8,2% en 2014 et 1,3% en 2013) (Retail Sales Index, CSO Ireland, 2017).

2.3.5 Déficit public et endettement

Le déficit public irlandais est de -4,8 milliards d'euros en 2015, soit 1,9 % du PIB. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à 2014 (-7,2 milliards d'euros en 2014). Une tendance qui s'est confirmée depuis quelques années alors que le déficit public atteignait encore -53,7 milliards d'euros en 2010. Cette nette amélioration du niveau du déficit public est largement due à une augmentation des recettes publiques qui sont passées de 65,7 à 70,5 milliards d'euros en 2015 alors que les dépenses publiques augmentaient de 2,5 milliards d'euros. Les recettes publiques ont augmenté principalement grâce à une augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales (partiellement contrebalancée par une réduction des revenus de placement). Les recettes fiscales sont passées de 46,45 milliards d'euros en 2014 à 50,75 milliards d'euros en 2015 (Government Finance Statistics – Annual, CSO Ireland, 2016).

Alors que le PIB a connu un bond spectaculaire en 2015, la dette publique est restée stable, faisant ainsi passer le taux d'endettement du pays de 105,2% en 2014 à 78,7% en 2015. Etant

donné que les intérêts qu'un pays est contraint de payer sur ses emprunts sont calculés sur base du rapport entre sa dette et son PIB, la forte croissance qu'affiche l'Irlande en 2014 et surtout en 2015 permet au gouvernement irlandais d'emprunter à des taux d'intérêt plus faibles et ainsi lever davantage de fonds pour pouvoir financer l'investissement public (National Treasury Management Agency Ireland, 2016, p. 39).

PARTIE III : Conclusion

1. Une croissance spectaculaire ?

L'analyse de la reprise économique de l'Irlande s'est concentrée sur l'année 2015 au cours de laquelle le taux de croissance a atteint plus de 26% (après une augmentation de 7,8% en 2014). Ce taux de croissance spectaculaire qui fut largement relayé dans les médias irlandais et étrangers pour souligner la forte reprise économique du pays a également fait l'objet de nombreuses remises en question et a révélé, plus que jamais, que les chiffres très élevés de la croissance ont été considérablement impactés par les activités et les investissements réalisés par de nombreuses multinationales étrangères sur le sol irlandais, montrant ainsi le caractère extrêmement globalisé de l'économie irlandaise.

D'une part, le rapatriement d'immobilisations incorporelles par un petit nombre de multinationales et le changement de comptabilisation SEC 2010, qui a engendré la reclassification dans les comptes nationaux de la flotte aérienne détenue par des sociétés de leasing d'avions relocalisées en Irlande, ont fortement contribué à l'augmentation du niveau de capital fixe en Irlande en 2015. Par conséquent, les dépréciations de ces capitaux fixes ont également fortement augmenté (+99,3%), contribuant à l'augmentation du PIB irlandais.

D'autre part, la proportion significative des biens produits sous *contract manufacturing* (pratiqué par de nombreuses multinationales étrangères) dans la forte augmentation des exportations totales - qui s'explique principalement par la mise en place du changement de comptabilisation SEC 2010 - a aussi contribué de manière importante au taux de croissance inédit de 26,3% affiché par l'Irlande en 2015. La diminution des paiements de redevances liés à la relocalisation d'actifs intangibles dans les entités irlandaises de multinationales semble également avoir eu un impact sur le niveau des exportations nettes, mais sur le long terme.

L'analyse des caractéristiques de cette (apparente) forte reprise économique de l'Irlande nous amène à réévaluer la performance réelle de l'activité économique de l'Irlande au cours de ces dernières années. En effet, nombre de ces multinationales qui ont joué un rôle prépondérant dans l'augmentation de la croissance nationale enregistrent en Irlande des nombreux profits générés par des activités (et par une force de travail) réalisées en dehors des frontières irlandaises. Les profits sont par ailleurs, pour la plupart, rapatriés à l'étranger. De plus, de nombreux biens produits et vendus par ces multinationales et enregistrés en tant qu'exportations

en Irlande n'ont en réalité jamais été produits ni transformés en Irlande. Enfin, le rapatriement massif d'immobilisations incorporelles comme les brevets et licences vers les entités irlandaises de multinationales en 2015 (qui a gonflé les chiffres de la croissance) n'a pas impliqué des créations d'emplois et une augmentation de leurs activités domestiques dans les mêmes proportions.

Ces différents facteurs liés aux activités des multinationales en Irlande ont donc eu des effets de distorsion significatifs sur les chiffres de la croissance économique réelle de l'Irlande en 2015 mais également au cours de ces dernières années durant lesquelles l'économie irlandaise semble avoir repris le chemin de la croissance. Des indicateurs économiques comme le PIB et même le PNB semblent dresser un portrait bien trop optimiste de la croissance économique réelle de l'Irlande et ne sont pas adéquats pour mesurer l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des citoyens. Ainsi, l'analyse de certains indicateurs économiques mesurant également la croissance économique mais qui suppriment les effets de distorsions sur la croissance engendrés par les multinationales réévaluent la performance réelle de l'économie irlandaise. Le produit national net qui ne tient pas compte des profits réalisés en Irlande par des entreprises (ou leur filiale) étrangères ni des dépréciations des capitaux fixes affiche, en 2015, un taux de croissance de 6,4% (en terme nominal). Ce taux de croissance semble refléter de manière bien plus adéquate la situation économique réelle de l'Irlande. De plus, une mesure révisée de la production nette totale qui supprime la part des exportations produite sous le principe du *contract manufacturing* affiche une croissance, en 2015, de 11% (en terme nominal).

L'analyse des résultats de ces mesures « alternatives » de la croissance montre que l'élimination des effets de distorsion significatifs des activités des multinationales sur la croissance de l'économie irlandaise engendre une révision à la baisse de la croissance économique réelle de l'Irlande au cours de l'année 2015. Néanmoins, à défaut de révéler un boom spectaculaire de l'économie irlandaise comme certains indicateurs économiques semblaient l'indiquer, ces résultats traduisent malgré tout une reprise économique réelle en Irlande avec des taux de croissance plus élevés que ceux observés dans les autres pays européens (qui ont également été frappés par la crise financière et économique). Le PIB, à l'échelle de l'Union Européenne augmente en 2015 de 2,2%, bien en-dessous des chiffres de la croissance irlandaise, même après que ceux-ci ont été revus à la baisse.

2. Une reprise économique pour tous ?

L'analyse de l'évolution de l'emploi a souligné des disparités importantes selon les secteurs et les régions. Même si l'emploi connaît une reprise depuis 2013, le nombre de personnes au travail est toujours inférieur à celui d'avant la crise. Cela montre que, malgré une reprise certaine de la croissance économique en Irlande, une partie importante des travailleurs souffrent toujours des conséquences économiques néfastes de la crise financière et économique sur le marché du travail (chute du nombre d'emplois, fermeture d'entreprises, perte de compétitivité). Les travailleurs dans les secteurs industriels et de la construction ont été les plus touchés par la crise et sont ceux qui profitent le moins de la reprise économique actuelle, tant le niveau d'emploi dans ces secteurs reste toujours bien en-deçà de celui d'avant la crise. A l'inverse, le nombre de travailleurs dans les secteurs des TIC, dominés par de nombreuses multinationales, a augmenté de façon continue depuis 2007 (+26%) et spécialement à Dublin, où la croissance du nombre d'emplois a été la plus importante. Cette reprise de l'emploi à deux vitesses montre que les travailleurs très qualifiés, à hauts salaires et concentrés dans les grandes villes (dont une part significative sont des émigrés diplômés venant travailler pour des groupes internationaux) sont clairement les gagnants de cette reprise économique alors que ceux travaillant dans des secteurs plus traditionnels et moins ouverts sur les exportations à l'international profitent nettement moins de la reprise économique générale.

De manière générale, alors que le niveau de croissance du PIB explose en 2015, le niveau des salaires, les revenus et la consommation des ménages, malgré une augmentation certaine et souvent plus élevée que la moyenne européenne, sont toujours en deçà des niveaux d'avant la crise. Ces évolutions indiquent que l'ensemble de la population irlandaise n'a pas encore retrouvé son niveau de vie d'avant 2008 et que la reprise de l'activité, même si elle se fait ressentir dans certains domaines d'activité, est pour beaucoup loin d'être spectaculaire et rapide.

L'examen de cette situation économique conduit à remettre en question la stratégie de l'Irlande visant notamment à attirer sur son sol de nombreuses multinationales grâce à un régime fiscal très favorable pour les sociétés. En effet, même si le développement des activités de ces entreprises a, au fil des années, joué un rôle positif sur la croissance de l'emploi et dans le développement de nouveaux secteurs modernes, les retombées économiques pour l'ensemble de la population irlandaise sont plus discutables. La recherche menée dans ce mémoire a montré que le développement des activités et des investissements des multinationales qui ont

considérablement impacté le niveau de la croissance en Irlande n'a souvent pas eu le même effet sur l'évolution des revenus et du niveau de vie de l'ensemble des citoyens, créant une économie à deux (voire plusieurs) vitesses. De plus, la politique fiscale menée délibérément par l'Irlande pour attirer davantage d'investissements étrangers tend à favoriser une forte concurrence fiscale au sein de l'Union Européenne. Nous pouvons dès lors nous interroger à nouveau sur les motivations qui poussent le gouvernement irlandais à persévérer dans une telle politique qui, comme a tenté de le montrer ce mémoire, peut avoir des effets plus contrastés et souvent trompeurs sur l'activité économique réelle de l'Irlande.

Bibliographie

Alfaro, L., Dev, V., & McIntyre, S. (2010). Foreign Direct Investment and Ireland's Tiger Economy (A). *Harvard Business School Case*, 706-007, 1-29.

Angerer, J., Hradiský, M., Magnus, M., Zoppé, A., Ciucci, M., Bordell, J., & Bitterlich, M. (2016). Economic Dialogue with Ireland. *Economic Governance Support Unit*, 1-19.

Baker, T. (1999). The Irish Economy: then, now and next. *Text of Baker's retirement seminar given at The Economic and Social Research Institute*, 2-11.

Banque Mondiale. (2017). Household final consumption expenditure per capita. Consulté en ligne : http://data.worldbank.org/indicator/NE.CON.PETC.CD?name_desc=true

Barker, J., Asare, K., & Brickman, S. (2017). Transfer Pricing As A Vehicle In Corporate Tax Avoidance. *The Journal of Applied Business Research*, 33(1), 9-16. doi : <http://dx.doi.org/10.19030/jabr.v33i1.9863>

Barry, J., (1999). *Understanding Ireland's Economic Growth*. Londres : Macmillan Press LTD.

Barry, J., Bradley, J., & O'Malley, E. (1999). *Understanding Ireland's Economic Growth*. Londres : Macmillan Press LTD

Blanchard, O. (2002). Comments on "Catching Up with the Leaders: The Irish Hare". Préparé pour *the Brookings Panel on Economic Activity*, 1-13.

Central Statistics Office. (2001). Census of Industrial Production. 1-24.

Central Statistics Office. (2016). Contract manufacturing. 1-2.

Central Statistics Office. (2016). Earnings and Labour Costs Annual. *CSO statistical release*, 1-12.

Central Statistics Office. (2016). Estimates of the Capital Stock of Fixed Assets. *CSO statistical release*, 1-10.

Central Statistics Office. (2016). Foreign Direct Investment in Ireland 2015 En ligne <http://www.cso.ie/en/releasesandpublications/ep/p-fdi/fdi2015/ae/>

Central Statistics Office. (2016). Government Finance Statistics - Annual. *CSO statistical release*, 1-2.

Central Statistics Office. (2017). National Accounts and Balance of Payments FAQ. 1-5.

Central Statistics Office. (2000). National Income and Expenditures Annual Results. *CSO statistical release*, 1-12.

Central Statistics Office. (2016). National Income and Expenditure Annual Results. *CSO statistical release*, 1-16.

Central Statistics Office. (2016). QNHS Detailed Employment Series. *CSO statistical release*, 1-19.

Central Statistics Office. (2016). Quarterly National Accounts. *CSO statistical release*, 1-20.

Central Statistics Office. (2016). Redomiciled PLCs in the Irish Balance of Payments. *CSO statistical release*, 1-3.

Central Statistics Office. (2016). Report of the Economic Statistics Review Group (ESRG). 1-49.

Central Statistics Office. (2016). Retail Sales Index. *CSO statistical release*, 1-9.

Department of Finance of Ireland. (2013). Budgetary and Economic Statistics. Consulté en ligne : <http://www.finance.gov.ie/what-we-do/economic-policy/publications/data-statistics/budget-and-economic-statistics-2013>

Department of Finance of Ireland. (2014). Economic impact of the foreign-owned sector in Ireland. 1-30.

Department of Finance. (2013). Ireland's Corporation Tax Strategy. 1-15.

Department of Finance of Ireland. (2016). The Monthly Economic Bulletin October 2016. 1-12.

Durkan, J., Doireann, G., & Harmon, C. (1999). *Understanding Ireland's Economic Growth*. Londres : Macmillan Press LTD.

Eurostat. (2014). Foreign affiliates statistics – FATS. En ligne : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Foreign_affiliates_statistics_-_FATS

Eurostat. (2017). Unemployment by sex and age - annual average. En ligne : http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=une_rt_a&lang=en

Fitzgerald, J. (2015). Problems Interpreting National Accounts in a Globalised Economy – Ireland. *The Economic and Social Research Institute*, 1-28.

Fleming, D. (2016). Irish election: Will voters 'keep the recovery going'? En ligne : <http://www.bbc.com/news/world-europe-35652423>

FronD Monétaire International. (2016). Article Consultation and Fifth Postprogram Monitoring. *IMF Publication Service*, 1-91.

FronD Monétaire International. (2017). *World Economic Outlook, April 2017: Gaining Momentum?* Washington : IMF Publication Service.

Giavazzi, F., Pagano, M. (1990). Can Severe Fiscal Contractions be Expansionary? Tales of Two Small European Countries. *National Bureau of Economic Research*, 5, 75-122

Hanson J., Krakower, H., Mataloni, R., & Pinard, K. (2015). The Effects of Corporate Inversions on the International and National Economic Accounts. *Bureau of Economic Analysis (U.S. Department of Commerce)*, 1-2.

Honohan, P. (2016). Towards a trimmed-GDP concept. 1-6.

Honohan, P., & Walsh, B. (2002). Catching Up with the Leaders: The Irish Hare. *Brookings Papers on Economic Activity*, 33(1), 1-78.

Ipsen, E. (1993). *Ireland Keeps Slugging in the Battle of the Punt*. En ligne : http://www.nytimes.com/1993/01/19/business/worldbusiness/19iht-bux_10.html

Ipsen, E. (1993). *Ireland Keeps Slugging in the Battle of the Punt*. En ligne : http://www.nytimes.com/1993/01/19/business/worldbusiness/19iht-bux_10.html

Joebges, H. (2017). Crisis recovery in a country with a high presence of foreign owned companies - The case of Ireland. *Macroeconomic Policy Institute of the Hans-Böckler-Stiftung*, 1-19.

Kelly, J. (2003). The Irish Pound: From Origins to EMU. *Quarterly Bulletin*, 89-115.

Laffan, B., & O'Mahony, J. (2008). *Ireland and the European Union*. Basingstoke : Palgrave Macmillan. .

Layte, R., & Callan, T. (2001). Unemployment, welfare benefits and the financial incentive to work. *Economic and Social Review*, 32(2), 103-129.

- Macroéconomie : monnaie et taux de change. (n.d.). Université Libre de Bruxelles, Bruxelles.
- Martin, J. P. (2000). What Works Among Active Labour Market Policies. *OECD Economic Studies*, 30(1), 79-114.
- McAlesse, D. (2000). The Celtic Tiger: Origins and Prospects. *Options politiques*, 1-5.
- Murphy, A. (2000). The “Celtic Tiger” - An Analysis of Ireland’s Economic Growth Performance. *EUI Working Papers*, 16, 1-35.
- National Treasury Management Agency. (2016). Ireland’s strong growth is undeniable. 1-87.
- Nugent, C. (2016). Employment Trends in the Republic of Ireland - A regional perspective. *NERI Research inBrief*, 42, 1-4.
- OCDE. (2001). *Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation en Irlande*. Paris : OECD Publishing.
- OCDE. (2007). *Measuring globalisation: Activities of Multinationals Volume 1*. Paris : OECD Publishing.
- OCDE. (2017). Household disposable income – Ireland. Consulté en ligne : <https://data.oecd.org/hha/household-disposable-income.htm>
- OCDE. (1999). OECD Economic Surveys: Ireland. 1-165, doi : http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-irl-1999-en
- OCDE. (2001). OECD Economic Surveys: Ireland. 1-108, doi : http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-irl-2001-en
- OCDE. (2015). OECD Economic Surveys: Ireland. *OECD Publishing*, 1-42.
- OCDE. (2017). OECD Employment and Labour Market Statistics. doi : <http://dx.doi.org/10.1787/data-00571-en>
- Ó Gráda, C. (2002). Is the Celtic tiger a paper tiger? *Working Paper Series, UCD Centre for Economic Research*, 02/02, 1-18.
- Powell, B. (2003). Economic Freedom and Growth: The Case of the Celtic Tiger. *Mercatus Center at George Mason University*, 16, 1-28.
- The Association between Economic Growth and Employment Growth in Ireland. (1992). *National Economic and Social Council*, 94, 3-108.

The Economic and Social Research Institute. (2016). Report of the Economic and Social Research Institute. 1-49.

Listes des tableaux

Tableau 1	Production nette totale (en millions de livres irlandaises) de l'activité manufacturière en Irlande entre 1993 et 1996.	17
Tableau 2	Production nette par travailleur (en livres) entre les multinationales américaines et les entreprises irlandaises dans les cinq industries analysées en 1996.	18
Tableau 3	Exportations totales de marchandises (en millions de livres) entre 1988 et 1996.	19
Tableau 4	Evolution du niveau des profits rapatriés par les multinationales étrangères en dehors Irlande (en millions de livres) entre 1990 et 1996.	20
Tableau 5	Production nette par travailleur (en milliers de livres) de l'activité manufacturière en Irlande entre 1993 et 1996.	25
Tableau 6	Croissance de l'emploi par secteur (en %) entre 1985 et 2000.	28
Tableau 7	Effets des programmes Delors I et Delors II sur le PIB irlandais entre 1995 et 2010 mesurés en % d'augmentation du PIB.	35
Tableau 8	Index de liberté économique de Fraser en 1975 et 2000.	37
Tableau 9	Profits (en millions d'euros) réalisés par les dites <i>redomiliced plcs</i> qui n'ont pas été distribués (et qui ont donc été inclus dans le PNB) en proportion du PIB et du PNB entre 2009 et 2014.	46
Tableau 10	Evolution de la part du volume (exprimé en millions d'euros) des dépréciations du capital fixe dans le PIB (nominal) de l'Irlande entre 2014 et 2015.	55
Tableau 11	Taux de croissance du PNN (NNP en anglais) en comparaison à ceux du PIB et PNB entre 2014 et 2015 (en millions d'euros).	63
Tableau 12	Evolution du niveau d'emploi entre 2007 et 2012 (en milliers d'individus âgés de plus de 15 ans et en %) selon les régions en Irlande.	66

Listes des graphiques

Graphique 1	Relation entre l'évolution de l'index de liberté économique et le taux de croissance moyen (sur 5 ans, en %) du PIB par habitant en Irlande.	38
Graphique 2	Contribution (en %) en termes d'emploi des multinationales dans le secteur manufacturier entre 2004 et 2013 en Irlande.	41
Graphique 3	Contribution (en %) en termes d'emploi des multinationales dans le secteur des services entre 2004 et 2013 en Irlande.	41
Graphique 4	Part de la valeur ajoutée brute (domestique) en % générée par les exportations, par secteur en 2008.	42
Graphique 5	Evolution de la balance courante entre 1997 et 2013 (en milliard d'euros) en Irlande.	43
Graphique 6	Evolution du PIB, du PNB et du PNB ajusté pour les <i>redomiciled plcs</i> entre 2009 et 2014.	46
Graphique 7	Evolution, entre 2009 et 2015, de la part des investissements étrangers (en millions d'euros) détenus par les entreprises irlandaises (dont les <i>redomiciled plcs</i> basées en Irlande, selon leur provenance antérieure).	47
Graphique 8	Dépenses en recherche et développement, exprimées en % du PIB, des pays européens en 2012.	48
Graphique 9	Stock net de capital fixe (à prix courants) par catégorie d'immobilisations de 2010 à 2015 (en milliards d'euros).	54
Graphique 10	Consommation de capital fixe par catégorie (en milliards d'euros, à prix courants) entre 2010 et 2015.	56
Graphique 11	Niveau des composantes du PIB exprimées en proportion de celui-ci ainsi que leur taux de croissance (en %) en 2015.	56

Graphique 12	Part de l'augmentation de chaque composante dans l'augmentation totale du PIB en 2015.	57
Graphique 13	Evolution des exportations nettes par rapport au niveau des exportations et des importations en Irlande entre 2010 et 2015 (en milliards d'euros).	58
Graphique 14	Différence, en 2015, entre le niveau d'exportations enregistré dans les statistiques commerciales et celui enregistré dans les comptes nationaux (sous exportations de biens et services) en milliards d'euros.	60
Graphique 15	Taux de croissance de la demande domestique et de la production nette totale révisées entre 1999 et 2015 (en %).	64
Graphique 16	Evolution du niveau du salaire annuel moyen (en euros) en Irlande.	68
Graphique 17	Evolution du niveau du salaire horaire entre 2008 et 2015 (en %) et salaire annuel moyen (en euro) en 2015, selon les secteurs.	69
Graphique 18	Evolution du taux de croissance (en %) du revenu disponible des ménages.	70
Graphique 19	Evolution des dépenses de consommation finale des ménages par habitant (en dollars US constants de 2010) entre 2000 et 2015.	71

Annexes

Annexe 1 : Classification des statistiques du secteur manufacturier (NACE 15-37) selon la nationalité des entreprises, 1995.

<i>Nationality of ownership</i>	<i>No. of plants</i>	<i>Total persons engaged</i>	<i>Gross output (£m)</i>	<i>Materials purchased, per cent imported</i>	<i>Percent of gross output exported</i>
Irish	3 879	116 714	11 686	22.5	35.9
Other EU, of which:	346	36 043	4 242	62.9	69.
UK	117	11 765	1 726	46.2	50.9
Germany	99	11 483	890	81.8	94.6
Non-EU, of which:	379	67 821	17 654	68.3	93.7
US	289	54 624	14 620	64.7	94.9
Total foreign	725	103 864	21 896	67.1	89.
Total	4 604	220 578	33 583	46.6	70.5

Source : Barry (1999, p.52)

Le tableau indique que 40% des entreprises étrangères sont américaines, 16% sont britanniques et 14% sont allemandes.

Annexe 2 : Concentration (mesurée en % d'emplois) des entreprises domestiques et des multinationales dans des industries caractérisées par des hauts rendements dans le secteur manufacturier en 1973 et en 1996.

<i>NACE code</i>	<i>Industry</i>	<i>Per cent of total indigenous manufacturing employment</i>		<i>Per cent of total foreign-owned manufacturing employment</i>	
		<i>1973</i>	<i>1996</i>	<i>1973</i>	<i>1996</i>
35 (352*)	Vehicles	1.02	1.15	8.59	5.35
36	Other transport	1.18	2.20	2.32	0.75
25 (255*)	Chemicals	2.91	3.03	6.49	13.71
26	Man-made fibres	0.01	0.00	1.06	1.52
22 (223*)	Metals	0.21	0.34	1.81	0.36
33	Office machinery	0.10	1.57	0.83	11.23
32	Mechanical engineering	2.09	4.33	2.47	3.59
34	Electrical engineering	4.01	5.06	5.75	19.78
37	Instrument engineering	0.29	1.34	4.09	10.23
471	Pulp, paper	0.82	0.59	0.97	0.10
241	Clay products	1.30	0.46	0.50	0.12
242	Cement etc.	0.57	0.32	0.00	0.00
247	Glass and glassware	2.37	2.40	0.38	0.04
481	Rubber products	0.43	0.24	1.99	0.85
427	Brewing	0.15	0.15	5.21	1.60
429	Tobacco	0.43	0.13	1.99	0.68
421	Cocoa, chocolate	0.36	0.44	3.09	2.45
423	Other foods	0.97	2.82	2.06	2.18
Total (%)		19.22	26.58	49.60	74.54
Total jobs		29040	31358	37198	73605

Source : Barry (1999, p. 51).

On voit, par exemple, que la part de la main d'œuvre employée dans l'industrie de matériel de bureau par les multinationales est passée de 0,83% en 1973 à 11,23% en 1996.

Annexe 3 : Evolution de l'emploi dans le secteur manufacturier en Irlande entre 1993 et 1996 (en nombre d'individus).

Years	1993	1994	1995	1996
Selected High Tech	21,469	24,430	29,406	32,044
All Foreign	88,836	95,715	103,864	106,410
Irish	111,167	109,706	116,714	120,224
Total	200,003	205,421	220,578	226,634

Source : Murphy (2000, p.28)

Annexe 4 : Calcul de la production nette « entrepôt »

Par exemple, en 1999, l'industrie des « Cola concentré » génère une production nette de 3 363 millions de livres. En multipliant le nombre de travailleurs dans ce secteur (2 333 individus) par la moyenne de la production nette par travailleur, toujours dans ce secteur, de l'ensemble des pays européens (90 000 livres), on obtient une productivité nette réajustée de 209,97 millions. Puis, en soustrayant 209,970 millions à 3 363 millions, on obtient une valeur de 3 153,03 millions de livres.

Les auteurs soulignent qu'il s'agit pour le moins d'un ajustement brut qui sous-estime les effets et ignorent les autres industries de manufacture qui pourraient aussi être concernées par un tel ajustement (mais dans une bien moindre mesure).

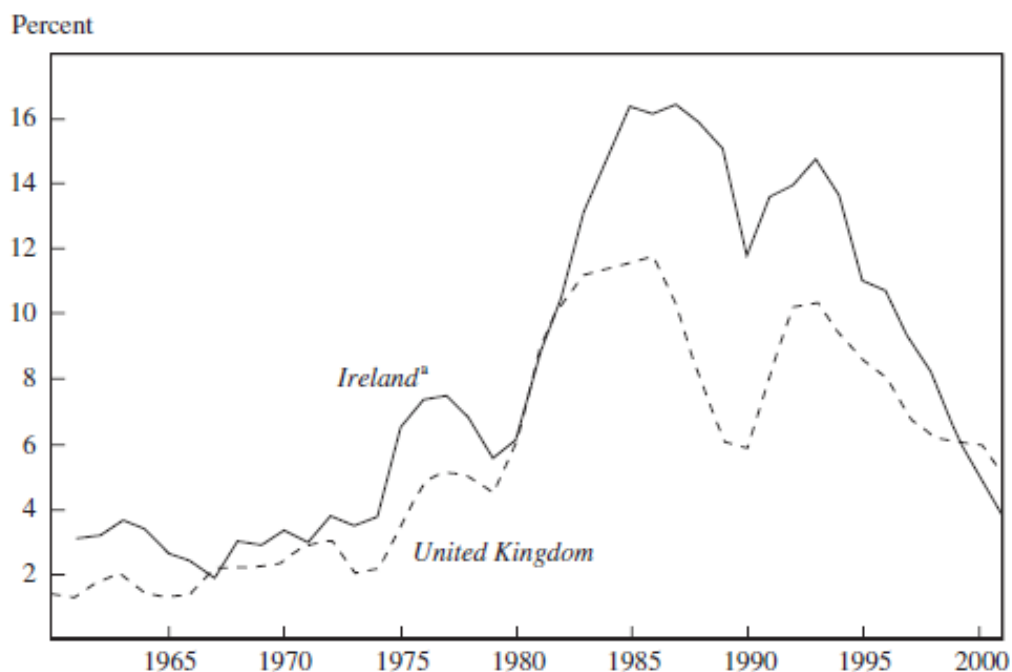
Source : Honohan et Walsh (2002, pp.54-57), Census of Industrial Production (2001), Central Statistics Office, Table 1).

Annexe 5 : Evolution (en %) de la part des investissements étrangers directs nets réalisés en Irlande par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE entre 1981 et 1997.

	1981-85	1986-90	1991-97
Average annual level (\$ millions)	178	96	1 124
Share of OECD total inflows	0.48	0.06	0.66

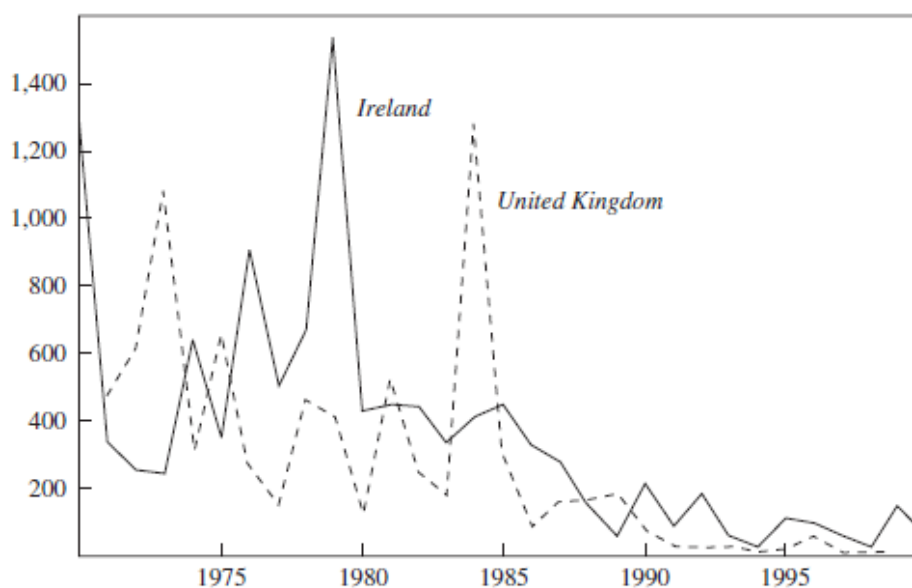
Source : Economic Survey (OCDE, 1999, p .54).

Annexe 6 : Lien entre l'évolution du taux de chômage (en %) de l'Irlande et celui du Royaume-Uni sur la période 1961 - 2000.



Source : Honohan et Walsh (2002, p. 28).

Annexe 7 : Nombre de jours perdus (pour 100 travailleurs) en raison de conflits de travail (grèves) en Irlande et au Royaume-Uni entre 1960 et 2000.



Source : Honohan et Walsh (2002, p. 32).

Annexe 8 : Migrations par destination/origine entre 1992 et 1998 (en milliers d'individus) en Irlande.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 ¹	1998 ¹
A. Migration by destination/origin							
Emigrants							
United Kingdom	16.9	16.4	14.8	13.3	14.1	12.9	8.5
Rest of EU	7.5	7.3	5.5	5.1	5.1	4.1	4.3
United States	3.5	5.6	9.6	8.2	5.2	4.1	4.3
Rest of world	5.5	5.8	4.9	6.6	6.8	7.9	4.1
Total	33.4	35.1	34.8	33.1	31.2	29.0	21.2
Immigrants							
United Kingdom	22.7	17.5	15.2	15.6	17.6	20.0	21.1
Rest of EU	6.5	6.6	5.8	6.3	7.2	8.1	8.7
United States	4.6	5.0	4.3	3.8	6.4	6.6	4.9
Rest of world	6.9	5.7	4.8	5.5	8.0	9.3	9.3
Total	40.7	34.7	30.1	31.2	39.2	44.0	44.0
Net migration	7.4	-0.4	-4.7	-1.9	8.0	15.0	22.8

Source : Economic Survey, OCDE (1999).

Annexe 9 : Niveaux d'éducation atteints (primaire, secondaire, supérieur), par groupe d'âge, en % sur la période 1981 – 1991 en Irlande.

	<i>Highest level of education attained</i>		
	<i>Primary</i>	<i>Secondary</i>	<i>Tertiary</i>
15–19			
1981	12.3	86.3	1.4
1991	10.7	84.0	5.1
20–24			
1981	10.1	78.0	11.9
1991	5.9	73.9	20.3
25–44			
1981	28.7	55.0	16.3
1991	14.6	61.1	24.2
45–64			
1981	56.3	34.3	9.4
1991	42.2	39.7	17.1
> 64			
1981	73.1	20.2	6.7
1991	65.7	24.1	10.1

Source : Durkan et al. (1999, p. 127)

* Les individus entre 15 et 19 ans concernés ont cessé leur parcours académique et travaillent, tout comme les autres groupes.

Annexe 10 : Evolution du niveau de l'emploi et de l'emploi ajusté pour l'éducation « EAE » (sur une base de 100 à partir de 1981) entre 1981 et 1996.

	<i>Total employment</i>	<i>EAE</i>
1981	100.0	100.0
1986	95.1	102.5
1991	101.0	114.4
1996	113.0	134.1
% change 1986–96	18.8	30.8
% change 1986–96 (p.a)	1.7	2.7

Source : Durkan et al. (1999, p. 129).

Annexe 11 : Estimations obtenues pour mesurer les effets des aides européens sur l'économie irlandaise.

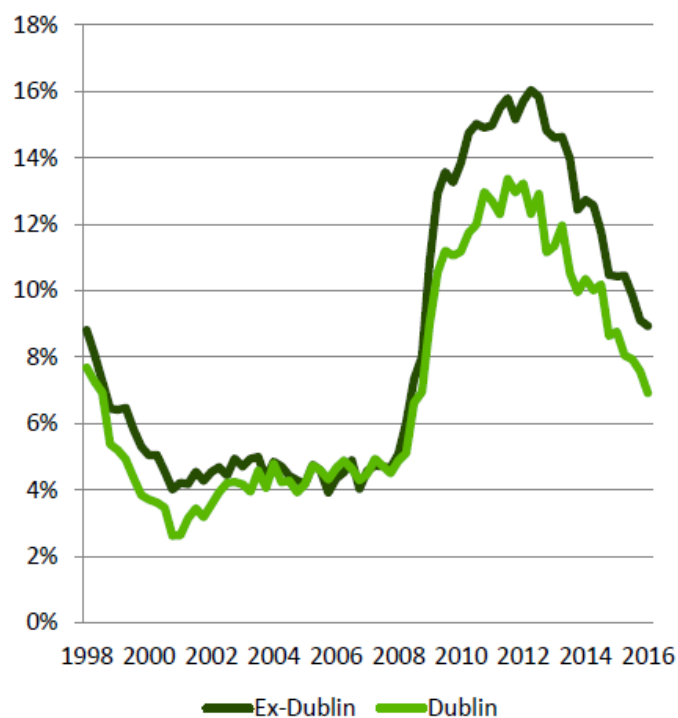
Les études réalisées par les auteurs peuvent avoir sous-estimé les effets des programmes d'aide européenne. En effet, alors que ces études ont analysé ces effets de manière linéaire, ces derniers peuvent en réalité avoir des effets non-linéaires. Par exemple, les modèles utilisés suggèrent que 15 millions de livres de dépenses auront trois fois les effets de 5 millions de dépenses alors qu'en réalité, ces 3 dépenses distinctes qui constituent ces 15 millions d'investissements peuvent, combinées ensemble, avoir des effets bien plus importants que lorsque prises séparément. Il apparaît donc difficile d'isoler les effets et la contribution de ces programmes de dépense sur l'économie tant ils sont liés à d'autres paramètres et facteurs économiques.

Annexe 12 : Evènements marquants dans la libéralisation du secteur des télécommunications en Irlande.

- 1984 : Constitution de Telecom Éireann en tant qu'opérateur de télécommunications détenu à 100 % par l'État et disposant d'un « privilège exclusif ».
- 1992 : Libéralisation de la fourniture de services à valeur ajoutée.
- 1994 : Établissement des conditions réglementaires régissant la fourniture de lignes louées par Telecom Éireann.
- 1996 : La CE octroie à l'Irlande une dérogation de deux ans courant jusqu'au 1^{er} janvier 2000 pour la libéralisation complète du marché des télécommunications.
- 1996 : La loi de 1996 sur les télécommunications (dispositions diverses) a été votée. Elle définit le principal cadre réglementaire s'appliquant à un marché entièrement libéralisé.
- 1996 : Conclusion d'une alliance stratégique entre Telecom Éireann, KPN et Telia.
- 1997 : Début de la concurrence dans les services de téléphonie mobile avec l'arrivée d'Esat Digifone, le deuxième opérateur GSM (licence délivrée en 1996).
- 1997 : Autorisation de fourniture d'infrastructures indépendantes par la suppression du monopole sur la fourniture de services de télécommunications par satellite, d'une part, et sur la fourniture de services de télécommunications libéralisés par les réseaux de télévision par câble et d'autres réseaux publics de télécommunications, d'autre part.
- 1997 (juin) : Création de l'ODTR (Office of the Director of Telecommunications Regulation – Bureau du directeur de la réglementation des télécommunications).
- 1998 (mai) : Renoncement à la dérogation par le ministère des Entreprises publiques à compter du 1^{er} décembre 1998.
- 1998 : Sélection d'un troisième opérateur de téléphonie mobile (GSM) mettant un terme au duopole ; l'attribution de la licence est juridiquement contestée par un candidat malheureux ; le projet, retardé de deux ans, prend effet en 2000.
- 1998 (1^{er} décembre) : Ouverture à la pleine concurrence du marché de la téléphonie vocale dans l'objectif de la libéralisation complète du marché des télécommunications.
- 1999 : Privatisation, par appel public à l'épargne, de Telecom Éireann, qui est rebaptisé Eircom.

Source : La réforme de la réglementation en Irlande, OCDE (2001, p.359).

Annexe 13 : Evolution du taux de chômage entre 1998 et 2016 (en %) à Dublin et dans le reste du pays.



Source : National Treasury Management Agency (2016).